

Victimes d'une guerre de gang
TROIS FILS DE DIGNITAIRES ALGÉRIENS BLESSÉS À PARIS P.2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

**Alger : il avait sur lui 550.000 euros
en fausse monnaie** P.6

Groupe des sociétés Hasnaoui
**40 ans d'existence
et beaucoup de choses faites** P.3

Troisième jour du procès
**KHALIFA PARLE
ENFIN ET NIE
LA PLUPART
DES FAITS** P.6



ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

P.7 à 16



**AU NOM
DE LA LOI,
FAITES VOTRE
DÉCLARATION !**
CHERIF ALI

**JUSTICIÈRE
À TIRE-LARIGOT !**
SLEMNIA BENDAOU



**LOUISA
HANOUN,
SYMBOLE
D'UNE
GAUCHE
SANS
REPÈRES**
ABED CHAREF

■ Méga-centrale technologique
au ministère de l'Enseignement
supérieur : entre l'annonce
et la réalité
M. TAHAR BELAROUSSI

■ Histoires vraies
B. AHCENE-DJABALLAH

**FRANCE :
À DROITE TOUTE !**
PIERRE MORVILLE



■ Les vérités dérangeantes
d'Emmanuel Todd
AKRAM BELKAÏD
■ L'avenir de l'alimentation
en Méditerranée
LAURENT THOMAS

**8 MAI 1945 :
LES MARTYRS OUBLIÉS**

EL YAZID DIB



LES RAISONS D'UN MASSACRE
MELLAH AHMED

LE HIDEUX MASSACRE
BOUTARAA FARID

ON SE TROMPE DU SENS !
ABDELLATIF BOUSENANE

Infrastructures maritimes Les ports seront revus et corrigés



Ph.: Arch.

Yazid Alilat

Tous les ports d'Algérie seront agrandis dans les prochaines années, avec la réalisation également d'un grand port commercial au centre-ouest du pays. C'est, en gros, l'annonce faite hier par Mme Nassima Boubziri, directrice des Infrastructures maritimes au ministère des Travaux publics. Il y aura prochainement "des travaux d'extension pour étendre la superficie des ports commerciaux, notamment à Oran, Béjaïa, Annaba dans cinq à six ans, Mostaganem également", a-t-elle souligné, avant de préciser que l'extension du port de Djendjen, dans la wilaya de Jijel, se fera dans le port même, ce "qui va diminuer la capacité du bassin mais sa capacité sera plus grande". L'étude de l'extension du port de Béjaïa est finalisée, mais sa réalisation ne sera programmée qu'au-delà de 2017, alors que le projet d'extension du port d'Oran ne concerne que les quais et les terre-pleins dans le port lui-même, l'extension de l'extérieur de cette infrastructure est prévue, quant à elle, après le quinquennal 2015-2019, selon Nassima Boubziri. Sur le projet de grand port du centre du pays, la directrice des infrastructures maritimes au ministère des Travaux publics est restée évasive, autant sur l'endroit où il sera implanté, que de ses caractéristiques techniques. "Il y a une étude de positionnement au niveau du ministère des Transports", a-t-elle précisé, indiquant que "la décision sera prise bientôt" sur le choix du lieu de son installation.

GRAND PORT DU CENTRE, RÊVE OU RÉALITÉ ?

Un moment mis en veilleuse, ce projet a été réanimé avec l'annonce au mois de novembre dernier du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, sur la réalisation d'un tel port entre les villes de Cherchell et Ténès. «Le nouveau port d'Alger, qui s'étendra sur une superficie de plus de 1.000 hectares, sera réalisé en eaux profondes dans la zone située entre Cherchell (wilaya de Tipaza) et Ténès (wilaya de Chlef)», avait indiqué M. Sellal, selon lequel ce projet sera essentiellement financé par la Société de gestion des participations des ports (SGP-Sogeports). Ce port en eaux profondes viendra suppléer le port d'Alger, dont les capacités sont

dépassées par un accroissement du flux maritime. "Les capacités du port d'Alger, la plus importante infrastructure portuaire du pays, vont arriver un jour à saturation, c'est pourquoi les pouvoirs publics ont envisagé la création d'un greenfield port, un espace ouvert loin de la ville", avait récemment estimé un cadre au ministère des Transports. La réalisation d'un nouveau port avec un grand tirant d'eau permettra l'accostage de navires de gros tonnage, car en l'absence d'une telle infrastructure portuaire dans le centre du pays, les marchandises transportées par les porte-conteneurs et destinées à l'Algérie sont transbordées notamment aux ports de Giatra (Italie) et celui d'Algesiras (Espagne) car la profondeur des eaux dans la plupart des ports algériens ne dépasse pas 11 mètres. La directrice des infrastructures maritimes du ministère des Travaux publics a par ailleurs affirmé que pour le moment "il n'y a pas de projet de port pétrolier" en Algérie. Elle a également relevé le nombre dérisoire de ports de pêche et de plaisance dans le pays, avec un seul port dédié à la plaisance, celui de Sidi Fredj, et dont les capacités d'accueil se sont réduites. Actuellement, il y a 13 ports de pêche et de plaisance en Algérie, et huit autres sont à l'étude, selon la même source, notamment dans les wilayas de Tlemcen, Chlef, Oran, Alger et Skikda. Quant aux ports de plaisance, elle a reconnu qu'il y a un déficit dans ce domaine. L'idéal, selon elle, est d'avoir un port de plaisance par wilaya côtière, et cela "se fera après le quinquennat 2015-2019". Vers "2020, on aura en principe huit nouveaux ports de plaisance, à raison de 36 mois pour la réalisation d'un port". Quant aux ports de pêche, il est prévu également l'étude et la réalisation de 9 à 10 ports et abris de pêche. Ces projets sont programmés à Ténès, Stidia, Cap Blanc, notamment, "et on attend les enveloppes budgétaires pour ces projets", a précisé Mme Boubziri. Enfin, elle a annoncé la mise en œuvre d'un schéma directeur des ports pour 2025 pour leur jonction avec les grandes voies de communication et la réalisation de pénétrantes entre ces ports et les axes autoroutiers. Il y a actuellement dix ports commerciaux dont neuf datent de l'époque coloniale: Alger, Annaba, Arzew, Béjaïa, Djendjen (Jijel), Ghazaouet (Tlemcen), Mostaganem, Oran, Skikda et Ténès (Chlef).

Victime d'une guerre de gang Trois fils de dignitaires algériens blessés à Paris

Moncef Wafi

Trois ressortissants algériens présentés comme des fils de «dignitaires» ont été blessés, dans l'après-midi de jeudi dernier, dans une fusillade à l'arme automatique, dans la cité Emile-Cordon, à Saint-Ouen, en banlieue parisienne, selon l'édition de ce mardi du 'Parisien'. Les victimes, âgées de 20 ans, sont les fils d'une avocate du barreau d'Alger, d'un général et d'un député, rapporte le quotidien français, sans donner plus de détails sur leur identité. La source judiciaire citée par ce dernier précise que les trois blessés étaient en vacances dans la capitale française. Deux des trois Algériens, grièvement blessés à l'abdomen et à l'épaule, ont été hospitalisés, jeudi, dans un état jugé «sérieux», mais leur pronostic vital n'est plus engagé. Les tirs se sont produits vers 16h, dans cette cité Emile-Cordon, réputée être un point de

deal connu et placée en 'Zone de sécurité prioritaire' (ZSP), depuis 2012, dans le cœur de cette ville de 48.000 habitants, située aux portes de Paris.

Un important dispositif de police avait été déployé et en fin de journée, des renforts de CRS surveillaient le secteur. Les enquêteurs ont récupéré 21 douilles de calibre 9 mm.

La veille, au soir, déjà, des coups de feu avaient été tirés par 2 hommes, sans faire de blessés, avant de prendre la fuite, l'un en moto, l'autre en scooter. Arrivés sur place, à l'angle de la rue Alexandre-Bachelet et de la rue Anselme, les policiers ont retrouvé 10 douilles et 2 cartouches de 7,62 mm.

L'enquête a permis, donc, aux hommes de la Police judiciaire de Seine Saint-Denis d'arrêter, aux premières heures de ce mardi, 4 hommes soupçonnés d'être impliqués dans la fusillade de jeudi, à Saint-Ouen. Âgés de 25 à 30 ans, ces hom-

mes ont été arrêtés «à divers endroits de la ville et placés en garde à vue», a déclaré à l'AFP une source judiciaire. Les 4 suspects sont connus de la justice, et déjà condamnés, notamment, pour des affaires de stupéfiants, a ajouté cette source, précisant que 15 kg de cannabis avaient été saisis lors des perquisitions. Le mobile évident de cette attaque à l'arme automatique reste le contrôle du trafic de drogue, en cherchant à assécher le point de vente de la bande rivale. Selon 'Le Parisien', les victimes ont, ainsi, fait les frais d'une guerre de gang qui sévit, depuis plusieurs semaines, dans la région. Ainsi, dans la nuit du 12 au 13 avril derniers, un jeune homme avait reçu une balle dans la mâchoire, cité Soubise. Le 24 avril, une fusillade à la 'Kalachnikov' s'était produite, également, dans la cité Soubise. Elle n'avait pas fait de victime et avait donné lieu à 2 interpellations.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Quand la presse nationale «tuyautée» à dessein a commencé à étaler les af-

fares de corruption auxquelles ont donné lieu des passations de marché de l'entreprise Sonatrach et la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, Bouteflika qui n'a pourtant pas pour habitude de s'exprimer à chaud sur les faits et événements qui à un moment ou à un autre défrayent l'actualité nationale avait cette fois promptement réagi en se déclarant avoir été atterré et révolté par ces faits de corruption et promis que la justice du pays fera son travail.

L'ampleur des scandales suscités par ces affaires a été telle que Bouteflika ne pouvait rester silencieux, d'autant que le débailage des tenants et aboutissants de ces affaires de corruption a fait apparaître qu'auraient été mêlés des dignitaires du régime faisant partie du cercle de ses proches et que de ce fait leur implication l'éclaboussait peu ou prou aux yeux de l'opinion publique.

La justice interpellée par le chef de l'Etat a incontestablement instruit avec célérité les deux dossiers et déféré devant ses tribunaux certains des mis en cause dans les révélations ayant eu trait à ces affaires de corruption. Ce qui n'a pas pour autant convaincu les Algériens que la justice est ce faisant passée. Toutes les arguties tendant à les convaincre du contraire n'ont suscité en leur sein que fin de non-recevoir et sarcasme sur ces procès dont ils ne retiennent qu'ils n'ont concerné sinon que des lampistes, du moins aucune des personnalités du régime dont les noms ont été cités comme ayant été acteurs et bénéficiaires des affaires

de corruption jugées.

Pour l'Algérie lambda, les procès de Sonatrach et de l'autoroute Est-Ouest n'ont été que des

remakes du premier procès de Khalifa Bank en 2007 qui leur a donné à voir que les gens du sérail n'ont rien à craindre de la justice du pays. D'ailleurs, ils n'attendent rien du second procès Khalifa dont on leur insinue qu'il pourrait donner lieu à de fracassantes révélations de la part de l'inculpé vedette Abdelmoumen Khalifa à qui il est prêté l'intention de n'épargner personne parmi ceux qu'il dit avoir été mêlés aux magouilles sur lesquelles il lui est demandé de rendre compte.

Plutôt que de percevoir les procès en question comme des actes de justice ayant permis de faire la lumière sur les affaires de corruption en cause, les citoyens n'y ont vu qu'un montage judiciaire destiné à disculper le pouvoir de l'accusation d'avoir fait preuve d'une permissivité sur le phénomène de la corruption devenue connivence avec ses délinquants dont les plus entreprenants sont dans sa proximité et s'y sont adonnés confiants de l'impunité dont ils bénéficient.

Si le bilan politique, social et économique sur lequel sera jugée la période Bouteflika aux commandes du pays prêterait certainement à controverse, il y aura néanmoins unanimité pour imputer à son règne d'avoir été entaché irrémédiablement par le phénomène d'une corruption généralisée qui fait de l'Algérie un Etat que l'on fréquente certes pour les opportunités d'affaires qu'il offre mais en considérant avec mépris ses représentants. Quel gâchis pour un homme qui est revenu au pouvoir pour soi-disant faire relever leur tête à ses compatriotes.

Tirage du N°6219
119.677 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.: Oran :** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Groupe des sociétés Hasnaoui 40 ans d'existence et beaucoup de choses faites

M. Aziza

Le groupe de sociétés Hasnaoui veut développer son investissement dans le secteur des TIC et ambitionne de se lancer dans la recherche scientifique. Le groupe veut élargir ses offres après avoir fait ses preuves dans le domaine de la construction, le BTPH, l'agriculture, l'hydraulique et l'environnement notamment avec le concours de ses partenaires étrangers. Le groupe se sent cette année beaucoup plus à l'aise pour ne pas dire plus fort après avoir réglé toutes ses dettes auprès des banques. Aujourd'hui, le groupe Hasnaoui arrive à autofinancer ces derniers projets d'investissement avec la capacité de se lancer dans d'autres projets à valeur ajoutée. Telles sont les annonces faites par le président du Groupe, Brahim Hasnaoui à l'occasion de la célébration du 40^{ème} anniversaire de la création du groupe, qui coïncide avec la tenue de la 18^{ème} édition du Batimatec à la Sa-fex aux Pins Maritimes d'Alger.

Le groupe Hasnaoui prend part à cette manifestation qui prend fin aujourd'hui en exposant au pavillon central toute sa gamme de matériaux de construction et de travaux publics. Réuni avant-hier avec ses partenaires locaux et étrangers autour d'un dîner-gala à l'hôtel Hilton, le PDG du Groupe, Brahim Hasnaoui a exprimé sa fierté pour les réalisations de son groupe qui est devenu aujourd'hui une référence dans la construction et l'innovation et surtout un pionnier dans la formation.

Brahim Hasnaoui a en outre relaté devant l'assistance le parcours de 40 années de son entreprise en affirmant que ces années couronnées de réussite « n'ont pas été un fleuve tranquille ». L'orateur a raconté comment son groupe a su résister pour dépasser le clivage public/privé et a précisé que ce n'était pas une chose aisée du fait que le secteur étatique était en position de monopole sur pratiquement tous les marchés et le privé n'était pas en odeur de sainteté. Il a appelé les jeunes entrepreneurs et les nouvelles générations à faire preuve de sérieux, de régularité et de détermination dans le travail. Et à persévérer, résister et être convaincus pour convaincre.

Pour Brahim Hasnaoui, les conditions entrepreneuriales sont beaucoup plus favorables aujourd'hui au secteur privé que dans le passé. Il rappelle que dans les années 70, l'objectif des pouvoirs publics était tout simplement l'élimination de l'entreprise privée en lui imposant une fiscalité lourde. Il a affirmé que l'accès aux marchés publics était réservé exclusivement aux entreprises publiques avec une préférence d'au moins 30 %. A cela s'ajoute l'impossibilité d'accéder à des équipements neufs. Les pouvoirs publics obligeaient les entreprises privées à se doter en matériel d'occasion qui coûtait 3 à 4 fois plus cher que le neuf. L'orateur affirme que son groupe s'est battu par persévérance et sérieux pour survivre et se développer au fil des années. Aujourd'hui, son groupe est devenu un modèle de réussite qui fait la fierté de la région de l'ouest du pays. Et que le groupe a atteint aujourd'hui une envergure nationale.

Le groupe Hasnaoui créé dans les années 70 compte aujourd'hui un ensemble d'entreprises exerçant dans diverses branches d'activités telles que la réalisation des bâtiments, production de matériaux de constructions, la petite hydraulique, l'exploitation de carrière et autres.

Parmi les entreprises phares que compte le groupe, STRUGAL Algérie, une usine d'extrusion d'aluminium. C'est le fruit d'un partenariat entre STRUGAL (Espagne) et le groupe. Alumix, une usine spécialisée dans le double vitrage ayant démarré le 17 février 2015 en partenariat avec l'opérateur espagnol Alumix. Le MDM, est également une autre filiale du groupe spécialisée en menuiserie. L'on cite également une autre filiale du groupe, SPPM, qui s'est lancée sur la base de la recherche et l'innovation dans le domaine agricole pour développer le greffage. Le but étant la création d'une pépinière arboricole et forestière moderne à Tabia, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès sur une surface de 3 hectares. Il y a aussi la filiale AZUD spécialisée dans l'irrigation localisée.

Enfin, parmi les dernières réalisations du groupe, à retenir « la résidence El Ryad d'Oran », un cadre de bâti harmonieux donnant plus de crédibilité à ses réalisateurs.



Raina Raïkoun

Ahmed Farrah

Charlotte de Cambridge et la réalité multiculturelle de l'Union Jack

Alors que l'Italie se fait envahir quotidiennement par des boat people qui lui déversent tous les malheurs des peuples du bas monde opprimés par les leurs, sa marine va jusqu'à les chercher en haute mer pour les secourir et les ramener à port. Ce qui contraste avec la frilosité française qui devient manifeste, elle ne choque plus, elle s'installe et s'étend à tous les niveaux et les bas étages. Le trop-plein commence à déborder depuis Béziers où le maire de la ville a procédé au fichage par leurs prénoms à consonance musulmane des écoliers de sa ville. Croit-il au grand remplacement ? Veut-il les déporter par bateaux ? Et où ? Leur réserve-t-il un autre sort ? Terrible est le futur de ces enfants français à qui on leur reproche le crime de leurs parents qui les ont fait naître en France. Reproduire, aujourd'hui, la pensée morbide des années 1930 et l'eugénisme pur blanc dépeuplera sûrement la France, ils n'y resteront que les Dupont et les Durand, les autres devront se chercher hors de la terre des Astérix et Obélix et leurs amis les Gaulois. Mais la vie n'est pas qu'hexagonale encadrée par la peur et protégée par ceux qui ferment les portes aux

autres après que, eux sont rentrés. Lundi, la monarchie britannique révélait que le nouveau «Royal baby» s'appellerait «Charlotte Elizabeth Diana», les Britanniques n'ont pas manqué de saluer ces prénoms hommage. Mais ce

qui a attiré le plus l'attention est qu'à la sortie de la clinique natale de la princesse Kate Middleton, le bébé royal dans les bras, et du prince William, l'un des policiers qui les protégeait, ne portait pas le casque mais le turban Sikh. La Grande-Bretagne est l'un des plus grands cœurs battants de ce monde et la plus vieille démocratie qui existe, elle est tolérante et accepte l'individu tel qu'il est, elle ne le dissout pas. En se promenant à Londres, on est vite impressionné par la diversité culturelle qui la compose. Les gens ne font pas attention au chiffon qu'on porte, ni à sa longueur, ni à la longueur de la barbichette, ni aux mèches rebelles. Le fantaisiste et l'élégant classique ne se rejettent pas et ne s'ignorent pas non plus, chacun vit sa vie comme il lui semble et sans jugement de valeur. Un vrai symbole d'intégration multiculturelle contrairement à la France pseudo-assimilationniste.

Payer seulement pour les kilomètres roulés Le nouveau service d'Alliance Assurance

Z. Mehdaoui

Alliance Assurance a lancé hier un nouveau produit, le premier du genre en Algérie, et qui consiste à faire bénéficier les automobilistes qui ne roulent pas beaucoup sur les routes de trois formules d'assurances tous risques à des prix très compétitifs.

Dénommé «OTO Plus Km», le service innovant que propose désormais Alliance Assurance réside dans trois formules, à savoir «Eco de 0 à 6000 km», «Eco de 6000 à 12 000 km» et «Eco de 12 000 à 18 000 km». En plus clair, moins les conducteurs dévalent des km chaque année, plus ils font des économies lors de la contraction de leur contrat d'assurance. C'est une sorte de « juste prix » que propose Alliance Assurance à ses clients en permettant aux conducteurs de ne payer que pour les kilomètres qu'ils ont

parcours durant l'année tout en leur assurant une assurance tous risques. De plus, après avoir parcouru les kilomètres calculés dans l'année, les kilomètres supplémentaires ne sont pas facturés mais ajustés aux calculs des kilomètres de l'année suivante.

«C'est une grande nouveauté en Algérie», a déclaré hier Hassen Khelifati, le président-directeur général d'Alliance Assurance, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Sofitel d'Alger. Le patron d'Alliance Assurance assure que la nouvelle formule n'est nullement une offre au rabais pour «appâter» une nouvelle clientèle mais bien une assistance complète 24h/24 conçue pour un service de qualité. Même s'il ne donne pas de taux précis, Hassen Khelifati, qui prône une ère basée sur la confiance avec les clients de sa compagnie, soutient que les réductions sont très importantes pour les bé-

néficiaires des trois formules susmentionnées. « Nous ambitionnons de devenir l'assureur préféré des Algériens », a déclaré M. Khelifati qui revendique une part de marché de 4% sur le segment assurance automobile qui constitue, faut-il le préciser, l'essentiel du chiffre d'affaires des compagnies d'assurances implantées dans notre pays.

De son côté, Alain Louis Martel, directeur général adjoint technique et commercial de la première compagnie d'assurances privée cotée en Bourse, affirme : « Il est légitime de créer un nouveau produit, au tarif réduit, au profit des clients qui prennent moins de risques ». Il explique notamment, lors de la conférence, «qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles dispositions tarifaires, selon les kilomètres parcourus, véritable critère d'évaluation du risque ».

« Grâce à cette innovation, Alliance Assu-

rance se penche de plus près sur la notion de protection financière en accordant une réduction de prix de souscription importante aux conducteurs algériens », note par ailleurs un communiqué d'Alliance Assurance qui a tenu à rappeler que la compagnie est reconnue pour le respect de ses engagements en termes d'indemnisation et jouit d'une réputation sans faille à ce sujet. A noter qu'Alliance Assurance célébrera dans quelques jours ses dix années d'existence.

Hassen Khelifati affirme qu'il n'a pas peur de la concurrence des autres compagnies nationales et étrangères qui exercent dans notre pays, mais appelle toutefois le ministère des Finances à appliquer les règles pour tout le monde tout en exhortant le législateur à revoir certaines lois qui sont, selon lui, dépassées, 20 ans après l'ouverture du secteur au privé et à la concurrence.



PRÉPARE ET RÉUSSIS TON BAC

FORFAIT iMadrassa

**COURS INTERACTIFS - EXERCICES CORRIGÉS - QUIZ
EN LIGNE**

3G+ OFFERT



**[DÉTAILS SUR
DJEZZY.COM/IMADRASSA]** **[COMPOSE
*715#]**



*iMadrassa est la première plateforme de soutien scolaire en ligne qui te permet, grâce à la 3G, de t'exercer sur les matières de ton choix.



مرحبا بالغد
DJEZZY
جازي



**OXXOBAIES LA NOUVELLE MARQUE
DE FENÊTRES, PORTES ET FERMETURES.**

OXXOBAIES est la nouvelle marque de fenêtres, portes et fermetures destinée aux particuliers. Après l'ouverture de son premier Espace Conseil à Dely Brahim en 2014, **OXXOBAIES** entend bien renforcer sa position sur le marché de la fenêtre, des portes et des fermetures pour l'habitat individuel, en neuf et en rénovation, et annonce l'ouverture de cinq espaces conseil à :

Kouba : 13 Rue des frères Abdesselami, Kouba. Tel: 021 28 32 83

Bejaia : 03, Quartier Seghir Tel: 034 12 57 38

Sétif : 03 Rue Aouri Derradji N°2, Cité Dalas. Tel: 036 66 90 17

Oran : Cité Khemisti N° 103 Ilot 16 N°02, Bir El Djir.

Blida : 55 Rue Mekrekef Benyoucef, Les Rosiers. Tel: 025 21 22 12

Et prochainement : Constantine, Bordj Bou Arreridj, Tizi Ouzou, Batna et Annaba.



L'offre des produits **OXXOBAIES** répond au mieux aux exigences du marché de la menuiserie extérieure. Avec leurs profilés et leur double vitrage, les menuiseries **OXXO** procurent de hautes performances acoustiques et thermiques aux standards internationaux, avec un design moderne et de multiples finitions. C'est l'assurance d'un bon choix et d'une réponse à tous vos projets.

Tél : 00213 (0) 21 44 61 34 Fax : 00213 (0) 21 44 53 89 RC N°13B0993406 – 00/16, NIF : 001316099340606

CGEA-FCE

Guerre ouverte entre patrons

«On a remarqué qu'il y a une démarche de lobbying au niveau des pouvoirs publics pour que Haddad s'impose comme leader du patronat algérien».

Ghania Oukazi

C'est ce qu'a déclaré hier le président de la CGEA (Confédération générale des Entreprises algériennes) à la presse qu'il a conviée à son siège à Bouchaoui pour assurer la couverture médiatique de la signature d'un accord le liant à l'IECSM (Chambre de commerce indo-européenne pour petite et moyenne entreprise). « Je vous ai retenus pour débattre d'un problème interne à notre pays, un problème algéro-algérien », a précisé Hadj Yousfi après avoir accompagné ses invités indiens à la porte de sortie.

Le problème en question est cette sorte de guerre des mots qui a éclaté entre lui et le patron du FCE (Forum des chefs d'entreprises) depuis peu de temps. «La mission économique qui était présidée par le 1^{er} ministre et qui s'était rendue récemment en Chine avait comme représentant du patronat algérien uniquement les membres du FCE, à l'exception de la vice-présidente de la CGEA qui avait du mal à y être acceptée », a commencé par faire savoir Yousfi. Saïda Neghza dont il raconte « les déboires », qui est aussi présidente du bureau d'Alger de la CGEA, a tenu à en faire part elle-même aux journalistes. « On a été invité officiellement par le ministre de l'Industrie et des mines mais Mr Oumelale, son directeur général des marchés nous a dit, ne partent en Chine que ceux qui signent des contrats ».

«ON VEUT FAIRE DE HADDAD UN PHARAON»

En répliquant qu'elle était invitée par Abdesselam Bouchouareb, Neghza s'entend répondre, selon elle, par Oumelale que « si tu pars en Chine, je me rase la moustache ». Notons au passage que Bouchouareb a dû inviter la CGEA probablement

par amitié puisqu'il en a été membre (en tant que chef d'entreprise) pendant de longues années avant qu'il ne soit désigné comme président du CNES en 1995.

La vice-présidente de la CGEA a fait savoir que le DG des marchés du ministère de l'Industrie et des Mines n'était pas à sa première exclusion de patrons algériens des missions économiques officielles pour l'étranger. « Il l'a fait pour la mission de Londres, pour l'Italie et a continué pour la Chine ; ils ne veulent que Haddad », a-t-elle dit. Neghza affirme, convaincue, qu'« on veut faire de Haddad un pharaon ». Ce qu'elle juge « injuste » parce que, explique-t-elle, « il y a des entreprises qui sont mises à mal, d'autres qui ont fermé, Haddad prend tout, de quel droit ? Nous avons des petites entreprises, nous avons travaillé nous aussi, nous avons galéré ». Hadj Yousfi reprend la parole et lance à propos de sa vice-présidente qu'«elle a été considérée comme une étrangère par les membres de cette mission, elle a eu des difficultés à s'insérer dans la délégation et suivre les différents débats à Pékin ». Premier constat, affirme-t-il, « les ministres et le FCE étaient à la tribune alors que la représentante de la CGEA était au fond de la salle, nous avons accepté la situation pour ne pas montrer un visage de division dans la mission ». Yousfi continue « mais ce qui nous a fait mal, c'était le discours qui comportait quatre mots, du président du FCE ». Pour rappel, selon le président de la CGEA, Ali Haddad a dit aux investisseurs chinois « venez ramasser de l'argent en Algérie, vous pouvez même vous remarier ».

HUMILIATION, MARGINALISATION ET... GRÉ À GRÉ

On rappelle que le président du FCE a démenti ces propos par un communiqué public en les qualifiant de «fallacieux». Yousfi rebondit alors et souligne «Haddad n'était pas content de ce que nous avons dénoncé. On ne veut pas entrer dans une polémique stérile mais on refuse la marginalisation et l'humiliation et on dénonce la dé-

Polémique FCE-CGEA

« C'est une honte »

en Chine, le président du FCE a vanté les potentialités et richesses de l'Algérie et a rappelé que les Chinois eux-mêmes le reconnaissent ». Il a pour cela, raconté une anecdote, selon Mme Belbachir. « Quand il a été déjeuner avec la présidente du groupe chinois CITIC à Alger, elle lui a dit que les entreprises chinoises travaillaient bien en Algérie ; qu'elles gagnaient de l'argent (...) ; qu'elles ont eu des pertes d'hommes ; des Chinois sont morts sur des chantiers et d'autres qui se sont mariés en Algérie, a dit Haddad », selon la déléguée du FCE à Oran qui était hier à Alger.

Algérie-Inde

Des films Bollywood tournés en Algérie

La CGEA (Confédération générale des Entreprises algériennes) et l'IECSME (Chambre de commerce indo-européenne pour petites et moyennes entreprises) ont signé hier un accord de coopération générale dont l'objet est « la collaboration pour une mise en œuvre fructueuse de leurs missions, buts et programmes d'actions ».

Les deux parties affirment que « cet accord est conclu en vue d'améliorer et développer la coopération entre elles ». Les signataires s'engagent à « organiser des forums et des visites d'affaires et à aider les entreprises à identifier les partenaires potentiels ». Ils s'engagent aussi à « établir un Conseil d'affaires de coopération ». Le pré-

claration du président du FCE qui est une atteinte à la dignité des Algériennes ».

Le président de la CGEA déclare ainsi avoir remarqué qu'« il y a une demande de lobbying au niveau des pouvoirs publics pour que Haddad s'impose comme leader du patronat ». Il dénonce en outre, ses propos concernant la relance de l'économie. «Le président du FCE a dit que tous les secteurs d'activité doivent être ouverts à l'exception du MDN. Je considère qu'il est allé très loin», estime Yousfi. Notre interlocuteur pense que «c'est une prétention de dire qu'il faut l'ouverture de tous les secteurs parce que c'est un pays qui doit passer par toutes les étapes pour atteindre la croissance et ne pas retomber entre les mains du FMI». Le président de la CGEA rappelle qu'«on n'a une économie à caractère social, on a besoin de créer des PME-PMI, nous n'avons aucunement l'intention de créer un patronat de grands trusts à l'image des Etats-Unis». Yousfi ne manque pas de revenir quelques années en arrière pour préciser que «nous sommes plusieurs patronats qui ont signé ensemble le pacte national économique et social de croissance, le FCE à l'époque, était malade». Il s'interroge ainsi: «que représente le FCE sur le plan structures ? Il a 500 ou 600 personnes dont les sociétés sont favorisées par le gré à gré, parmi eux Haddad». Yousfi tient à noter que «c'est toujours lui qui est sollicité alors que nous sommes le doyen du patronat algérien». Le patron de la CGEA a fait savoir qu'il a eu à rencontrer le 1^{er} ministre (avant sa mission en Chine, ndlr). «J'ai eu l'occasion de débattre des problèmes de l'économie nationale, j'ai dit qu'on ne doit pas sortir du cadre du pacte économique et social de croissance, le FCE ne peut constituer la représentation réelle du patronat», fait-il savoir.

Il continue sur sa lancée en soutenant que « l'interpellation des ministres par Haddad est une anomalie et sa réception d'ambassadeurs n'est pas sa prérogative à moins que le MAE lui a délégué une partie de ses pouvoirs».

Mme Belbachir affirme que « tel que je connais Ali Haddad, c'est un Algérien qui respecte la femme algérienne, il reconnaît sa valeur, il a toujours aidé la femme chef d'entreprise à régler ses problèmes, à réussir, il l'a toujours encouragée pour qu'elle ait un rôle dans la relance de l'économie nationale ». Notre interlocutrice pense qu'« il y a trop de haine entre les Algériens, c'est une polémique et une attaque de trop contre le FCE. C'est une honte alors qu'il y a tellement de travail à faire ensemble pour régler les problèmes de notre économie et de notre pays... »

G. O.

Ali Haddad n'arrive pas à combler son déficit d'image

Riche, puissant, proche du pouvoir, Ali Haddad souffre pourtant d'un déficit d'image chronique. Une déclaration sur les femmes algériennes, cette semaine, lui a valu de nouvelles déconvenues.

Abd Charef

Ali Haddad fait face à des difficultés inattendues. Malgré des efforts de communication très conséquents, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) n'arrive pas à redresser une image moquée de manière féroce sur les réseaux sociaux. Ses bourdes et son humour approximatif lui ont encore valu une nouvelle vague de critiques, après des déclarations faites en Chine où il a accompagné le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires algériens. Invitant les chefs d'entreprises chinois à investir en Algérie, M. Ali Haddad a déclaré, sur un ton mi-sérieux, que ceux-ci seraient les bienvenus et qu'ils pourraient même « épouser des Algériennes ». Comme les Algériens qui s'installent à l'étranger, notamment en Europe, où ils épousent des Européennes, les ressortissants chinois présents en Algérie peuvent s'unir à des Algériennes, a déclaré M. Haddad, en réponse à une question un peu décalée. Largement partagée sur les réseaux sociaux, la déclaration a soulevé un tollé, aussi bien dans les milieux conservateurs que chez les féministes. Saïda Neghza, vice-présidente de la Confédération du patronat, une organisation rivale du FCE, a considéré la déclaration de M. Haddad comme une « humiliation ». « On ne peut pas garder le silence » après cette « humiliation », a déclaré Mme Neghza, qui reproche à M. Haddad de s'être contenté de « quatre mots » durant sa visite en Chine, juste pour « humilier la femme algérienne ». Selon elle, M. Haddad a dit aux Chinois : « Venez, il y a de l'argent en Algérie; il y a même des Chinois qui ont divorcé pour venir se marier en Algérie ». Tenant des propos à la limite du racisme, elle a ajouté que « la femme algérienne n'en est pas à un tel point d'abaissement pour épouser des Chinois ». Elle a demandé au président Bouteflika d'intervenir, lui lançant cette alerte : « La femme algérienne à qui vous avez restitué sa dignité, Ali Haddad vient de la vendre sur le marché ».

TROP PROCHE DU POUVOIR

M. Haddad, qui a pris la tête du FCE après avoir soutenu le quatrième mandat du président Bouteflika, est connu pour sa proximité avec le frère cadet du chef de l'Etat, Saïd Bouteflika, véritable régiment du pouvoir actuel. La position de M. Haddad est très critiquée par les autres organisations patronales, qui repro-

chent au gouvernement d'avoir fait de M. Haddad un partenaire privilégié. « S'ils veulent laisser Haddad seul » représentant du patronat, « qu'ils nous le disent », a déclaré Mme Neghza.

Autre femme à s'en prendre régulièrement à M. Haddad, Mme Louisa Hanoune a déclaré que cet « oligarque » a obtenu un contrat d'achat d'équipements pour les centres anticancéreux de manière irrégulière, alors que M. Haddad est essentiellement présent dans les travaux publics. Mme Hanoune a publiquement accusé le ministre de la Santé, M. Boudiaf, d'avoir favorisé le président du FCE.

De son côté, M. Haddad tente, sans succès jusque-là, de combler un embarrassant déficit d'image. La manière dont il avait débarqué l'ancien président du FCE, Rédha Hamiani, pour pousser le patronat à soutenir un très contesté quatrième mandat, avait contribué à ternir davantage une image déjà brouillée, celle d'un nouveau riche qui a fait fortune dans les moments difficiles qu'a traversés le pays.

PAS DE RETOUR SUR INVESTISSEMENTS

Pourtant, l'homme a investi pour son image. Il possède une chaîne de télévision, deux journaux, un grand club de football de la capitale, l'USMA. M. Haddad n'a toutefois jamais réussi à gérer sereinement tout ce monde. A l'USMA, il avait poussé vers la sortie et de manière peu élégante l'ancien président, qui lui avait pourtant ouvert les portes du club, pour y installer son propre frère. A Dzair TV, il avait agi de même avec les animateurs vedettes de la chaîne, comme Abdellah Benadouda et Khaled Drareni, très critiques contre le quatrième mandat. Ils ont tous deux quitté la chaîne lorsque la censure s'était brutalement abattue sur eux, à la veille de la présidentielle d'avril 2014.

Mais M. Haddad persiste. Dans une nouvelle opération de charme, il a annoncé cette semaine que le FCE va lancer des cycles de formation au profit des journalistes, le jour même où la création d'un prix national du journalisme était annoncée par le gouvernement. Il a également déclaré que le patronat va organiser des journées thématiques sur les relations entre la presse et l'entreprise. Au sein même du FCE, il a complété le système médiatique très performant mis en place par son prédécesseur. Mais tout ceci n'a pas encore donné de résultats. Pour le moment, du moins.

Troisième jour du procès

Khalifa parle enfin et nie la plupart des faits



Tahar Mansour

L'interrogatoire d'Abdelmoumène Khalifa était attendu par tous, lui qui était absent lors du procès de 2007, laissant beaucoup de questions sans réponse, faisant jouer les uns et les autres avec les témoignages invérifiables et laissant sur leur faim tous les Algériens qui ne savaient pas où se trouvait la vérité ! Il est donc là pour ce deuxième procès, en appel, et tous sont suspendus à ses lèvres quand le président du tribunal, M. Antar Menouer, l'appelle au prétoire. Fera-t-il des révélations fracassantes, donnera-t-il les noms de personnalités publiques autres que celles déjà citées ? Dira-t-il la vérité concernant Khalifa Bank, la provenance de son empire financier et la direction prise par les milliards de dinars et de dollars des Algériens ? Déjà, en réponse à la première question concernant les actes falsifiés avec lesquels il aurait obtenu deux crédits auprès de la BDL de Staouéli, l'un de 61 et un autre de 51 millions de dinars, il déclara qu'il n'a jamais procédé à la falsification d'aucun acte. Selon lui : «La description de la villa et du local ne correspondent pas à mes propriétés, je n'ai jamais signé d'hypothèque. Les actes falsifiés concernent des propriétés autres que les miennes et le crédit obtenu grâce à ces actes falsifiés a bénéficié à une entreprise de commerce de fer», a-t-il affirmé. Le juge lui demanda alors comment il a pu obtenir les prêts nécessaires pour la banque, il affirma qu'il possédait un ancien compte auprès de la BDL et que c'est ainsi qu'il a pu avoir des facilités pour le prêt. Abdelmoumène Khalifa continua à répondre aux questions du président en niant avoir signé un quelconque acte d'hypothèque en compagnie des membres de sa famille, auprès de l'étude de Me Rahal, ni qu'il s'y soit rendu en compagnie du directeur de la banque BDL de Staouéli, Idir Issir, pour signer une hypothèque sur sa maison et sa pharmacie. Il déclara à tous que : «C'est une histoire qui ne tenait pas debout, que tout était monté de toutes pièces, les signatures ne sont pas les miennes et la description de la maison et de la pharmacie ne correspondent pas à ma propriété».

Il précisa ensuite qu'il a créé sa banque grâce aux bénéfices réalisés par ses deux sociétés de fabrication de médicaments. Les raisons

qui l'auraient poussé à créer une banque reviennent à sa première fonction, celle de pharmacien, quand il éprouvait d'énormes difficultés à obtenir des crédits auprès des banques pour une extension ou pour tous travaux concernant la pharmacie ou le lancement de fabrication de médicaments. Il profita donc des nouvelles lois lui permettant d'ouvrir une banque privée afin qu'il puisse aider les pharmaciens - et les autres - quand ils avaient besoin de prêts bancaires. D'ailleurs, il précisa qu'il ne possédait que 76% des parts sociales de Khalifa Bank, le reste étant partagé entre des membres de sa famille et des amis. Concernant ses liens de parenté avec l'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie, Kéramane Abdelouahab, il déclara que les deux hommes ignoraient ses liens, et qu'il ne l'a su que bien plus tard, après la création de la banque Khalifa. Abdelmoumène Khalifa affirma ensuite au président Antar que le montant déclaré pour la création de la banque était dans les normes tout en ne reconnaissant pas les déclarations d'Idir concernant les actes d'hypothèque. Par contre, il déclara que l'activité pharmaceutique à l'époque marchait très bien et que cela lui a permis d'engranger des bénéfices substantiels. En réponse à une autre question du président du tribunal sur la destination des 10 milliards de centimes de crédits obtenus auprès de la BDL Staouéli, il déclare : «Je les ai utilisés pour la société de fabrication de médicaments». Et, enfin, pour la première fois depuis le début de l'interrogatoire, Abdelmoumène Khalifa reconnut des infractions à la loi quand il a procédé au changement des statuts de la banque Khalifa sans aviser la Banque d'Algérie suite à la démission du directeur général de Khalifa Bank, Kaci Ali, et du retrait de ses actions. Le débat s'est poursuivi ensuite sur la gestion de la banque et sur le fait qu'elle ait raflé tous les dépôts des clients en un temps très court : «C'est à cause du taux d'intérêt qui était de 17% alors qu'il oscillait entre 7 et 11% chez les autres banques», lui répondit Abdelmoumène Khalifa. Le président se demanda alors si une banque pouvait bien s'en sortir en octroyant à ses clients des taux d'intérêt aussi élevés, avant de demander les raisons qui ont poussé Khalifa à créer de nombreuses sociétés (plus de 10) en très peu de temps.

Skikda

Une cargaison de 36.000 tonnes de condensat contaminée refoulée d'Espagne

A. Boudrouma

Six millions de dollars de préjudice subis par la Sonatrach pour avoir livré à un client cubain un produit pétrolier non-conforme. Telle est la conséquence d'une opération commerciale qui a mal tourné, selon les témoignages de cadres de la première compagnie africaine.

En effet, l'affaire porte sur une cargaison de 36.000 tonnes de condensat chargée au port pétrolier de Skikda le 15 février dernier à bord du tanker NISENDO qui a appareillé le 17 février à 01 heures mais qui a été refoulée à son arrivée en Espagne après que les analyses ont révélé que la cargaison censée être d'une qualité irréprochable s'est avérée contaminée. Le client se retourne alors vers la Sonatrach qui a avancé une proposition consistant à lui accorder un rabais après déclassement du produit mais le client refuse et porte plainte devant les juridictions compétentes qui lui donnent raison. Sonatrach se voit alors contrainte de déboursier 6 millions de dollars de préjudice et

à restituer le produit. Le 11 mars, le tanker NISENDO se présente alors une deuxième fois au nouveau port de Skikda où il accoste à 14h55 pour y décharger sa cargaison encombrante refoulée d'Espagne dans deux bacs de stockage, les contaminant au passage pour repartir aussitôt.

Selon les explications avancées, il s'agit d'une défaillance découlant d'une mauvaise gestion des bacs de stockage de la raffinerie, de la programmation de la Sonatrach/Com et de problèmes au niveau du bras de chargement de la société des terminaux marins à hydrocarbures (STH) une filiale de Sonatrach. D'ailleurs, à ce titre, nous avons appris qu'une commission est à pied d'œuvre pour tenter de localiser l'origine de la défaillance. Elle s'intéresserait aux vannes dont on dit fuyardes. Or certains techniciens avisés affirment que cette hypothèse ne peut servir d'alibi pour expliquer la faille et s'écarter du sujet dès lors qu'en phase de chargement tout le monde sait pertinemment que ces vannes devaient être platinées et cadénassées

au préalable pour se prémunir contre les risques de contamination, précautions qui n'ont pas été prises pour des raisons qui restent à déterminer. Un cadre ira jusqu'à enfoncer le clou en affirmant que les vannes étaient ouvertes au moment du chargement ce qui a permis le passage du condensat du bras de chargement vers les bacs et son retour vers le navire contaminant du coup la cargaison. De son côté, la douane qui contrôle les quantités pompées découvre que le seuil des 36.000 tonnes de condensat a été dépassé et dresse un PV à l'encontre de la raffinerie pour réception d'un produit sous douanes sans déclaration et contamination de deux bacs sous douane. A noter que cette affaire gérée par la Sonatrach/Com n'a pas été portée à l'attention du premier responsable de la raffinerie de Skikda qui se trouvait au moment de l'incident en mission. En tous cas, le client cubain qui a obtenu gain de cause ne semble pas vouloir s'en arrêter là, puisqu'il a entrepris de faire de la mauvaise publicité à Sonatrach, concluent les mêmes sources.

SNTF

Suspension du trafic de voyageurs sur la ligne Alger-Constantine-Annaba

Le trafic de voyageurs sera suspendu du 10 au 13 mai sur la ligne Alger-Constantine-Annaba en raison des travaux de consolidation de la plateforme située entre Draâ El Mizan et Lakhdaria, a indiqué mercredi la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans un communiqué. «La Société

nationale de transport ferroviaire informe sa clientèle que les trains de voyageurs régionaux et de grandes lignes circulant sur plusieurs parcours seront supprimés durant ces trois jours», selon le communiqué. Il s'agit du parcours Alger-Annaba/Annaba-Alger, de celui de Alger-Constantine/Constantine-Al-

ger, de Sétif-Alger/Alger-Sétif, de Béjaïa-Alger/Alger-Béjaïa, de Batna-Alger/Alger-Batna et Bouira-Alger/Alger-Bouira, précise la même source.

Néanmoins, les navettes des banlieues et régionales ne passant pas par ces parcours seront assurées selon le programme habituel, précise la SNTF.

Laghouat

Trois morts dans une collision

Trois personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation, mercredi matin, sur la RN 23, près de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit 'El-Milek', suite à une collision entre un camion semi-remorque et un véhicule

touristique à bord duquel se trouvaient les trois victimes, membres d'une même famille (les parents et leur fils), a-t-on précisé. Un autre accident a été déploré, mardi soir, dans la zone de Hamda, près de Laghouat, également, ayant fait un mort suite à une collision entre un véhicule léger et un camion, selon

la même source. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'Etablissement public hospitalier 'H'mida Benadjila' à Laghouat. Des enquêtes ont été ouvertes, par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de ces accidents.

Alger

Il avait sur lui 550.000 euros en fausse monnaie

Un ressortissant d'un pays d'Afrique, qui séjourne, illégalement en Algérie, a été, récemment, arrêté à Alger, en possession de 550.000 euros (80 millions de dinars environ) en coupures de fausse monnaie, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Sûreté de wilaya d'Alger. Agissant sur informations, la

Division-ouest de la police judiciaire a arrêté, le 3 mai, sur la voie publique, à l'ouest de la capitale, le faux-monnayeur, en possession de 550.000 euros de fausse monnaie cachée dans un petit coffre-fort qu'il transportait avec lui dans un cabas, a précisé la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Alger.

La perquisition en son domicile a permis à la police judiciaire de saisir le matériel et les produits qu'il utilisait dans son trafic, selon la même source qui précise que le faux-monnayeur a été présenté, mercredi, devant le parquet de Bir Mourad Raïs, qui l'a placé sous mandat de dépôt.

Sept contrebandiers arrêtés

Six contrebandiers, un narcotrafiquant et deux immigrants clandestins ont été arrêtés, ces deux derniers jours, au sud du pays par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organi-

sé, des détachements de l'ANP, relevant des secteurs opérationnels d'El Oued, de Ghardaïa et de Djinet (4^{ème} Région militaire) ont arrêté, les 4 et 5 mai 2015, six contrebandiers, un narcotrafiquant et deux immigrants clandestins », précise la même source. Ces opérations ont, également, permis « la saisie de 2 véhicules tout-terrain, un véhicule touristique, 780 bou-

teilles de différentes boissons, 3.000 comprimés de psychotropes, 764 kg de denrées alimentaires, 5 téléphones portables, une somme d'argent de 237.340 DA et des armes blanches », ajoute-t-on de même source. Par ailleurs, les éléments des garde-côtes d'Oran (2^{ème} Région militaire) « ont saisi une quantité de 30,625 kg de kif traité », conclut le communiqué du MDN.

Au nom de la loi, faites votre déclaration !

Déclarez votre patrimoine ! L'injonction émanerait, semble-t-il, du Premier ministre, sans nul doute excédé par les accusations qui pleuvent sur certains membres de son gouvernement.

Par Cherif Ali

Laurait, selon ce qui a été rapporté par la presse, instruit les membres du gouvernement à l'effet d'entamer l'opération de remise de leurs déclarations de patrimoine, conformément à la réglementation en vigueur.

S'agit-il d'une opération de transparence à laquelle souhaite se livrer Abdelmalek Sellal en perspective d'un remaniement de son staff qu'on dit imminent ? Ce qui est certain, se sont empressés d'écrire des journalistes, c'est que la parution du livre «Alger-Paris, une histoire passionnelle», a produit quelques effets, sans compter les accusations formulées par Louisa Hanoune à l'encontre de deux membres du gouvernement auxquels «elle a jeté son gant» en signe de défi. Démissionnez et je renoncerais à mon immunité pour vous rencontrer au prétoire, leur a-t-elle lancé publiquement !

C'est dans ce contexte que le Premier ministre aurait donc instruit les membres de son staff pour, dit-on, en finir avec la culture du « soupçon » pesant sur quelques uns de ses ministres qui auraient « oublié » d'expédier leur déclaration de patrimoine. Mais, c'est le timing choisi par Abdelmalek Sellal qui pousse l'observateur à poser la question de savoir pourquoi maintenant ? L'instruction du Premier ministre, si instruction il y a, s'assimile à un rappel adressé aux ministres et aux grands commis de l'Etat de s'acquitter d'une obligation légale ; elle donne donc à déduire que des manquements à cette obligation ont été constatés !

La déclaration de patrimoine, faut-il le rappeler, permet de faire la comparaison entre le montant de la fortune d'un responsable public au moment où il entre en charge et le moment où il en sort. Cela permettrait, ainsi, de répondre à la question : « a-t-il profité de ses fonctions pour s'enrichir ? ».

La publication, outre la transparence qu'elle induit, permet aux tiers, citoyens ou autres, de saisir la justice en cas de soupçon de déclarations mensongères.

La déclaration prend en compte tous les éléments composant le patrimoine quelles que soient leur nature, leur importance ou leurs situations géographiques. L'ensemble des biens doit être déclaré, y compris ceux détenus à l'étranger. Elle est souscrite dans le mois qui suit la date d'installation ou celle de l'exercice du mandat électif de la personne concernée. En cas de modifications substantielles de son patrimoine, cette dernière procède immédiatement, et dans les mêmes formes, au renouvellement de sa déclaration initiale.

Rappelons aussi que la déclaration du patrimoine est également établie en fin de mandat ou de cessation d'activité.

Ailleurs, dans le monde, on réfléchit à la mise en place d'une « Haute Autorité chargée de contrôler le patrimoine des ministres et d'un parquet financier », ce qui apparaît comme une urgence, après des années d'attribution et d'une ferme volonté de moraliser la vie politique entachée par des scandales à répétition dont le dernier en date portait le nom de Cahuzac. Des voix s'élèvent, pourtant, pour s'opposer officiellement, aux fuites dans la presse pouvant alimenter « une suspicion malsaine à l'égard des responsables politiques, notamment ». Un argument partagé par ceux, de bonne foi, qui redoutent que la culture de la transparence ne tourne au nettoyage des écuries d'Augias et ne fasse qu'accroître la fracture entre les citoyens et leurs gouvernants.

Reste à savoir aussi si c'est l'excès de transparence ou une trop longue tradition d'opacité qui est à l'origine de cette culture du soupçon que redoutent tant les politiques. Mais, pour rétablir la confiance, mieux vaut prévenir que guérir.

En Algérie, grâce à la réglementation existante qui gagnerait pourtant à être renforcée

par des outils de contrôle de la véracité de ce qui est déclaré, dans et en dehors du pays, et à cause de l'enrichissement sans causes de certains responsables, la transparence et la moralisation de la vie publique se sont inscrites au cœur du débat une fois encore. Mais attention tout de même à ne pas tomber dans le déballage qui ne serait pas sain pour le pays et qui, surtout, donnerait le sentiment qu'il y a des choses à régler.

Mais tant mieux aussi si l'objectif visé concerne la préservation des deniers publics et des biens de l'Etat ! Même si les citoyens algériens, loin d'être dupes, sont très réservés concernant la véracité de déclarations de patrimoines faites par les uns et les autres responsables. On a même avancé un chiffre pour dire que 80% des grands commis de l'Etat et autres élus qui se sont succédés toutes ces dernières années ne déclarent pas leur patrimoine et conséquemment celui-ci n'a pas fait l'objet d'une publication.

En effet, et à en croire ce qui a été rapporté par la presse (*) il y a quelque temps, l'ex-président du MSP (Abou Djerra Soltani à l'époque) a reconnu implicitement sur les ondes de la chaîne 2 que ni lui ni aucun ministre de sa formation n'ont été soumis à cette obligation quand ils étaient au gouvernement. Il aurait ainsi déclaré : « je suis pour la déclaration de patrimoine à condition qu'elle soit vraie, mais il faut savoir qu'aucun responsable en Algérie n'a de fortune en son nom (...) ; tous les biens des responsables algériens sont enregistrés sous des noms d'emprunts ». Prenant un ton ironique, il a aussi dit à propos de certaines déclarations des ministres d'alors : « le peuple algérien se réjouit de savoir que ses ministres sont pauvres ». Ce à quoi aurait répondu, l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi : « l'appréciation de Soltani sur la déclaration du patrimoine est d'une gravité qui interpelle les consciences des serveurs et commis de l'Etat quels qu'en soient la responsabilité ou le grade ; elle présente la corruption comme une fatalité et sa généralisation à ceux qui ont exercé ou exercent, encore, une responsabilité, comme une évidente réalité ».

Il est intéressant de noter que dans ces cas-là, dans certains pays, européens notamment, c'est la cour des comptes qui prend sur elle de publier, sur son site internet, la liste des per-



sonnes n'ayant pas remis de déclaration de patrimoine initiale, après leur entrée au gouvernement ou à l'occasion de leur élection, ainsi qu'une liste de celles n'ayant pas remis de déclaration de patrimoine lors de leur cessation de fonction ou du non renouvellement de leur mandat électif.

Ace propos, ouvrons une parenthèse, non pas pour excuser les cadres qui se dérobent à cette obligation, mais pour préciser que le formulaire est composé de sept pages à renseigner en arabe et en français ; la publication de toutes les déclarations de patrimoine, de l'ensemble des responsables en poste, aurait nécessité une ou plusieurs éditions de journaux officiels : faut-il, dans ces cas précis, recourir à des résumés, au risque d'amputer ces déclarations de leur contenu ?

De plus, la publication au Journal officiel peut aussi déclencher des réactions en chaîne :

-Les déclarants peuvent être amenés à faire des démentis ou d'apporter des éclaircissements, suite à des dénonciations par des tiers.

-Les banques, les notaires, les services des domaines auront ainsi leur mot à dire, grâce à leurs fichiers.

-Il en est de même des services de sécurité qui peuvent déclencher des enquêtes sur des richesses ou des biens non déclarés.

Les déballages, les affaires et tous ces procès spectaculaires arrivent au moment où le gouvernement Sellal est malmené par la chute du pétrole et la crise qui s'est installée dans le pays. Le Premier ministre doit faire aussi avec son staff ministériel loin de faire l'unanimité en termes de performance.

Découvre-t-on, soudainement, en Algérie la nécessité de la moralisation de la vie publique ? Cela fait quelques temps déjà qu'il y a régulièrement des scandales financiers et de corruptions présumées qui sont révélés. En tous les cas, la triche et la fraude semblent faire partie du sport national, à tous les niveaux.

Les Algériens veulent-ils, aujourd'hui, qu'on leur parle de chômage, d'emploi, de logement ou bien alors, de la moralisation de la vie politique ? Il serait intéressant de les sonder à ce sujet, même si leurs priorités sont connues.

De ce qu'on a déjà entendu, on retient, bien évidemment, le fameux « tous pourris » qui prospère au fil du temps, notamment avec les pré-

sumées affaires «Sonatrach», «autoroute Est-Ouest» et aussi «Khalifa» et leurs aussi présumés auteurs. Le sentiment général révèle qu'il faut, nécessairement, lutter contre la corruption et la fraude et que, s'il y a encore des hommes politiques honnêtes, qu'ils se mettent au travail sur ces sujets. De toutes les façons, les déclarations de patrimoine ne changeront pas grand-chose et n'empêcheront pas la malhonnêteté, la corruption et l'enrichissement sans cause de croître.

La focalisation sur la transparence du patrimoine peut être, aussi, assimilée à une gesticulation qui risque de produire des effets inverses de ceux escomptés. Si personne ne conteste qu'un ministre, élu ou autre wali, doit être totalement transparents, c'est d'abord dans leur action et dans l'exercice de leur mandat ou de la fonction que cette transparence doit être radicale. Ceci étant dit, tous ceux qui viendraient à critiquer le procédé réglementaire en vigueur, celui qui oblige les responsables à déclarer leur patrimoine, auraient été les premiers à s'émouvoir, voire même à s'indigner, s'il n'y avait pas de mesures réglementaires à même de cadrer cela !

Mais, il ne faudrait pas confondre publication du patrimoine, ce qui est obligatoire, et publicité autour du patrimoine ce qui au regard des concernés, est considéré comme une atteinte à leur vie privée. C'est l'avis de Nicolas Sarkozy, l'ancien président français qui fait, aujourd'hui, campagne contre la transparence absolue ! Un thème racoleur, a-t-il dit, qui est sorti à la veille de chaque élection. Et, a-t-il ajouté, quand il n'y a plus de sphère privée, cela s'appelle le « totalitarisme ».

Déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence, alors que rendre public, participerait du « voyeurisme », selon certains. L'opinion publique, quant à elle, est favorable à cette mesure même si celle-ci risque de gêner ceux qui craignent ce grand déballage et qui permettrait, à une certaine presse, d'établir, par exemple, les palmarès des ministres ou des walis les plus fortunés. Mais beaucoup pensent également que cette mesure, soit la déclaration de patrimoine, est une triple erreur car :

1- Elle lance une course à la transparence, dont il est difficile d'imaginer les limites.

2- Elle n'empêchera pas de soustraire des biens, voire des fonds douteux aux déclarations officielles.

3- Les responsables issus du secteur privé ou de la société civile seront, encore un peu plus, dissuadés d'entrer dans un champ politique qui leur promettra, ainsi, la suspicion, en plus de la précarité financière, s'ils ne devaient se contenter que de leur salaire officiel, eux qui percevaient des émoluments considérables avant de s'engager en politique.

Le président de la République a apposé son paraphe sur la loi 06/01 de février 2006 relative à la Prévention et la Lutte contre la corruption qui fait obligation de déclaration de patrimoine et des textes majeurs comme le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance du 23 août 2005 relative à la lutte contre la contrebande qui a permis à certains d'accumuler des fortunes colossales, bâties sur des alliances plus que douteuses, puisque, et c'est un fait avéré, l'interconnexion « contrebande-terrorisme » ne fait plus de doute ! Son geste est peut-être révélateur de sa volonté de faire de son mandat celui de la moralisation de la vie publique et de l'éradication de la corruption qui asphyxie la République irréprochable, empoisonne le gouvernement, pollue le climat des affaires et intoxique un régime qui n'arrive pas, depuis plus de cinquante ans, à arracher la politique à l'argent.

La première vertu de la transparence, c'est de dissiper les rumeurs et les fantasmes. Personne ne conteste son importance, mais on peut se demander si l'excès de lumière ne conduit pas, aujourd'hui, à l'aveuglement, a résumé un expert de la chose. Autrement dit, il ne faut pas simplement assurer la publicité de l'information, mais son explication, sa hiérarchie et sa vérification sans céder à un voyeurisme gratuit. C'est précisément le rôle de la presse mais aussi des instances de contrôle. La transparence ne se réduit pas à la publication des déclarations, elle suppose un travail d'expertise et de contrôle. C'est toute la subtilité de cette mission : pointer du doigt les abus, sans jeter le discrédit sur toute la classe politique et les responsables !

Pour en finir, peut-être, un jour, avec les brebis galeuses qui alimentent, quotidiennement, ce sentiment de « tous pourris » !

Renvoi :

(*) Nissa Hamadi, in Liberté du 05 octobre 2006

Justicière à tire-larigot !

Par Slemnia Bendaoud

Délivrée enfin à la vie, elle continue, à présent, de nous livrer toutes ces rocambolesques nouveautés de notre quotidien qui font désormais l'actualité de la politique nationale. En recouvrant la parole, le temps aidant, sa voix d'essence bien sèche, déballée sur un ton sévère et très autoritaire, supplante sans conteste ce signe expressif de la grande joie que produisait naguère le nourrisson qu'elle fut, pour lui substituer, en revanche, toutes ces parodies de paroles de feu qui fâchent et manifestement blessent, lâchées à la série et tout de go, sans pitié et avec une très grande témérité.

Depuis lors, elle aura acquis à coup de baratin enfantin et de tentatives multiples d'espiègle galopin le privilège d'amadouer ce verbe ciselé qui décrit fort bien l'expression que traduit l'humeur de son visage. Elle en fait usage, telle une arme très redoutable. Non pas pour traduire un quelconque sentiment, mais surtout pour démontrer sa farouche détermination à montrer sa grande colère, à l'image de ce forcené longtemps monté sur ses grands chevaux.

Et pour mieux couronner le tout, elle étudiera le droit, se faisant ainsi son propre avocat dans la défense de ses intérêts, mais surtout de ses idées qui tranchaient fondamentalement avec ces autres traditions tribales et coutumes triviales des siècles anciens.

En quittant la localité de Chekfa, dans l'ex-Djiddjelli, elle fut habitée par ce sentiment de ne plus faire dans le décor de la simple figuration, se croyant déjà être apte à jouer les

Née à quelque six mois seulement du début de la révolution, Louisa Hanoun, l'actuel leader du Parti des travailleurs (PT), a probablement appris à sourire au premier coup de feu tiré avec une grande rage par nos valeureux maquisards, qui allaient, sept ans plus tard, libérer le pays de sa longue nuit coloniale.

premiers rôles. Ceux de la grande héroïne en devenir dont elle rêvait déjà ! Et c'est dans les rangs du syndicalisme qu'elle ira donc longtemps fourbir ses premières armes de combattante, sculpter son buste de militante, peaufiner les tournures de son langage franc et direct, juste au sortir de son âge d'adolescente, en choisissant de faire décoller à l'heure convenue ces avions algériens de notre compagnie aérienne de transport, étant plutôt lassée de les voir traîner à la surface du sol, par manque d'initiatives fructueuses et d'engagement responsable.

La trotskyste-communiste ne pouvait donc choisir meilleur itinéraire professionnel que celui par lequel elle s'adressera directement à ces foules de travailleurs, pilier essentiel de la révolution socialiste dans le monde, particulièrement au sein des sociétés en développement comme ce fut le cas de l'Algérie.

En quittant son antre juché aux confins des montagnes jijelliennes, la campagnarde, fuyant alors les affres de la colonisation française, allait être de nouveau séduite et sera finalement vite emportée par les flux des eaux de la Seybouse, empruntant ce courant révolutionnaire devenu depuis un élément capital dans la détermination de son quotidien. La montagnarde mit donc un pied à terre au sein de cette riche plaine bônoise qui aura l'insigne honneur de façonner plus tard le restant de la vie privée et professionnelle de la

future leader du Parti des travailleurs. Ce fut donc au contact de ce monde ouvrier qu'elle apprit à croiser le fer avec les redoutables orateurs qui avaient ce don inné de haranguer les foules ; d'où d'ailleurs elle puisera ce vocable rageur et très engagé qui sera le sien. Depuis, le monde en fut avisé. Mais tous ceux qui se sont aventurés à se mesurer à elle auront eu pour leur argent. Certains en paieront d'ailleurs cash des sauces bien piquantes, en sus de ces additions très salées.

Madame Nadia Labidi Cherabi, ministre de la Culture, ne pouvait donc ignorer tout cela ; elle qui est plutôt tombée, à son tour, dans le panneau. Et pourtant, s'attaquer à une Dame de ce calibre demeure une aventure assez compliquée.

Epinglée à son tableau de chasse, elle ira grossir les rangs de cette longue liste où l'on retrouve déjà en bonne place ces noms de personnages célèbres de la trempe de Chakib Khalil, Abdelhamid Temmar, Abderrezak Mokri, Djilali Sofiane, Ahmed Benbitour, Abdelmalek Boudiaf et autres encore...

La gâchette plutôt facile, à chaque mouvement suspect la mettant en réel danger, elle tire sur sa cible sans sommation, sans rémission, ne faisant plus dans la concession.

Pris à titre individuel ou en groupe important et très compact, ses adversaires ont droit au même traitement de faveur. Elle les charge, les dévisage, les envoie au tapis, aux gé-

monies de l'enfer, les traîne dans la boue, les laissant tous pour morts.

Adeptes du style très direct, elle ne fait pas dans le détail de l'insinuation. Ni même dans le genre très snob et caricatural. Lorsqu'elle sait que son adversaire du jour est un gros poisson, elle renforce l'hameçon, y met du sien et du son afin de faire au loin sonner l'écho de son nom. Ne mettant pas de gant, elle n'y va pas non plus avec le dos de la cuiller, cherchant toujours à l'accabler bien avant même qu'il ne daigne tenter de se justifier ou de contre-attaquer sur le champ.

Justicière à tire-larigot et plusieurs niveaux, elle fait plutôt dans le style de ce cavalier seul qui défie tout son monde. Seule contre tous, aura-t-elle les coudées franches pour pouvoir longtemps résister face à tout ce beau monde qu'elle a au passage bousculé et égratigné, et qui reste tout de même encore debout ?

Ayant déjà eu bien raison de Chakib Khalil et Abdelhamid Temmar, pourrait-elle encore triompher des autres ? Ceux encore en poste, et qui tiennent à se faire respecter en intentant contre elle ces procès en justice, déjà en gestation ?

Cette fois-ci, il est question de ces nombreuses dénonciations qui touchent à l'honneur des personnes et à la crédibilité d'une gouvernance. En guise de réplique, il s'en dégage déjà une odeur de brûlé. Y a-t-il de la poudre en l'air ?

Louisa Hanoun, symbole d'une gauche sans repères



Par Abed Charef

Louisa Hanoun s'est lancée, à contretemps, dans une vaste campagne contre la corruption. Au moment où les regards sont braqués sur les stars des grands scandales, comme Amar Ghoul, Mohamed Bedjaoui et Abdelmoumène Khelifa, où des affaires retentissantes sont traitées devant les tribunaux, et alors que des scandales portant sur des millions de dollars de pots-de-vin et des milliards de gaspillage, la présidente du Parti des Travailleurs a choisi de s'en prendre à une discrète ministre de la Culture, sans influence dans les jeux de pouvoir et sans poids particulier au sein du gouvernement.

Mme Hanoun a elle-même sonné la première charge contre Mme Nadia Labidi, l'accusant de favoriser ses petits intérêts dans la gestion de la manifestation « Constantine, capitale de la culture arabe ». D'autres dirigeants du Parti des Travailleurs ont pris ensuite le relais. Députés et responsables de cette formation ne ratent plus une seule occasion de s'en prendre à la ministre de la Culture dans un curieux acharnement contre une ministre qui paraît plutôt décalée au sein d'un pouvoir trash.

La démarche brouille complètement l'image de Mme Hanoun. Où est la militante trotskyste des années 1980, cette passionaria qui a fait de la prison du temps du parti unique et qui était de tous les combats politiques, de la défense des droits de l'homme au combat féministe ? Dans les années 1990, Louisa Hanoun avait également choisi le chemin le plus périlleux. Son opposition à l'intégrisme ne l'a pas empêchée de refuser l'arrêt des élections de 1991. Elle a ensuite fait partie du groupe qui a adopté le contrat de Rome, avant de prendre en charge le terrible dossier des disparus en pleine tourmente. C'est au siège de son parti et à celui du FFS que les parents de disparus ont organisé leurs premières rencontres, dans une période où la presse n'osait pas évoquer ce dossier. Elle affichait alors une attitude d'une fermeté rare, qui forçait l'admiration, y compris chez ceux

Louisa Hanoun, militante de gauche ou porte-parole officieux de Saïd Bouteflika ? L'image de la présidente du Parti des Travailleurs s'est définitivement brouillée.



qui ne partageaient pas ses positions. Elle s'appuyait aussi sur des convictions idéologiques qui donnaient une certaine cohérence à son action.

.....
UN CAPITAL DILAPIDÉ
.....

Comment un itinéraire pareil peut-il s'accommoder avec le rôle qu'assume Louisa Hanoun aujourd'hui ? La présidente du Parti a cautionné plusieurs élections présidentielles jouées d'avance. Elle a délibérément mené ses campagnes sur le succès de l'opération de vote, non sur une possible victoire qu'elle pourrait remporter, ce qui donnait un sens très précis à sa participation : elle cautionnait des élections jouées à l'avance sans aucun espoir de l'emporter.

Elle a aussi défendu la candidature du président Bouteflika pour un quatrième mandat, contre tout bon sens. Le résultat est affligeant : l'Algérie a un président qui ne peut

ni accueillir ses invités, ni les accompagner aux cérémonies officielles, ni tenir les réunions institutionnelles comme le Conseil des ministres. Son frère, Saïd Bouteflika, a étendu ses réseaux pour devenir l'un des hommes les plus influents du pays.

Ce passage du pouvoir à l'informel n'a pas alarmé Louisa Hanoun qui a publiquement demandé à Saïd Bouteflika de s'exprimer. Face au mutisme de celui-ci, elle a décidé d'accompagner le président Bouteflika jusqu'au bout de sa dérive, en faisant le choix de s'exprimer comme un porte-parole officieux de Saïd Bouteflika. C'est elle qui a rapporté que le frère du chef de l'Etat n'est pas candidat à la succession.

L'attitude de Mme Hanoun s'explique partiellement par un vieux fond idéologique et les stratégies traditionnelles partagées par les courants d'extrême gauche. L'entrisme en fait partie. Dans sa présence au Parlement, comme dans les associations et les syndicats,

Louisa Hanoun se fonde sur de vieux dogmes selon lesquels il faut infiltrer les organisations et les institutions disponibles pour tenter d'infléchir leurs positions et les manipuler éventuellement. Dans les sociétés considérées comme non encore matures, cette méthode est privilégiée, du moins tant que la « bonne pensée » n'est pas encore en mesure de l'emporter. Des idées d'extrême gauche n'ont visiblement aucune chance de devenir majoritaires en Algérie. Louisa Hanoun le sait, et tente de contourner cette réalité en essayant de peser sur la décision. Etre près du pouvoir peut faciliter la tâche.

Elle tente donc de faire feu de tout bois. Elle colle par exemple à l'UGTA, où plusieurs dirigeants du Parti des Travailleurs sont des membres influents. Mais elle est contrainte de fermer les yeux sur la dérive de la centrale syndicale. Car les temps ont changé et l'UGTA a peu de choses à voir avec un syndicat. C'est à peine une annexe docile du pouvoir, « le bras social du DRS », selon la formule de Saïd Saadi. Le patron de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a publiquement reconnu, lors du procès Khelifa, avoir trafiqué des documents pour vendre des biens de l'organisation. Il n'a pas été inquiété : il fait partie du premier cercle du pouvoir.

Dans ses rapports au gouvernement, Louisa Hanoun est par ailleurs contrainte à une curieuse gymnastique pour tenter de gagner un minimum de crédibilité. Elle scinde le gouvernement en deux. D'un côté, elle s'en prend aux libéraux qui démantèlent l'économie nationale pour servir des intérêts étrangers et se servir. Mais de l'autre côté, elle soutient le président Bouteflika et les mesures « populaires » décidées par le gouvernement. Elle s'en tient à une absurde théorie du bon roi trahi par de mauvais vizirs, pendant que les institutions partent en lambeaux.

Sur le plan idéologique, ceci n'a rien à voir avec la pensée classique d'extrême gauche. Ce qui jette un sérieux doute sur la démarche du Parti des Travailleurs. Même les autres organisations traditionnellement proches n'expliquent pas cette dérive. Faut-il attribuer cette attitude à des impératifs de survie ? A la régression générale du pays, avec un nivellement par le bas, qui a provoqué un effondrement moral et politique ? Ou à d'autres facteurs non encore visibles ?

« Faites ce que vous croyez devoir faire, et croyez en ce que vous faites.
Tout le reste n'est que perte de temps et d'énergie », NISARGADATTA

Méga-centrale technologique au ministère de l'Enseignement supérieur : entre l'annonce et la réalité



Par Dr. Mohand Tahar
Belaroussi*

L'annonce largement rapportée par la presse nationale faite par le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique le mardi 21 avril 2015 à propos de la méga-centrale technologique du Centre de Développement des Technologies Avancées (CDTA) de Baba Hassan (Alger), à l'occasion de la première rencontre algéro-espagnole sur les perspectives de coopération en matière de recherche scientifique et de développement technologique, m'interpelle au plus haut point d'une part en tant que chercheur et spécialiste dans le domaine technologique en question et d'autre part, le sujet sous-jacent pourrait constituer un enjeu stratégique pour le pays comme nous l'avons amplement illustré ailleurs^[1]. Ladite annonce mérite donc de notre part un meilleur éclairage afin d'éviter toute confusion et une expression sans détour d'une opinion à laquelle se souscrira tout chercheur digne de ce nom.

Bien que le sujet ait été traité plusieurs fois dans nos contributions parues dans ce même respectable journal 'Le Quotidien d'Oran', la présente se veut donc un rappel opportun et un complément d'informations.

Dans cette annonce, l'utilisation du terme «mega», pour parler du projet de salle blanche en cours de réalisation au CDTA et non en phase d'expérimentation, prête à confusion si l'on se réfère à sa définition habituelle. Nous pouvons remarquer que son utilisation est plutôt très en vogue dans le milieu industriel international du secteur des semi-conducteurs. Ce terme renvoie à une des trois catégories des usines de sous-traitances des semi-conducteurs (Fab). Celle-ci est caractérisée par sa capacité de production entre 30 000 et 80 000 tranches de silicium par mois, et son coût variant entre 3 à 4 milliards de dollars. A titre d'exemples, la so-

ciété taïwanaise TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company) vient d'annoncer qu'elle investira pour l'équivalent de 16 milliards de dollars pour la construction d'une usine gigantesque dans le 'Central Science Park, Taichung', pour fabriquer l'A10 d'Apple^[2]. Soit le coût de dix centrales nucléaires !

Bien que TSMC n'ait pas donné de détails, nous pouvons, néanmoins, supposer que la nouvelle usine de TSMC sera une GigaFab capable de produire plus de 100 000 tranches de silicium par mois et de graver en dessous de l'échelle du 20 nm (Un nanomètre = un milliardième du mètre = 10^{-9} m). Que penser par exemple de cette société appelée 'Global Foundries' pour produire des puces de silicium pour IBM et d'autres clients ? Cette usine, qui est de la taille de six terrains de football, embauche plus de 1100 travailleurs !^[3]

Par contre, la Centrale technologique du CDTA, ou plutôt salle blanche, - comme il en existe déjà un peu en Afrique, Egypte, Afrique du Sud et celle de Tunisie en cours de construction pour ne citer que ceux-là [4], [5], [6], permettrait de réaliser des circuits et dispositifs de démonstration uniquement dans une technologie ancienne à l'échelle de 1 micromètre (1 milliardième de mètre) ! - n'est pas une mégaFab. Contrairement à l'annonce, elle n'est pas destinée non plus au développement des nanotechnologies. Elle est tout simplement une plateforme dédiée entre autres à la formation spécialisée et non à la production de masse. Voyant ces limitations nous avons suggéré son extension vers le développement d'activités de recherche en microsystèmes. Etant donné que les équipements associés à la technologie de fabrication de puces à mettre en place au niveau de cette centrale datent de plus de 20 ans, l'activité de recherche en conception devrait être réorientée vers les applications transversales spécifiques et non orientée vers la production en série. Celles-ci ne nécessitent pas des nœuds aussi avancés que ceux pour les applications télécommunications, multimédia, microordinateurs personnels, etc. qui exigent des procédés à l'échelle nanométrique. Il est donc illusoire de penser que l'on pourrait tenir un rang en matière de production et d'exportation de puces dans le marché mon-

dial ni même de répondre aux opérateurs locaux dans ce domaine des hautes technologies. La vérité est bonne à dire. Cela tient tout simplement au fait que cette centrale technologique en cours de réalisation au CDTA est très loin de se substituer à une usine de production de puces, une question déjà évoquée avec un ex-ministre de l'Intérieur. En l'absence de vision stratégique et de plan ambitieux visant l'excellence technologique, on n'insistera jamais assez pour dire que le bon sens dicte une solution simple et économique, c'est-à-dire d'investir dans les segments aval, de conception, à notre portée en tant qu'alternative pour réaliser des dispositifs et des puces avec un embarras du choix de filières technologiques industrielles accessibles à travers ces fonderies internationales de sous-traitance comme le font d'ailleurs les grandes entreprises d'électronique du monde. Les coûts de fabrication de prototypes varient entre quelques centaines et quelques milliers d'euros et avec des délais de fabrication très courts de l'ordre de 3 mois, alors que le coût de développement de circuits varie entre 9 et 46 millions d'euros pour des technologies allant du 130 nm au 65 nm. Donc, le choix est vite fait.

Il est donc, encore une fois, tout aussi illusoire de laisser croire que dans les prochaines années, l'Algérie serait capable de produire des puces algériennes qui seront utilisées dans les portables, les documents biométriques, les cartes Chifa et les cartes bancaires. Là également, une autre confusion entre la technologie et l'application embarquée sur la puce électronique. Cette dernière est distincte. Elle est de nature software qui suit un autre processus en externe de la salle blanche réalisée par d'autres spécialistes.

L'activité autour des applications embarquées sur les puces électroniques n'est pas encore prise en charge par les laboratoires de recherche en particulier pour certains projets nationaux d'intérêt stratégique pour le pays. A titre d'exemples, la personnalisation de la puce biométrique pour le passeport algérien est faite par un savoir-faire et des utilitaires étrangers. Par contre, HB technologies, une compagnie algérienne privée, développe son savoir pour la personnalisation des cartes à puces pour le compte, entre autres, d'Algérie-Poste et pour les com-

pagnies de téléphonie installées en Algérie. Les puces vierges utilisées par cette compagnie sont achetées de l'étranger dont le coût de production d'une puce varie entre 0.02 et 5 euros. Cette activité est un autre segment à notre portée sur lequel il y a lieu d'articuler une stratégie tournée vers l'e-gouvernance. Cependant, ceci n'est pas le sujet traité dans cet article, mentionné uniquement pour lever l'équivoque précitée.

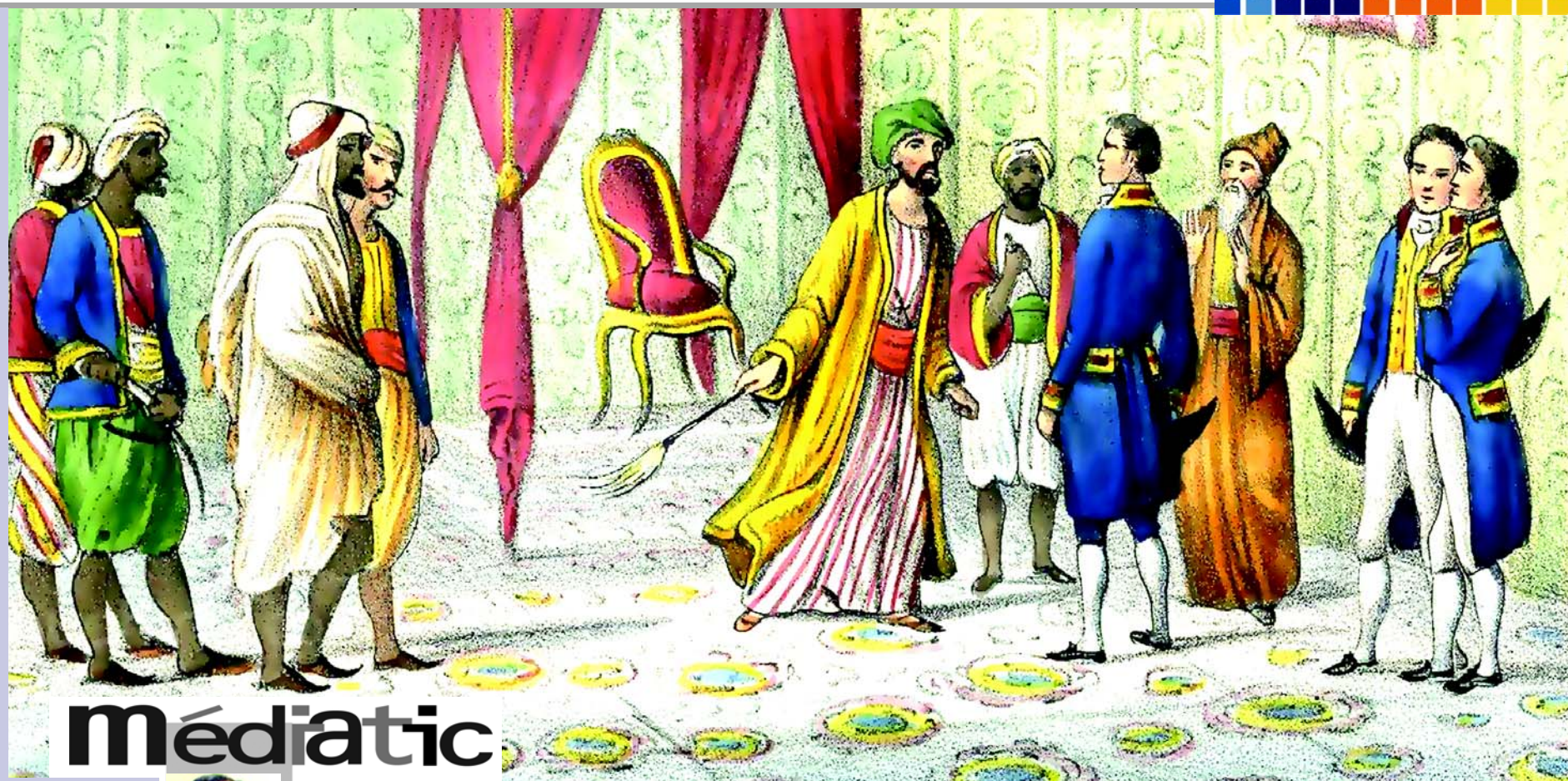
Cependant, l'alternative que nous prônons pour avoir prise sur le secteur de la micro/nanoélectronique où se produisent la majorité des événements majeurs au niveau mondial, tant souhaité et susceptible de favoriser l'adhésion et la collaboration entre les différents partenaires dans les segments d'activité du secteur à haute valeur ajoutée, est celle que nous avons déjà proposée et ce que nous pourrions appeler un 'Ecosystème cohérent'. Celui-ci se définit, pour rappel et comme le montre l'exemple du Maroc^[7], par les lignes de force interdépendantes d'une stratégie qu'il conviendrait de mettre en place susceptible de voir naître l'innovation et l'entrepreneuriat technique que nous résumons ici en quelques mots :

- redéployer les thématiques de certains laboratoires universitaires et centres de recherche autour de la micro/nanoélectronique afin d'orienter l'ensemble du potentiel en amont de l'innovation, sur quelques segments aval porteurs d'avenir.
- favoriser et encourager le transfert vers notre pays des segments d'activités d'innovation, ciblant des objectifs économiques en fonction de la demande des marchés internationaux qui seront appelés à employer une main-d'œuvre locale avec notamment sa mise à niveau par la formation.
- accorder de l'importance au problème actuel de l'enseignement de l'électronique qui est, dans une large mesure, celui de son adéquation aux réalités de la révolution scientifique et technologique, adéquation qui ne peut se réaliser concrètement que dans le contexte actuel d'une rénovation du contenu des programmes de formation et d'une mobilisation pour le développement de la filière, c'est-à-dire une promotion de l'éducation et la formation supérieure et de l'excellence tant dans le cadre formel qu'informel.

- développer plutôt une véritable politique des pôles de compétitivité qui doit permettre à plusieurs acteurs de s'associer afin de mutualiser des moyens et de donner plus de visibilité nationale et internationale (entreprises, universités, grandes écoles, organismes de formation, organismes de services, ...) autour d'une stratégie commune à traduire en programme d'action concret. En guise de conclusion, nous espérons que cette humble contribution retiendra toute l'attention requise de nos dirigeants pour répondre aux attentes des nouvelles générations et celles à venir en mettant à contribution l'expertise acquise dans ce domaine par les compétences nationales loin de toute marginalisation. Ils doivent éventuellement affirmer leur volonté au travers d'une politique audacieuse et réfléchie de recherche scientifique et de développement technologique avec beaucoup plus de rationalité et d'intelligence. Faute de quoi, les nouvelles démarches n'aboutiront à aucun résultat valable et s'ajouteront aux échecs précédents, que l'histoire enregistrera sur le compte de ceux qui en sont responsables. La remise en cause de la programmation quinquennale de la R&D, lui substituant une Loi d'orientation, fragilise la mobilisation nationale autour d'objectifs stratégiques. Les nouveaux fonds qui seront alloués à la recherche scientifique seront encore perdus et l'investissement n'est finalement pas rentabilisé.

*Directeur de recherche/CDTA

Référence :
[1] Secteur des Semi-conducteurs : Eclairage stratégique pour le Président de la République, Le Quotidien d'Oran, 9 février 2010.
[2] <http://www.electronicweekly.com/news/business/tsmc-build-16bn-mega-fab-2015-02/>
[3] Analyse de l'impact de STMicroelectronics sur l'emploi et le pôle économique Grenoble-Isère, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, Rapport final, Mai 2012
[4] <http://www.aucegypt.edu/research/jameel/facilities/Pages/default.aspx>
[5] <http://www.up.ac.za/carl-emily-fuchs-institute-for-microelectronics-cefm#nogo>
[6] http://www.technopole-sousse.rmr.tn/fr/activites_details.php?id_detail=1
[7] <http://www.microelectronics.ma/index.php?lang=fr>



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



HISTOIRES VRAIES

MOHAMED GARNE
**FRANÇAIS PAR LE CRIME !
J'ACCUSE !**
Algérie, 1954-1962.

Français par le crime. J'accuse !
Récit autobiographique de Mohamed Garne.
A compte d'auteur.
4e édition ajoutée,
Alger 2015,
202 pages,
650 dinars.

L'Harmattan

À travers ces «mémoires», c'est tout un pan caché et méconnu, quand il n'est pas volontairement esquivé (ici et là-bas), de l'histoire de la guerre d'Algérie menée alors par la France coloniale de 54 à 62.

Personnage central, une jeune femme (toute nouvelle mariée à un brillant combattant de l'Aln qu'elle devait rejoindre, bien connu du colonel Y. El Khatib lui-même), prise en tenue de combat au maquis. Prisonnière de harkis, elle devient leur «esclave sexuelle»... et ne tarde pas à tomber enceinte. L'indépendance venue, veuve de guerre (sans les avantages), elle est cependant mise au ban de la société, fuyant tous les souvenirs de guerre, réfugiée dans une grotte, alors que son enfant est élevé dans un orphelinat et ballotté d'une nourrice à l'autre.

Il est adopté par un couple d'intellectuels... avec, au bout, un certain échec dû tant aux traumatismes multiples subis par l'enfant (au carac-

tère difficile), que par l'instabilité du couple (partagé socio-culturellement).

Il se met alors à la recherche de sa mère biologique... et là, il découvre alors, au fil du temps et de bien de malaventures la vérité sur sa naissance, sur sa mère (toujours vivante, mais toujours vivant en marge de la société), sur son «père». Suit alors un combat, surtout juridique, en France, puis en Algérie, puis en France, pour être «reconnu» comme une «victime de guerre». Il est même «obligé» de demander la nationalité française. Il gagne. Il veut aller encore plus loin en engageant une action devant les tribunaux français à l'encontre du ministère de la Défense française himself pour «crime de guerre» et «crime contre l'humanité». La lutte continue.

L'auteur : Enfant issu d'un viol collectif par des harkis durant la guerre de libération nationale, abandonné une première fois, adopté par une famille algérienne puis, dit-il, raconte-t-il,

une seconde fois, l'auteur cherche, à partir de 1986, à connaître la vérité sur sa naissance. En Algérie. En France. Le parcours du combattant !

Avis Incroyable mais sûrement vrai ! Le Quotidien d'Oran avait publié son interview le samedi 12 janvier 2013, en titrant «La loi Garne fait sauter 68 : Une piste d'ouverture contre l'immunité dérivée du traité d'Evian»

Extraits : «Je suis à l'image des rapports entre l'Algérie et la France : meurtri, tourmenté et non abouti... une mémoire vivante qui porte en lui les stigmates d'une histoire jalonnée de douleurs, de non-dits de crimes, d'injustices» (p19), «Je suis un enfant de l'Algérie et de la France, de leur union intime et violente. L'Algérie a été mon berceau, la France mon éducation» (p 21), «Le temps est une arme» (p 146).



La petite fille sur la photo.
La guerre d'Algérie à hauteur d'enfant. Récit mémoriel de Brigitte Benkemoun. Editions Media-Plus. Constantine 2014,
221 pages, 950 dinars.

Elle n'avait que 2 ans lorsque ses parents ont quitté précipitamment l'Algérie dans la peur panique créée de toutes pièces par l'Oas et ses exactions. Peu de souvenirs, donc, du pays natal. Mais, durant des années et des années, lors des repas en famille, elle n'a fait qu'entendre et entendre et entendre ses parents, tous les parents, parler de «là-bas», passant et repassant les souvenirs «comme on fait tourner les plats». L'Algérie. Son soleil. Les «aventures de papa chez les fellaghas». Les rues animées. L'odeur des brochettes et de l'anisette. La vie «ensemble», à Bel Abbès, à Nemours (Ghazaouet) comme dans une sorte de sit-com à mi-chemin entre «Plus belle la vie» et «la Famille Hernandez». Tata Nénette. On passe très vite sur les mésaventures des Juifs en 40 lorsque le décret Crémieux fut abrogé par Pétain.

Puis, à 10 ans, elle découvre une photo de journal avec une petite fille descendant d'un bateau dans les bras de son père. Elle pense que c'est elle. La photo, ce n'est pas elle. Elle avait fait la Une de Paris Match (du 2 juin

1962...). Mais, c'est tout comme. Un peu plus tard, commence alors une chasse aux souvenirs, puis l'âge et l'expérience aidant, celle des témoignages (sans exclusive : Attali, Stora, des anciens Oas, des anciens harkis, des militants nationalistes, des gens qui ont tout oublié, d'autres pas...) afin de «reconstituer l'histoire et réinventer un pays dont elle a tout oublié»... et dont, au fond d'elle-même (cela se vérifiera par la suite), elle aurait bien voulu être l'enfant et la citoyenne. Les rencontres en France même ne suffisent pas, ne suffisent plus. Elle se rend en Algérie sur les lieux de son enfance, là où ses parents et grands parents ont vécu : Oran, Bel Abbès, Ghazaouet...

Quand elle revient à Arles, elle sait désormais d'où elle vient, où elle a vu le jour, respiré, appris à marcher... et elle sait aussi qu'elle est une «exilée», quasiment une «immigrée», avec une «mémoire sans souvenirs» et une «douleur sans malheur». A qui la faute ? En tous cas pas aux Algériens qui, malgré tout, accueillent à «bras ouverts» presque tous les pieds noirs.

Note : En 2004, ils étaient 600 pieds noirs, enfants compris, qui ont préféré ne pas quitter la terre qui les a vus naître... et durant le 1er semestre 2004, ils furent 4 000 à venir en visite «touristique» en Algérie (contre 2 000 en 2003)

L'auteur : Née à Oran en 1959. Journaliste à France 2, anciennement chef des informations à France Inter et à France 5. Auparavant, longtemps journaliste à Europe 1. 40 ans après son départ d'Algérie dans les bras de ses parents, elle revient sur le passé... des siens.

Avis : Se lit facilement

Extraits : «Ils (les colons pieds noirs) aimaient trop ce pays. Le bonheur rend con» (Mehdi Charf cité, p 76), «Mais pourquoi faut-il systématiquement que chez nous l'histoire se réduise à des anecdotes ?» (p 93), «Le jeune adolescent comprend très vite que l'Algérie dès son enfance n'est qu'un décor de cinéma dont l'envers est l'injustice, l'apartheid... l'Algérie, c'était l'Afrique du Sud» (Propos concernant Jacques Attali, p 158).

Hold-up à la Casbah



Roman

Belles-Lettres

Hold-up à la Casbah. Roman historique de Tarik Djerroud. Editions Belles Lettres. Alger 2012, 162 pages, 300 dinars.

C'est l'histoire romancée mais s'appuyant sur des faits réels (ou presque) de la prise d'Alger, et le pillage de ses trésors, accompagné de meurtres et de la rapine soldatesque, par l'armée française. Le régime royaliste de l'époque, à la recherche d'une gloire qu'il n'avait plus en Europe, et pour détourner l'attention du petit peuple en révolte permanente, prit prétexte d'un «incident» ayant opposé le Dey d'Alger de l'époque (Hussein) au Consul de France, le nommé Deval... en raison d'une grosse créance contractée vingt ans auparavant par les Rois de France et restée impayée. Des rois retors et des intermédiaires rapaces et escrocs avait entretenu le contentieux...

En fait, ce n'était là qu'une excuse à une opération qui devait se dérouler déjà du temps de Napoléon Bonaparte, poussé alors par son ministre Talleyrand (ce diplomate increvable, grand intrigant devant l'Éternel, avait écrit un ouvrage «Essai sur les avantages à retirer sur les nouvelles colonies», déjà dans les années 1770-80, c'est tout dire). Cela faisait partie déjà du pré-avant projet de partage du monde (avec une première étape visant la conquête de l'Afri-

que et ses trésors réels ou supposés : entre 150 et 300 millions de francs !) élaboré par les chancelleries européennes, entre autres la France, l'Angleterre et l'Espagne dans une moindre mesure... excédées par ailleurs par les exactions, réelles ou supposées, de la «course» algéroise. Une invasion auparavant bien étudiée par des espions, au nom de «l'honneur insulté», décidée par un Charles X fébrile, à la recherche de notoriété et d'argent, une défense chaotique et poussee car non soutenue par un «pays profond» jusqu'ici ignoré et opprimé, un chef (étranger au pays, n'ayant de commun avec lui que sa religion) prétentieux, ne pensant qu'à lui, ne dormant que d'un œil, car se méfiant des janissaires toujours en quête d'une «tête de Chef» à couper, la Porte sublime qui fait «faux bond», ajoutez-y un traître... donc une défaite rapide... 5 juillet 1830 : Le Dey se retire dans Dar El Hamra avant d'être «évacué» (par frégate, La Jeanne-d'Arc) hors du pays, avec cent cinquante membres de sa famille et de son proche entourage. Le pillage de la ville, le massacre de ses habitants et l'occupation du pays allait commencer... et ne se terminer que plus de 130 années plus tard.

L'auteur : Editeur et journaliste né en 1974. Après des études universitaires en électronique, il est rapidement conquis par les mots et leur magie. Son 4e roman. On a eu «Le sang de mars», et, entre autres, «Au nom de Zizou»... et une somme d'articles de presse, «Carnets de Kabylie». Il a reçu le premier prix Bougie d'or 2009 de littérature

Avis Un roman-enquête qui se lit très aisément... et rapidement. L'auteur avertit que «tous les personnages ont réellement existé et que les faits racontés sont vrais, du moins admis par les historiens les plus authentiques». Vous n'êtes pas obligés de le croire, et pourtant tout est, hélas, si vrai.

Extraits : «La grandeur que l'on prononce uniquement avec la bouche ne fait pas fructifier nos champs et plaines» (p 99), «La peur de l'échec est le premier facteur qui contribue à l'échec» (p 117), «Dans la vie, il y a deux choses qui peuplent le quotidien des hommes : la propension au mensonge et le goût de l'injustice !» (p 155).

Le 8 Mai 1945, les raisons d'un massacre

Par Dr Mellah Ahmed

LES ALGÉRIENS ET L'AVEU DE VÉRITÉ

Après quatre-vingt ans d'attente, de 1863, date à laquelle Napoléon III promulgua son sénatus-consulte, à 1945, date à laquelle la France fêta dans l'allégresse sa liberté, aucune promesse n'a été tenue, et aucune loi n'a été appliquée pour l'intérêt des Algériens. Pourtant, l'épreuve de l'occupation que l'histoire imposa à la France, semble être sciemment dictée par le destin pour qu'elle sache, en toute conscience, que sans liberté il n'y a pas de dignité, et que la nation qui a connu les affres de l'occupation est en mesure de comprendre le réel prix de la liberté.

C'est dans cet esprit que les Algériens se sont rassemblés au mois de mai 1945. Les événements qu'on a communément appelés émeutes, aussi bien par leur ampleur que par leur violence, il faut les mettre entre parenthèses. Car, entre manifestation pacifique et soulèvement intempestif, il y a un monde. Le passé insurrectionnel du peuple algérien, sa maturité politique et son expérience dans la lutte pour ses droits, exclut toute forme de soulèvement subit. L'insurrection de 1871 est la répression féroce qui s'en est suivie est fort présente dans les esprits. Le peuple algérien meurtri, a appris à tirer les leçons du passé, non à répéter les mêmes erreurs. Toute forme de violence était donc exclue. C'est pourquoi tous les éléments qui ont présidés à la formation des événements de mai 1945 portent les marques d'une manifestation exclusivement pacifique. C'est un incident fortuit qui a provoqué les troubles et détourné la manifestation de son objectif réel qui était celui de manifester dans le calme et le respect.

En effet, l'intention des Algériens était de s'adresser à la France qui venait de se libérer des affres de l'occupation pour lui exposer un ensemble de vérités historiques et lui dire :

1) Si la nation française a souffert pendant cinq ans de l'occupation allemande, nous, les Algériens, souffrons depuis 115 ans.

2) Si vous avez subi pendant cinq années des souffrances comme la déportation, les tortures, les assassinats collectifs. Nous on subit depuis 115 ans les pires injustices, comme la destruction massive des populations, le refoulement dans les zones arides où ni les troupeaux ni les humains ne survivent, les persécutions, les amendes collectives, la déportation dans des contrées lointaines. Pire encore, on a connu les affres de la famine, des épidémies, de l'arbitraire le plus hideux qui consiste à tirer sur l'arabe comme on tire sur un renard. Bref, une oppression insupportable qui dure encore aujourd'hui.

3) Si vous avez combattu un ennemi implacable pendant cinq longues années, c'est tout comme nous les Algériens qui vous avons combattu pendant plus de quarante ans de 1830 à 1871, jusqu'à épuisement de nos forces et nos ressources. Au terme de cette lutte, on a reconnu votre autorité. Car, un prince président a institué des lois. (1) Ces lois nous déclaraient citoyens français, elles nous protégeaient contre les injustices des domaines et des forestiers, elles rétablissaient notre justice et nos tribunaux musulmans, elles développaient l'instruction pour nous et nos enfants, elles nous ouvraient droit à tous les emplois civils et militaires. Mais à ce jour, et après quatre-vingts ans, ces lois ne sont pas encore appliquées. On est toujours traités comme des esclaves, on est même sujet aux brutalités les plus infamantes. Alors, aujourd'hui, en ce jour glorieux de mai 1945, on est venus pour demander à vous, qui venez de jouir de la liberté, de nous accorder la notre. Car vous, la nation des droits de l'homme et du citoyen, vous savez autant que nous, le prix de la liberté. D'abord, pour avoir combattu à vos côtés pendant la Grande Guerre et sacrifié les meilleurs de nos enfants. Ensuite pour nous avoir promis pendant ce conflit le rétablissement de nos droits.

4) Des hommes politiques français, conscients de notre devoir et de notre loyalisme, ont proposé des lois en notre faveur, mais la France complaisante n'a pas veillé à leur application. En 1919, la loi Jonnart nous a octroyé des droits et promis des changements, mais la France n'a pas rempli son devoir envers nous. Plus tard, un projet appelé Blum-Violette vit le jour, il suscita chez nous beaucoup d'espoir et d'attente, mais la France encore une fois a manqué à son devoir et ferma délibérément les yeux. Alors, aujourd'hui, on est en droit de vous demander pourquoi n'avoir pas rempli votre devoir envers nous ? Pourquoi tant de projets et de promesses non tenus ? On veut que vous nous disiez la vérité. Allez-vous nous accorder nos droits comme citoyens à part entière, ou nous maintenir sous le même statut ?

LES FRANÇAIS, UN DÉVOILEMENT DE CRUAUTÉ

C'est à cet aveu accablant de vérités, qui a malheureusement tourné à l'émeute, que la France devait répondre, non pas par les armes évidemment, mais par la sagesse et le savoir-faire. En tant que nation se prévalant de valeurs et de droit, elle aurait pu au moins songer -avant de déployer son armada meurtrière- que ce soulèvement est imputable à la lassitude. Que les Algériens, laminés par l'attente et le désespoir, ont succombé à la colère. Ou à tout le moins, la considérer comme un soulèvement accidentel qui aurait pu ne pas se produire si la France avait été plus juste. Le moins que l'on puisse dire est que le comportement de la France a été exécrable. A tous points de vue, et même si l'on considérait les événements comme étant inévitables, la France aurait pu au moins se comporter en arbitre impartial, et non s'impliquer carrément dans le massacre. Car comment la France qui venait de se libérer de la tuerie nazie pouvait-elle commettre une tuerie ? Et qui plus est, dans une journée consacrée à la liberté. Elle aurait pu se passer de ce massacre et épargner des vies, ne serait-ce que par esprit d'humanité. L'ingratitude de la France est-elle aussi ignoble au point de massacrer ceux qui se sont battus à ses côtés ? Et qui avaient eux aussi droit à la fête ? La France est-elle aussi cruelle au point de récompenser ceux qui se sont sacrifiés pour elle dans les champs de bataille européens, par trois fois plus de morts à Sétif et à Guelma ?

Si la colère des Algériens a éclaté sous l'emprise de la provocation, et n'a duré en tout et pour tout qu'une dizaine de jours, le massacre, lui, a duré plus de trente jours où : « 10000 hommes, légionnaires, tabors marocains et tirailleurs sénégalais, équipés d'automitrailleuses blindées, de chars, et couverts par l'aviation. » (2) ont commis l'irréparable.

C'est plus qu'un rétablissement de l'ordre, c'est un règlement de compte qui couvait depuis longtemps et qui a trouvé en ce jour l'occasion propice pour s'exprimer de la manière la plus cruelle. « Autour de Sétif et Guelma des milices d'Européens citadins et de colons, armés parfois par la police, se constituent. Enragés par le spectacle où le récit des crimes et mutilations perpétrés par les insurgés musulmans, ils lynchent et exécutent sans discernement d'âge et de responsabilité les « arabes » soumis à une véritable chasse, les moyens et la brutalité de la répression, officiellement interrompue le 30 mai, mais poursuivie ça et là, visent à étouffer toute idée de révolte chez les musulmans. Contraints à d'humiliantes cérémonies de reddition, d'exécution et de pardon collectif » (3)

On se demande alors pourquoi cet acharnement et cette haine inextinguible à tuer les arabes comme au premier jour de l'occupation ? Nombreux certes sont les historiens qui estiment que cet acharnement visait à étouffer de manière définitive l'esprit de révolte. Pour ma part, j'estime cependant que la révolte d'un peuple ne peut être étouffée et ne le sera jamais. La dignité du peuple algérien est comme le Phénix qui renaît de ses cendres. Car quelle que soit l'ampleur de la violence, elle aura



toujours pour conséquence une violence plus exacerbée. Autant alors s'élever au-dessus de ces procédés expéditifs et considérer la sagesse humaine comme procédé salutaire plus efficace.

Mais pour revenir au massacre lui-même, je dirai que c'est une particularité assez française qui se pratique uniquement envers les Algériens. La France ne récompense pas les Algériens, quelle que soit la grandeur des services accomplis, mais s'active à les punir sévèrement à la moindre petite bévue. C'est un peu comme le débiteur qui, embarrassé par son créancier qui l'accable de récriminations, cherche à se débarrasser de lui. Car la France avait une dette envers les Algériens. Non pas la dette des blés vendus mais jamais payés. Mais une dette morale, plus noble, celle de la parole donnée, mais jamais exécutée. De grands hommes ont engagés leur parole par écrit. De Bourmont, Louis-Philippe, Napoléon III, mais à aucun moment la parole française n'a été respectée et exécutée.

LES ALGÉRIENS ENTRE LE COUP D'ÉVENTAIL ET LE COUP DE FEU MORTEL

Mais en dépit de ce manquement à la parole, les Algériens, défaits et épuisés, ont scellé un contrat de soumission en 1871. Confiant dans les principes d'égalité et de fraternité. Ils avaient la certitude qu'après avoir déposé les armes, la France ne faillira pas à ses principes et qu'elle leur accordera sa bienveillance en leur apprenant les vertus républicaines. Mais avec le temps qui passait et les souffrances qui s'accumulaient la confiance s'est érodée et les promesses tant attendues ne furent jamais tenues et encore moins pris en compte. C'est pourquoi la déception, longuement dans les cœurs, s'est exprimée en manifestation ordonnée et de manière réglementaire en ce jour de mai 1945.

En trempant la main dans le crime, la France a trahi la confiance placée en elle. Une confiance qui a duré quatre-vingts ans. Un crime de cette ampleur, perpétré de main froide n'est pas fortuit. Il renseigne sur l'extrême animosité des Français pour les arabes qui les accablaient de récriminations. Leur réponse était claire, vous n'aurez rien, vous n'obtiendrez aucun droit, vous resterez tels que vous êtes, sujets français soumis dans une Algérie française.

Mai 1945 est un des derniers crimes que

la France ait commis en Algérie. Il est peut-être l'épilogue d'une série de crimes affreux, gratuits jamais punis. Il renseigne aussi sur l'ampleur de la haine qu'un peuple arrogant et oppresseur voue à un peuple épuisé et soumis. C'est pourquoi l'histoire universelle interpelle la conscience historique française à être plus conséquente avec elle-même, c'est-à-dire qu'elle se dise prête à épurer sa conscience en opérant d'abord une refonte dans les événements qui ont terni son histoire. Ensuite procéder au jugement post-mortem de ses grands criminels qui ont entachés de sang innocent sa mission civilisatrice. C'est ainsi que la France pourra réhabiliter son honneur et sa mémoire et être la vraie patrie des droits de l'homme.

Il est vrai que les premiers coups de feu qui ont retenti en ce 8 mai 1945 ont été tirés par des colons français sur des arabes désarmés. Des coups de feu qui ont eu, certes, un effet sur la population, mais un effet qui hypothéqua sourdement l'avenir de la colonie. Le général Duval qui réprima sévèrement la manifestation a fait sans le savoir une prédiction lorsqu'il écrivit à ses supérieurs à Paris. « Je vous ai donné la paix pour dix ans. Mais il ne faut pas se leurrer. Tout doit changer en Algérie ».

Le général avait raison, tout doit changer en Algérie, mais de manière tout autre. Car le changement a commencé le jour même où les colons, dans un élan d'hostilité collective, ont froidement tiré sur les arabes. Leurs tirs fatidiques ont donné les ferments de la révolution qui éclata dix ans plus tard. Ironie du sort, une révolution provoquée non pas par les arabes, mais par les mains de ceux-là mêmes qui leur refusaient leurs droits et criaient à haute voix, Algérie française. Dans sa forme extérieure l'histoire se répète parfois de manière surprenante. Si le coup d'éventail a été derrière l'occupation de l'Algérie par la France, on peut dire aussi que le coup de feu mortel a été derrière l'évacuation de l'Algérie par la France.

« La paix pour dix ans » est une phrase que le général Duval n'a pas prévue, et encore moins pressentie, il a seulement dit sans savoir vraiment ce que le destin voulait. « Que l'Algérie française ne lui restait que dix années à vivre »

* Département de philosophie,
Université Oran 2

Notes :

1)- Napoléon III empereur de 1848 à 1870 et le sénatus-consulte du 22 avril 1863 où il déclare les tribus d'Algérie propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance, le 14 juillet de la même année les indigènes musulmans sont déclarés français et appelés à servir dans les armées et dans les fonctions civiles en Algérie, la loi leur donne aussi la possibilité d'opter pour la nationalité française et jouir ainsi de tous les droits du citoyen français.

1)- Auteurs collectifs, Compilation d'articles de presses de l'époque intitulé France et Algérie, journal d'une passion. Ed. Larousse 2002 P. 191

1)- Idem. p. 191

On se trompe du sens !

**Après 70 ans des massacres du 8 mai 1945 qui représentent un tournant décisif dans le processus de la libération du pays, sommes-nous aujourd'hui dans la capacité de comprendre le sens de notre révolution contre le colonisateur et donc de notre indépendance ?
Pouvons-nous dépasser ainsi nos petites querelles personnelles et partisans pour aller au fond du sujet ?**

Par Abdellatif Bousenane

Au delà des massacres, crimes contre l'humanité de la « civilisation » dominante et de nos demandes d'excuses très symboliques, je pense que le vrai sujet dont les glorieux martyrs qui sont tombés ce jour-là seront très malheureux de ne pas l'entendre, car les martyrs ne meurent pas. « Ils sont, au contraire, bien vivants auprès de leur Seigneur qui les comble de Ses faveurs », dit le Coran. C'est si les Algériens peuvent collectivement garder cette indépendance chèrement acquise ?

Néanmoins, pour que nous, Algériens, préservions notre indépendance, il faut que nous comprenions déjà la vérité de notre réalité dans ses profondeurs afin de contourner les dangers qui nous guettent.

LE SENS DU CHEMIN !

D'abord il faut comprendre en effet que notre réalité est très complexe. Formée de plusieurs paramètres et dimensions, la situation de notre pays, comme les autres pays anciennement colonisés, est conditionnée au premier lieu par un déterminisme civilisationnel. Autrement dit, nous appartenons à une civilisation arabo-musulmane décadente depuis maintenant près de 6 siècles et dominée par l'Occident, ce qui a influencé d'une manière négative et très profonde beaucoup de composantes de notre conscience collective et nos habits individuels. Ainsi, notre manière d'appréhender ce monde d'ici-bas est imprégnée par plusieurs handicaps. À travers les siècles de cette décadence nous avons perdu la rigueur nécessaire qui donne du sens aux dimensions les plus déterminantes pour le développement de n'importe quelle nation. Et nous donnons du sens de ce fait à des dimensions très peu significatives dans cette même évolution. À titre d'exemple dans notre société actuelle on donne un sens extravagant à la superstition du mauvais œil dont une large majorité de la population le considère comme étant la source de leurs échecs et tracas de la vie quotidienne, y compris des cadres universitaires, des enseignants etc. !

Ce qui nous éloigne absolument de la raison et donc de la modernité. Alors on doit donner beaucoup plus de sens au savoir, à la rationalité. C'est comme lorsqu'un qui arrive à un carrefour où il se trompe de sens et prend ainsi le mauvais chemin, le chemin des illusions, du brouillard, de l'obscurité. L'homme de la civilisation dominante qui nous a colonisés, mal traités et même exterminés, n'est pas plus intelligent ou plus compétent, il a juste donné le bon sens à sa vie. Si on veut vraiment donner du sens à notre indépendance, il faut rentrer dans un mouvement de rationalisation de nos actions, chacun à son niveau.

Si on arrive à isoler d'une manière subtile tous les aspects civilisationnels qui sont à l'origine de nos malheurs et nos maux sociétaux, on peut au final faire une analyse plus juste et un bon diagnostic à nos maladies. Par conséquent, on peut critiquer, juger ou évaluer la responsabilité de chaque institution étatique, chaque groupe social et même chaque individu selon sa juste action dans son domaine de compétence. Plus concrètement, beaucoup d'Algériens se tournent vers l'État afin de le blâmer pour le moindre fait divers. Alors qu'il y a beaucoup de difficultés qui relèvent de l'esthétique et la finesse d'esprit qui sont de l'ordre de la dimension civilisationnelle. Cette erreur d'analyse rajoute d'autres difficultés lourdes de conséquences à une situation déjà précaire.

Ceci étant dit, les pouvoirs publics ont une responsabilité beaucoup plus grande que le reste de la société, car il est de leur responsabilité de faire des choix stratégiques pour l'avenir de leurs nations. Ils ont la responsabilité du contrôle de l'argent public et de combattre la grande corruption qui touche à l'image de leur pays. Les derniers procès de corruptions nous ont révélé combien l'immoralité dans la vie publique est extrêmement nocive et fait tache noire sur le registre de l'État algérien né grâce aux sacrifices des martyrs du 8-Mai 1945 et la révolution de Novembre 1954.

L'ORIGINE DE LA DISCORDE !

Quand on ne comprend pas la subtilité de cette réalité on ne fait pas forcément la part des choses. On met ainsi sur le dos des autorités publiques tous les aspects négatifs du pays, ce qui mène au désespoir total et à la division dangereuse entre ceux qui considèrent le pouvoir poli-



tique comme étant le diable absolu qu'il faut abattre et ceux qui le défendent. En dédouanant donc tous les autres citoyens de leurs responsabilités, nous avons là les prémisses de troubles graves qui mènent souvent à des guerres civiles et à la perte certaine de notre indépendance! Aucun gouvernement de gauche comme de droite, islamiste ou laïc ne pourra faire sortir son pays du sous-développement si une large majorité de la population ne comprendra pas ce constat. Regardons ce qui se passe dans plusieurs pays arabes où on a promis le paradis aux populations après la chute de leurs anciens dirigeants et qui se trouvent finalement dans un enfer monstrueux. Cela n'est pas un discours qui favorise les dictatures et les injustices, au contraire, plus on comprend profondément notre réalité, plus les injustes et les dictateurs auront beaucoup de mal à dominer.

La méthode d'analyse utilisée par beaucoup d'observateurs de la vie publique chez nous consiste à additionner tous les maux et problèmes du pays d'une manière grossière et hors contexte en mélangeant tous les dimensions de notre réalité. Cependant, si on applique la même méthode sur le monde civilisé, à savoir additionner tous les problèmes des pays très puissants, très développés tels que l'Allemagne, la France les USA etc., des affaires de corruptions, le chômage très élevé, la précarité, la pauvreté, les mal logés, les SDF, jusqu'aux problèmes de mœurs des hommes politiques et la liste est très longue, on aperçoit aussitôt que ce n'est pas

la bonne méthode pour analyser notre situation.

Il n'est pas raisonnable en fait qu'on accuse tous les dirigeants du pays, en ce qui concerne l'Algérie, de trahison ! Et qu'ils veulent détruire le pays ? Cela est surréaliste et très peu crédible. Parce qu'on n'a pas le droit d'avoir cette prétention de dire qu'on est les plus patriotes, les plus fidèles et les autres, ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui et qui seront demain dans l'opposition ou ailleurs, sont des traîtres et des vendus ! On peut critiquer, effectivement, leurs choix politiques critiquables, leurs méthodes de travail, leurs discours politiques etc. mais de là à mettre sur le dos du président de la République, à titre d'exemple, tous les malheurs du pays et ne lui accorder de l'autre côté ne serait ce qu'un seul fait positif depuis 16 ans en prétendant que tous les grandes réalisations sont les faits de l'ex-président Liamine Zeroual et le prix du pétrole ! Il y a là une gigantesque perversion.

Afin d'éviter de se tromper d'analyse il faut toujours contextualiser nos difficultés, à savoir les ramener à notre réalité spécifique au pays du tiers-monde sous-développé et renoncer à toute comparaison inadéquatement avec les puissances de la civilisation dominante.

Comprendre la complexité de notre réalité c'est se libérer des gèoles de la haine, de l'idéologie extrême, pour donner un sens aux vraies notions du progrès telles que la rationalité, l'intelligence et le temps et donner un horizon beaucoup plus clair, grand et ouvert aux débats d'idées, à l'échange constructif, au vivre ensemble. Bref, à la liberté de conscience.

Le hideux massacre

Par Boutaraa Farid

Le calepin de l'Histoire retiendra, avec ténacité, les abominables crimes qui avaient endeuillé nos cités et qui affligent nos cœurs dès l'approche du 08 mai. En effet, ce jour demeure sombre et avec lui nos esprits relisent le nombre important des victimes. Un nombre qui nous oblige à revisiter les sites des massacres pour juste bien voir le vrai visage de la France. Un visage hideux et horrible. La France avait donné l'ordre à ses sbires de tuer, impunément, tous les Arabes. Et oui, toutes les victimes du 08 mai 1945 étaient de simples civils qui n'avaient ni arme, ni bombe et qui ne menaçaient pas, vraiment, la communauté européenne qui vivait en Algérie. Nos frères étaient sortis pour juste, faire la fête et réclamer leur liberté. Une sortie de plein jour, car ils n'avaient rien à cacher. Cependant, les amis de Bouzid Saal ne savaient pas qu'ils avaient rendez-vous avec des bourreaux et des sadiques. Nos frères étaient si heureux car il faisait beau et leurs cœurs chantaient l'hymne de la liberté. La fête était là et l'Algérie voulait sa part du bonheur. La douce Algérie était splendide avec son Haïk blanc qui voltait une partie de son corps de Sirène ou de Houri, évadée du ciel. L'Algérie avait hâte de retrouver, elle aussi, son lot de liesse. La douce dame avait participé pour la libération de l'Europe et surtout de la France. Hé oui, les Maghrébins étaient les pions de cette Deuxième Guerre mondiale. Les Algériens, les Marocains et les Tunisiens faisaient le sale boulot. Les Maghrébins étaient les premiers au front et n'avaient pas le droit de reculer. Le gros de la tâche reposait sur les épaules de ces braves qui étaient là, face à face, avec un ennemi qui ne les menaçait pas vraiment. En effet, la guerre était

entre les pays de l'axe et les Alliés. Une guerre que nos guerriers algériens croyaient porteuse de bonnes nouvelles.

Les responsables français avaient avancé l'option de quitter l'Algérie au cas où les Algériens les aideraient à battre l'Allemagne. Une demande alléchante. Nos vaillants combattants avaient accepté alors, à aller mourir pour un idéal : la libération de l'Algérie du joug de l'impérialisme. Nos braves frères n'avaient jamais douté de la parole d'une nation civilisée. Nos lions étaient peut-être un peu naïfs, mais jamais dupes. Nos soldats étaient les enfants d'une race pure et noble. Nos hommes étaient de farouches combattants qui ne craignaient ni les explosions d'obus, ni les sifflements des balles. Nos soldats étaient des génies qui adoraient les terrains dangereux et minés. Les compagnons du 'Lion' Benboulaïd n'avaient qu'un seul rêve : finir la guerre et demander la liberté. Nos hommes avaient le droit à la récompense et ce 08 mai 1945 était l'occasion idéale pour réclamer leur indépendance. En effet, la France était libre et l'Algérie devrait, elle aussi, mettre sa robe de soirée. La fête faisait le tour du monde et nos frères avaient besoin de chants et de rires. Domage, la fête s'était transformée en cauchemar. Les nationalistes algériens qui avaient l'autorisation de manifester à Sétif avaient été lynchés par toute une population européenne hostile à leur revendication. Le jeune scout Bouzid Saal était le premier de la liste. Il avait refusé d'abandonner le drapeau national. Un refus qui lui avait coûté la vie et qui déclencherait une émeute où, 110 Européens avaient trouvé la mort. Un acte jugé très grave par les militaires français qui avaient juré de venger leurs morts. En quelques heures, seulement, les rues de Sétif, Guelma et Kherrata s'étaient transformées en arènes. La chasse de l'indigène venait de commencer. Tous les coups étaient permis. La France, la mère patrie ne reconnaissait plus ses fidèles en-

fants qui avaient participé à son salut et à sa liberté. La France qui prétendait défendre les droits de l'Homme est redevenue une ogresse qui tuait et torturait des femmes, des vieux et des enfants. La France était si méchante et si hideuse. Ces crimes impunis ne sont qu'une preuve tangible du passé noir de cette nation qui prétend, de nos jours, donner des leçons de morale. Elle désire veiller à la démocratisation des pays en développement. La France ne recherche que ses propres intérêts. La France était où quand 80.000 Tutsis furent massacrés au Rwanda en 1994? La France de nos jours qui avait tant pleuré le centenaire du génocide des Arméniens de 1915 va-t-elle évoquer son génocide du 08 mai 1945? Les médias français vont-ils faire le point sur le passé criminel de leur république? Non, la mort de 30 000 ou 45.000 Algériens ne peut être un génocide. Il s'agit d'une mission civilisatrice qui avait pour but d'ôter la vie à tous les opposants. La France avait le droit de nous punir, car nous étions des sous-hommes, des indigènes, des êtres nés pour la servir. La France avait le droit de nous torturer et de spolier nos terres et nos biens. Nous étions les voleurs, les menteurs, les ânes et les biques et des hors-la-loi et nous n'avions pas le droit d'avoir des procès légaux. Nous étions les idiots du décor. Nous étions le troupeau et eux les seigneurs. La France est coupable de tant de crimes et nos écrits persistent. Le sang de nos morts nous appelle à dire, haut et fort, le tort fait à nos proches et frères. Les cris raisonnent toujours dans les caves. Les âmes de nos martyrs réclament la reconnaissance d'un crime lâche et non pas d'incidents qui arrivent, en temps de guerre. Alors, qu'ils cessent de nous harceler et de nous narguer avec leur indifférence. Nous étions une nation lettrée et ils avaient tout pris. Nous étions riches et instruits et pendant leur séjour qui avait duré plus d'un siècle et un quart, nous avions tout perdu. Pour l'instant, nous n'avons pas be-

soin de leur argent, ni de leur technologie. Nous avons besoin d'une reconnaissance d'un tort perpétré par des sanguinaires. Nous avons tant attendu ce pardon qui tarde à venir. Nous avons besoin d'un geste qui nous aide à oublier la souffrance endurée par nos mères. Nous avons besoin d'un geste qui nous laisse croire que les égorgeurs d'hier ont eu le repentir même un peu tardif. Nous ne voulons pas que les Français de notre ère soient des copies de Meursault (le personnage fictif de l'œuvre d'Albert Camus « L'Étranger »). La mort de nos frères nous rappelle des atrocités que les jeunes de nos jours devraient bien enregistrer, s'ils désirent bâtir une forte cité. Nos enfants qui devraient aussi ne jamais faire confiance en ceux, qu'hier, pillaient et volaient leurs voisins et qu'aujourd'hui se conduisent comme des justiciers à la recherche d'assassins. Nous désirons que ce 08 mai 2015 soit un jour de recueillement et de prière. Un jour de réflexion et de méditation. Nous leur dirons, à travers cette tribune, que l'Algérie ne meurt jamais car des hommes braves veillent sur sa sécurité. Nous les informons aussi, que l'Algérie reste debout et toujours fidèle au serment fait aux Martyrs. Ils devraient cesser leur rôle de faiseur des républiques, l'Algérie ne ressemble guère à la Tunisie, ni à la Syrie, ni à l'Égypte, ni encore à la Libye. L'Algérie déjoue tous les complots de ses ennemis. L'Algérie pardonne, mais n'oublie guère. Elle demeure le bastion des révolutionnaires. Sa guerre contre les Français fut et reste l'une des plus nobles entreprises de libération. Une guerre si belle et si rude et que les jeunes, d'aujourd'hui, devraient vénérer. Une guerre riche en enseignements.

Pour finir, nous invitons toutes les nations de ce bas monde à prier, en ce 08 mai 2015, à la mémoire de toutes les victimes qui ont été abattues injustement. Nous voulons que cette journée soit celle du pardon, de l'amour. Une journée du repentir, de l'aveu et de l'excuse. Une journée où nous revisiterons le passé afin de tirer des leçons qui nous aideraient à, toujours, œuvrer pour la victoire du bien sur le mal.

Les martyrs oubliés

« Le chahid est le symbole et la fierté de la nation. La société lui doit glorification et reconnaissance » *



Par El yazid Dib

L'article 10 de la Loi n° 99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid n'octroie le statut de chahid qu'au «moudjahid tombé au champ d'honneur ou décédé durant la révolution de la libération nationale suites à des blessures ou des maladies, porté disparu ou décédé en prison ou dans des lieux de détention ou après sa libération par suite de tortures subies ». L'article 5 de la même loi définit le moudjahid stipule « est considérée comme moudjahid toute personne qui a participé à la révolution de la libération nationale de manière effective, permanente et sans interruption dans les structures et/ou sous la bannière du Front de libération nationale durant la période allant du 01 novembre 1954 au 19 mars 1962 ».

L'Emir Abdelkader, Lalla Fatma Ns'oumer, Cheikh Bouamama, Cheikh El Mokrani, Cheikh El Haddad, les enfumés du Dahra, les déportés, les mutilés et les nombreuses victimes des successives insurrections qui ont émaillé la chronologie nationale et des milliers d'autres, morts pourtant pour l'Algérie ne sont pas juridiquement des martyrs. Pourtant, il y avait bien dès 1830 des soulèvements, des révolutions, de la résistance et des insurrections contre la force coloniale. La résistance de Moulay El Echeqfa en 1871, celles de Béni Chougrane en 1914 et des Aurès en 1916 étant sans discontinuité réprimées à fond par la violence ont bien précédé ou succédé à d'autres, laissant ainsi des milliers de morts. Le refus de domination a été toujours un dénominateur commun pour lutter contre la répression d'un agresseur sans foi ni loi. Dans chaque bourg, dans chaque hameau, là où l'injustice, le mépris et l'humiliation sans face étaient pratiqués, des Algériens et Algériens avaient connu au fil du temps les pires sévices, les pires atrocités et les exécrables exécutions sommaires. Il n'y avait pas cependant le Front de libération nationale. Le détenteur potentiel de toute la légitimité historique de toute la profonde histoire de la nation algérienne ! La lutte ne s'était jamais arrêtée. Le FLN, en novembre 1954 venait de constater qu'« après des décades de lutte, le mouvement national a atteint sa phase de réalisation ». C'est ce « mouvement national » avec ses différentes composantes qui allait permettre au Front d'offrir « la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération ». Les « événements » sanglants et trop nombreux, entre autres ceux du 08 mai 1945 font partie du processus de la lutte populaire. Des populations entières ont été décimées par une France impérialiste, par un pouvoir militaro-politique conquérant et occupant. Les morts sont morts, l'indépendance est acquise et les comptes de tout solde ne sont pas totalement réglés.

C'est un peu inouï de vouloir faire reconnaître aux autres un crime quand nous mêmes refusons de reconnaître comme martyrs les victimes issues de ce crime. Cette phase qui doit se faire chez nous est préliminaire à toute autre. Il y a de cela une année que le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, en marge des cérémonies officielles commémorant le 69^{ème} anniversaire du 8-Mai à Boui-

ra a annoncé que « le dossier relatif à l'intégration des victimes de ces massacres dans la loi du chahid sera étudié ». Les observateurs les plus avertis attendent toujours la « réparation de cet oubli ».

70 années après, un crime est toujours impuni. Ses victimes toujours sans reconnaissance. Le 8-Mai 1945 est plus qu'un lot de sacrifice, ce fut un engagement essentiel d'un peuple qui n'aspirait qu'à la liberté et la dignité. Il était déjà le premier novembre qui allait en finalité consacrer la victoire de la marche. Ce mouvement qui n'a cessé de faire sa progression depuis 1830 porte toujours en son sein le sens du devoir de se libérer de toute emprise et de tout envahisseur. Le sang a coulé, des cadavres jonchaient le sol, le soleil les scrutait, la nuit les embaumait. Les pleurs des femmes, des mères de tous les rescapés résonnent encore dans ces sites béants à Kherrata, Sétif, Guelma et ailleurs. Les sinistres exactions perpétrées à grande échelle, les tueries en masse, les viols et tortures systématiques, les destructions de villages et de douars par les bombardements, les pilonnages et les incendies de de nombreuses villes ont connus. En ce printemps noir de 1945, ce ne sont pas le fruit de l'imaginaire populaire mais des faits réels, extrêmement pénibles, vécus par les Algériens sous domination française. S'en souvenir c'est maintenir l'interaction et la complémentarité entre les générations. L'Algérie indépendante dispose de suffisamment de preuves, de témoignages et de constats pour pouvoir établir expressément que des actes inhumains causant intentionnellement de grandes souffrances et des atteintes graves à l'intégrité physique de toute une population de surcroît sans défense ont été commis.

Ailleurs, une certaine France républicaine tente de faire assumer ces crimes exécutés au nom d'un régime colonialiste sans repères, aveugle et barbare. Le 27 février 2005, Hubert Colin de Verdière ambassadeur de France à Alger en visite dans la ville martyre de Sétif a déclaré à propos de ces massacres qu'il s'agissait « d'une tragédie inexcusable ». Son successeur, Bernard Bajolet, en visite à Guelma trois ans plus tard, soulignait « la très lourde responsabilité des autorités françaises de l'époque dans ce déchainement de folie meurtrière » qui avait fait « des milliers de victimes innocentes, presque toutes algériennes », poursuivant que ces massacres sont une « insulte aux principes fondateurs de la République française ». Il y a quelques jours seulement, le Conseil de Paris avait adopté un vœu sollicitant l'État français de reconnaître les massacres du 8 mai 1945. Le 19 avril 2015, Jean-Marc Todeschini, le secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire, venant prématurément à la célébration du 70^{ème} anniversaire s'est contenté du dépôt d'une gerbe devant le mausolée de Saal Bouzid le premier « martyr » des massacres. Dire que le combat de mémoire continue. « N'est-il pas temps pour que la France officielle, si prompte à juger les crimes des autres et tellement prolixe quand il y va de son droit et de son intérêt, de regarder son histoire en face et de ne plus faire dans l'excessive parcimonie quand il s'agit de dire et de reconnaître la vérité sur les crimes qui ont jalonné son occupation coloniale ? », estime Monsieur Abdelhamid Salakdji, président de la Fondation du 08-Mai 1945.

Chez nous, l'oubli est à l'affût d'une certaine mentalité. L'amnésie. C'est pourquoi l'acte de revivifier en permanence la mémoire, la conserver n'est qu'une foi citoyenne et nationaliste. Un droit universel. Tout ensemble social dévêtu de son histoire devient vite un recueil de jours sans effets et sans soubassement. Toute nation démunie de conscience historique reste vulnérable aux altérations des faussaires et des contrefacteurs de son histoire.

La mémoire est toujours cette conscience qui plonge ses racines

dans les épopées, des légendes et des faits d'armes. C'est cet assortiment de circonstances chronologiques qui s'enfante continuellement à l'instant de son vécu et qu'un jour on aura à l'appeler : Histoire. C'est un fait qui passe mais ne s'efface pas. Sans ce rappel, sans cette rétrospection l'espèce humaine, ses péripéties, ses découvertes, ses joies et ses peines ne seraient en finalité qu'un vain passage. Dénudé de tout ressourcement ou quelconque pédagogie et sujet à dépérissement.

Le 08-Mai 1945, comme toute atrocité en durée par des peuples sans défense se doit de se faire rappeler, ce génocide sans pareil, à défaut de devenir une proie pitoyable à un renoncement involontaire ou à un oubli prédateur. Ce n'est pas exclusivement à l'unique commémoration qui va secouer les léthargies collectives qu'échoit le rôle de requérir encore et encore justice et de clamer qu'un crime avait bel et bien été perpétré. Il appartient à présent à ses acteurs d'acter un passé horriblement vécu. Ceci n'est qu'une noble obligation en face du droit des générations montantes qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à une disparition d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on enterre avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle attestation de conscience serait en plus d'une résolution volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. C'est ce à quoi aspire la Fondation du 08-Mai 1945, croit-on savoir. Gardien vigilant de la mémoire, elle tend dans cet-

te optique de rendre accessible l'information historique, son extraction et sa mise en valeur. Elle plaide aussi pour que l'Etat ait cette mesure de déclarer les 45.000 « morts » comme des martyrs de la résistance, du refus de la colonisation. Ces morts sans sépulture n'aspirent à rien d'autre qu'un regard méritoire digne face aux atrocités subies. Ils ne revendiquent ni avantages, ni privilèges. Juste la symbolique d'un geste légal à même de leur garantir au moins une pérennité dans les textes. Les générations montantes auront certainement à interpellier la législation actuelle sur cette disparité.

Cette opportunité de célébrer le 70^{ème} anniversaire des horribles massacres n'est qu'une énième occasion de dire que 70 ans après un crime est toujours non reconnu. Devoir donc, incombe à tous de réaffirmer la mobilisation et l'engagement à faire honorer en les éternisant les sacrifices des aïeux et sacraliser ainsi le couronnement obtenu par la glorieuse révolution de Novembre 1954. Il n'est de salut pour ces âmes disparues que de s'en rappeler l'abnégation. L'unique hommage qui peut leur être rendu c'est l'acte législatif d'une nation reconnaissante. Dans le discours, les stèles, les épitaphes, ils le sont. Dans les commémorations, ils le sont davantage. Ne reste qu'une consécration juridique. Un regard de devoir de mémoire pour ces martyrs oubliés.

* Article 12 de la loi n° 99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid (Journal officiel n° 25 du 12 avril 1999).

Publicité

CLIM TRANQUILLE
VERSION PEUGEOT

-10% SUR LE FILTRE À CLIMATISATION
+ 5 POINTS DE CONTRÔLE CLIM
DU 02 AU 30 MAI 2015

PEUGEOT RECOMMANDÉ TOTAL

PRÉPAREZ L'ÉTÉ AVEC UNE CLIMATISATION OPTIMALE ET BÉNÉFICIEZ, EN PLUS, DE 23 POINTS DE CONTRÔLE GRATUITS, DANS TOUT LE RÉSEAU PEUGEOT.

MOTION & EMOTION



LE NUMERO 1

DE L'EQUIPMENT DE LA MAISON

Promotion literie

de 30 /04/2015 au 30/05/2015



MATELAS REVE
140*190*17
Polilattex

17 950 DA
15 590 DA

Prix de 160X190 : 20 550 da 17 990 da
160X200 : 21 550 da 18 990 da
180X200 : 23 990 da 21 990 da

Ce matelas en polyuréthane expansé Newlattex possède un rembourrage à couché anallergiques thermorégulatoires. Résistant et élégant, orthopédique et indéformable, Reve est un matelas de longue durée. Le couffin qui le recouvre est en put coton. Dans les pays à climat chaud et sec.



MEDICAL FORM
140*190*22
Polilattex

26 550 DA
21 550 DA

Prix de 160X190 : 29 990 da 24 550 da
160X200 : 31 550 da 25 550 da
180X200 : 35 550 da 29 990 da

La qualité est la caractéristique dominante et indiscutable du MEDICAL FORM 20 matelas. Le tissu MEDICAL FORM est losangé avec un rembourrage en fibre anallergique de polyester. Le matelas est confortable, anatomique et de longue durée.



HUILE D'ARGAN
140*190*24

33 550 DA
29 990 DA

Prix de 160X190 : 32 550 da 39 990 da
160X200 : 41 550 da 34 550 da
180X200 : 45 550 da 39 990 da

Matelas en polilattex 100% indéformable, sans CFC
2 faces : sur une face, un voile thermorégulateur 100% laine de mérinos pur agneau qui libère les excès d'humidité et sur l'autre face, un tissu soumis à un tr.



MEMOIRE ERGONOMIQUE
140*190*22

52 550 DA
42 550 DA

Prix de 160X190 : 59 990 da 49 990 da
160X200 : 62 550 da 52 550 da
180X200 : 75 550 da 62 550 da

Un matelas spécial à fort contenu technique offrant une qualité de repos exceptionnelle, au top dans sa catégorie. Mémoire ergonomique est un matelas de longue durée où le confort correspond à un état de profond bien-être corporel. Un matelas d'excellence possédant des atouts top niveau, sans oublier la très grande qualité du couffin.

4 550 DA 4 950 DA 550 DA

OREILLER MEMOIRE DE FORME ERGONOMIQUE OREILLER EN FIBRE ANTIALLERGIQUE OREILLER 50*70



ORAN EST : Route de canastel (Rond point Palais d'Or) Fernand-ville Tél : 041.62.15.18/29 - 05 50.30.58.91
ORAN CENTRE : 16/14 BD Abderrahmane Mira (Place Karguentah) Tél: 041.39.99.18 Fax: 041.39.17.34
www.palaisdor.com


GHAZAOUET ↔ ALMERIA
ORAN ↔ ALMERIA

MAINTENANT, PLUS DE DÉPARTS ET DE DESTINATIONS ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ESPAGNE

OFFRE EXCEPTIONNELLE!

Et pour fêter cela... découvrez notre

 passager
+
 véhicule
À PARTIR DE 15.000 DZD*
TRAJET







PLACES LIMITÉES!


GHAZAOUET ↔ ALMERIA
HORAIRES DU 15 MAI AU 15 JUIN



	DÉPART	ARRIVÉE	JOURS
GHAZAOUET - ALMERIA	14:00h	22:00h	Mercredi, Samedi
ALMERIA - GHAZAOUET	23:59h	08:00h	Mardi, Vendredi

ORAN ↔ ALMERIA
HORAIRES DU 15 MAI AU 15 JUIN


	DÉPART	ARRIVÉE	JOURS
ORAN - ALMERIA	13:00h	22:00h	Lundi
ALMERIA - ORAN	23:59h	08:00h	Dimanche

trasmediterranea.com    

 **TrasmeFerry**

Agence Ghazaouet: Tel 043 324 166 / Agence Oran: Tel 041 735 054
Contactez votre Agence de Voyages

TRASMEDITERRANEA


* Prix par trajet pour un achat aller et retour en classe fauteuil. Offre limitée du 15/05/2015 au 15/06/2015. Voir les conditions. Selon disponibilités. Offre soumise aux conditions de transport et tarifaires. Ces horaires peuvent être modifiés sans préavis. Photographie du navire non contractuelle.

L'avenir de l'alimentation en Méditerranée

Des systèmes alimentaires efficaces sont la clé de la paix, de la stabilité et de la croissance inclusive dans les pays de la Méditerranée Sud et Est.



Par Laurent Thomas*

Les 5 et 6 mai 2015, Barcelone accueillera un événement international axé sur le secteur privé et la sécurité alimentaire dans les pays de la Méditerranée Sud et Est (MSE). Organisé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union pour la Méditerranée (UPM), ce forum, auquel participent de hauts responsables gouvernementaux et des dirigeants d'entreprises privées, devrait déboucher sur des recommandations pour améliorer la sécurité alimentaire et le commerce agricole en MSE grâce à un meilleur soutien aux agriculteurs et aux petites, moyennes et grandes entreprises agroalimentaires.

La sécurité alimentaire est essentielle pour assurer la paix et la stabilité en MSE. Les preuves abondent qui démontrent que les pénuries alimentaires et les hausses des prix des denrées de base sont à l'origine de troubles d'ordre social et politique ancrés dans des revendications politiques plus larges. Le « printemps arabe » a commencé dans les zones rurales pauvres, marginalisées et démunies avant de se transposer dans les villes. L'insécurité alimentaire et le taux élevé du chômage - en particulier chez les jeunes - sont en grande partie les conséquences de politiques ayant négligé les investissements dans l'agriculture et le développement rural.

Aujourd'hui, l'agriculture et les systèmes alimentaires dans leur ensemble pourraient représenter une grande partie de la solution en créant des emplois et de la valeur ajoutée, à condition toutefois qu'un environnement propice et des incitations politiques judicieuses soient mis en place.

Les raisons sous-jacentes de cette promesse sont simples. La population de la région MSE devrait passer de 280 millions de personnes aujourd'hui à 350 millions en 2030 et à 400 millions en 2050. La demande de produits alimentaires de qualité devrait augmenter à mesure que les revenus s'améliorent et que les populations urbaines deviennent plus instruites. En d'autres termes, les marchés alimentaires devraient continuer à se développer, créant davantage de possibilités économiques et entrepreneuriales.

Les pays de la Méditerranée Sud et Est sont confrontés à un défi de sécurité alimentaire et nutritionnelle spécifique découlant de la pauvreté, à savoir des niveaux élevés de

malnutrition et des problèmes d'obésité croissants. La pauvreté allée à la hausse des prix des produits alimentaires depuis 2008 menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables, ce qui entraîne, à son tour, un climat d'instabilité sociale et politique. En Egypte, 31 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentent un déficit pondéral, alors qu'en Jordanie, en Tunisie et au Maroc, ces taux sont respectivement de 8, 10 et 15 pour cent. L'obésité dans tous les groupes d'âge et de statut socioéconomique a également atteint des niveaux alarmants, la proportion d'enfants en surpoids ayant doublé en dix ans.

Tous les pays de la région, à l'exception de la Turquie, ont de grands déficits commerciaux agroalimentaires et qui vont s'aggravant, l'Egypte et l'Algérie figurant parmi les plus grands importateurs de céréales dans le monde. Ces déficits les rendent très vulnérables aux fluctuations des cours mondiaux des denrées alimentaires. Mais si certains de ces pays ont un avantage comparatif faible en ce qui concerne la production céréalière, ils peuvent avoir un avantage comparatif élevé en ce qui a trait à la production de fruits, légumes et denrées alimentaires transformées. Dans cette perspective, une meilleure intégration des échanges interrégionaux et des systèmes d'importation plus efficaces pourraient renforcer la sécurité alimentaire au double niveau national et régional.

L'utilisation efficace des ressources naturelles, en particulier le sol et l'eau, devrait guider les investissements dans l'agriculture locale. Les faibles ressources en eau douce de la région ont diminué de deux tiers au cours des 40 dernières années et devraient régresser de plus de 50 pour cent d'ici 2050. La région utilise déjà plus de 85 pour cent de la totalité de l'eau douce disponible. Presque toutes les terres se trouvent dans des zones arides et 45 pour cent des sols sont dégradés. Des investissements visant, d'une part, à réduire le gaspillage et les pertes à tous les niveaux et, d'autre part, à améliorer l'efficacité de l'eau dans le contexte du changement climatique, sont essentiels pour la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale.

Dans les pays de la MSE, l'agriculture emploie près de 25 pour cent de la main-d'œuvre et la moitié de la population vit encore dans les zones rurales. Plus de 60 pour cent de la population ont moins de 30 ans et le taux de chômage des jeunes dépasse 25 pour cent. Entraînés par les exploitations familiales et les petites et moyennes entreprises (PME), l'agriculture locale et les systèmes alimentaires ont toutefois un potentiel élevé de développement et de

croissance susceptible d'offrir des possibilités d'emploi aux jeunes. Les micro-entreprises et autres entreprises de petite taille se taillent la part du lion dans la création d'emplois et l'esprit d'entrepreneuriat de la population est notoire.

Les pays doivent donc promouvoir des politiques et des incitations appropriées offrant au secteur privé (fermes familiales, entreprises, PME ou sociétés) un meilleur accès à l'information, aux technologies, au savoir-faire et aux marchés. En contrepartie, le secteur privé doit intensifier ses investissements pour favoriser la croissance et la création d'emplois. Et pour développer l'emploi des jeunes, il faudrait rendre la vie plus attrayante dans les zones rurales. A cet effet, il conviendrait à la fois d'améliorer la productivité pour générer des revenus supplémentaires et augmenter les investissements publics dans les infrastructures et les services sociaux.

Les gouvernements et les parlementaires doivent établir un dialogue avec les acteurs privés (notamment les agriculteurs) dans le cadre des négociations politiques en vue de créer un environnement plus favorable aux investissements privés. Le dialogue peut être organisé autour de chaînes de valeur spécifiques en matière d'agriculture et d'alimentation tout en explorant les moyens d'investir plus et mieux afin de générer plus de richesse et d'emplois et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition aussi bien des consommateurs que des producteurs.

Les défis pour les pays de la Méditerranée Sud et Est consistent à produire de la nourriture en plus grande quantité et de meilleure qualité, à accroître la rentabilité de l'import-export sur la base des avantages comparatifs, à minimiser les pertes et à améliorer l'efficacité des ressources, en particulier l'eau. Pour relever tous ces défis, il convient surtout d'investir dans les systèmes agricoles et alimentaires. La FAO, en collaboration avec la BERD et d'autres institutions internationales et nationales, continuera à se tenir aux côtés des gouvernements pour contribuer à libérer le potentiel des agriculteurs et des entrepreneurs privés qui tiennent entre leurs mains l'avenir de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition pour tous.

*Sous-directeur général de la FAO, responsable du Département de la Coopération technique, et Mohamed Mansouri, Chef de service Europe, Amérique latine et Caraïbes, Proche-Orient et Afrique du Nord, Centre d'investissement de la FAO

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Les vérités dérangeantes d'Emmanuel Todd

Il est l'homme par qui le scandale et la polémique arrivent. Sa faute ? Avoir remis en cause le consensus, plus ou moins naïf, autour des manifestations qui ont suivi les attentats du début de l'année à Paris. Pour Emmanuel Todd, le fameux « esprit du 11 janvier » n'est rien d'autre qu'une « imposture » et c'est ce qu'il fait valoir dans son dernier ouvrage. Un livre choc où il estime que la bonne conscience des manifestants ne peut faire oublier le fait que les classes moyennes françaises - c'est-à-dire la catégorie sociale qui a le plus participé aux marches, à travers la France - ont tourné le dos au monde populaire et qu'elles sont, de plus en plus, séduites par le ressentiment islamophobe (1).

Commençons par reprendre le titre de son livre. « Qui est Charlie ? » Une question en réponse au, désormais, mondialement célèbre « je suis Charlie ». Il est vrai que l'on ne peut ignorer les zones d'ombres autour d'un slogan vis-à-vis duquel les musulmans de France continuent de devoir se positionner. Au départ, et c'est ainsi que le présent chroniqueur le comprenait, « je suis Charlie » signifiait une totale solidarité avec les victimes des attentats du 7 janvier et un engagement au nom de la liberté d'expression. Mais, très vite, on a bien senti que cela pouvait signifier, aussi, que l'on était d'accord - que l'on devait être absolument d'accord - avec les dessins parodiant le Prophète ou, de façon plus générale, moquant l'Islam et les musulmans. C'est ce que l'on retrouve, aujourd'hui, dans les écrits ou les propos de certains chroniqueurs, dits de gauche, ces derniers nous expliquant que le fait de critiquer les caricatures revient à être complice des auteurs.

Voici ce qu'en dit Todd, dans un entretien accordé à L'Obs (2) : « Lorsqu'on se réunit à 4 millions pour dire que caricaturer la religion des autres est un droit absolu - et même un devoir ! -, et lorsque ces autres [comprendre les musulmans, ndc] sont les gens les plus faibles de la société, on est parfaitement libre de penser qu'on est dans le bien, dans le droit, qu'on est un pays formidable. Mais ce n'est pas le cas. Il faut aller au-delà du mensonge, au-delà des bons sentiments et des histoires merveilleuses que les gens se racontent sur eux-mêmes. Un simple coup d'œil à de tels niveaux de mobilisation évoque une pure et simple imposture. Il y a, certainement, une quantité innombrable de gens qui ne savaient pas ce qu'ils faisaient là, le 11 janvier. Mais nul n'est censé ignorer pour quoi il manifeste, tout de même. »

La charge est rude et, à bien des égards, quelque peu injuste. Nombre de manifestants n'ont pas marché le 11 janvier pour dire qu'ils soutenaient le droit au blasphème ou le droit à se moquer des religions. A l'époque, la sidération et l'émotion étaient telles, après les attentats, que cette marche s'est imposée d'elle-même. Je continue de croire qu'elle a été un réflexe salvateur et une initiative nécessaire pour prévenir les dérapages. Bien sûr, il est évident qu'elle a été récupérée, ne serait-ce que du fait de la présence de certains chefs d'Etat et de gouvernement dont la vraie place est au Tribunal pénal international.

Mais je ne pense pas que l'on puisse affirmer que tous les marcheurs du 11 janvier étaient en accord avec les caricatures et qu'ils estimaient urgent de remettre l'Islam de France et les musulmans à leur vraie pla-

ce, c'est-à-dire dans les caves ou dans l'invisibilité.

Mais ce qui donne raison à Todd c'est la manière dont a évolué la perception de cette marche et, surtout, la manière dont elle est, désormais, présentée par les médias prépondérants, assez prompts à prendre leurs désirs pour la réalité. Il faut se souvenir, ainsi, de ce journaliste politique de 'France Inter' nous expliquant que le fait de ne pas avoir participé à la marche du 11 janvier à Paris, allait sonner le glas de la dynamique victorieuse de Marine Le Pen. On en a vu, effectivement, le résultat lors des dernières élections... C'est tout simple à dire mais « l'esprit du 11 janvier » est une expression qui ne veut plus rien dire et qui, plus grave encore, divise d'autant plus qu'elle est devenue le cri de ralliement des laïcs obsédés par la visibilité croissante de l'Islam.

Dans un pays où le climat entre communautés - appelons les choses par leur nom - est explosif. Dans un pays où un quotidien, jadis de référence, titre en cinq colonnes à la une sur la longueur des jupes des collégiennes de confession ou de culture musulmane (rappelons qu'un seul cas, pas plus, d'exclusion a été signalé). Dans un pays où, jour après jour, on sent venir une nouvelle catastrophe, plus grave, encore, que celle de janvier dernier, les débats et les oukases, autour de l'Islam n'en finissent pas d'envenimer la situation.

Pour Emmanuel Todd, il n'y a que deux possibilités : « le scénario de la confrontation hystérique avec l'Islam et le scénario de l'accommodement ». Et de lancer cette mise en garde : « la confrontation, c'est 100% de chances de désastre pour la France (...) Alors oui, je plaide pour qu'on laisse tranquilles les musulmans de France. Qu'on ne leur fasse pas le coup qu'on a fait aux juifs, dans les années 1930, en les mettant tous dans le même sac, sous la même catégorie sémantique, quel que soit leur degré d'assimilation, quel que soit ce qu'ils étaient vraiment en tant qu'êtres humains. Qu'on arrête de forcer les musulmans à se penser musulmans. Qu'on en finisse avec cette nouvelle religion démentie que j'appelle le 'laïcisme radical', et qui est pour moi la vraie menace. » (2)

A entendre et lire les réactions outragées qui accompagnent la sortie de l'ouvrage de Todd - et qui ne concernent pas uniquement ses critiques à l'encontre des marches du 11 janvier - on se dit qu'il est peut-être déjà trop tard. La France, sans s'en rendre compte, par un long glissement, par calculs politiques des uns, par ambitions éditoriales des autres, est entrée, depuis longtemps, dans le scénario de la confrontation stupide et hystérique. Un scénario où - le présent chroniqueur peut en témoigner - le seul fait d'affirmer que l'islamophobie existe (à prendre dans le sens de la haine des musulmans) expose aux soupçons de la bien-pensance et des défenseurs du blasphème au nom de la défense de la laïcité. En cela, les propos d'Emmanuel Todd devraient servir à alimenter un débat d'urgence plutôt que les postures outragées des inevitables impostures médiatiques.

(1) Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse, Seuil.
(2) « Le 11 janvier a été une imposture », L'Obs (ex-Nouvel Observateur), 30 avril 2015

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



**Le social-libéral Hollande mécontente 8
Français sur dix, la droite divisée doit faire face à
la concurrence du Front national**

France : à droite toute !



La scène politique française bascule très curieusement sur sa droite. Le Parti socialiste qui a vu l'un des siens gagner l'Elysée et qui dispose seul d'une majorité à l'Assemblée nationale fait, à peu de choses près, l'inverse de son programme électoral ; le gouvernement installé depuis trois ans multiplie les mesures, très libérales pour les entreprises, très austères pour les salariés. Du coup, il est le grand perdant de toutes les élections intermédiaires, municipales, départementales, européennes, régionales l'an prochain. L'électorat de gauche est déçu, amer, inquiet et souvent très en colère.

La droite ne s'est toujours pas remise de la défaite de Nicolas Sarkozy. Celui-ci, après quelques fausses hésitations (« je crois bien que je vais arrêter la politique »...) a repris en main l'UDF, principal parti d'opposition, contrant ainsi ses deux principaux rivaux, son ancien Premier ministre, François Fillon et l'ex-bras droit de Jacques Chirac, Alain Juppé. Mais la ligne politique que promeut aujourd'hui Nicolas Sarkozy est sensiblement plus musclée, autoritaire, plus à droite en un mot que celle qu'il appliquait lorsqu'il était aux commandes de l'Etat français. Mardi, le bureau politique de l'UMP a décidé de donner un nouveau nom à cette formation politique : l'UMP devient « Les Républicains ». L'allusion au Parti républicain américain est plus que transparente. L'ex-président français n'a jamais caché sa fascination pour la vie politique américaine et plus particulièrement à sa frange très conservatrice.

Quand à l'extrême droite, incarnée par le Front national, elle multiplie les victoires électorales, preuve d'un ancrage aujourd'hui important dans toute la population française, tant au niveau géographique (pas une région n'y échappe) que sociologique : ouvriers, paysans, employés artisans, cadres, petits et grands patrons, beaucoup d'électeurs ont franchi le pas.

Mais, patatras ! voilà que le père, Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du Front national, et la fille, Marine Le Pen, présidente de la même formation, s'insultent depuis quelques jours dans les médias, en arrivant presque aux mains. L'objet de la dispute aussi violente que familiale ? Le contrôle du parti. Le Pen senior (86 ans) a perdu la première manche en se faisant exclure temporairement de son poste de président d'honneur. Du coup, il appelle publiquement à la défaite de sa fille et de son parti (dont il est le fondateur et le dirigeant historique depuis quarante ans) aux prochaines élections, menaçant même de créer sa propre formation ! Derrière les conflits de personnes qui frisent le grotesque, il existe aussi des divergences de lignes politiques. La fille qui rêve d'accéder notablement au pouvoir est désormais gênée par les

dérapages provocateurs et répétés, notamment antisémites, du père. Le père reproche à sa fille un programme social trop « social ». Bref, le Front national se divise aujourd'hui entre une extrême droite dure et une extrême droite quasi fasciste. Comme cette formation arrive à convaincre jusqu'à un quart de l'électorat dans les élections locales, on est un peu inquiet pour l'avenir du pays. Surtout quand le père et la fille désignent unanimement l'immigration comme la source de tous les maux de la société française. Car Jean-Marie et Marine Le Pen n'ont pas la moindre divergence dans le registre des insultes et menaces anti-musulmanes, anti-arabes ou anti-africaines.

MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL CONTRE HOLLANDE

« Mais comment en n'est-on arrivé là ? », comme on disait sur le Titanic. Bonne question ! Mais si les raisons sont nombreuses, les issues positives semblent rares.

Il y a tout d'abord, le mystère Hollande. Le chef de l'Etat célébrait hier, le troisième anniversaire de son élection. Elu président de la République le 6 mai 2012, François Hollande n'avait pas grand-chose à célébrer. 81% des Français jugent aujourd'hui son bilan négatif.

« C'est particulièrement le cas sur le plan des résultats économiques. Trois ans après son arrivée aux affaires, la dette, la croissance, le chômage sont toujours ses boulets. Honni par la droite, mal aimé par la gauche et contesté dans les rangs de sa propre majorité, son avenir électoral commence à sentir le roussi. En cas de second tour (pour les élections présidentielles de 2017), à en croire les sondages, « même Marine Le Pen le battrait », note l'Express.

La 1^{ère} erreur commise par François Hollande a été certainement à son arrivée à l'Elysée de sous-estimer l'ampleur de la crise économique qui a particulièrement secoué l'économie occidentale, et notamment l'économie française, en 2008 / 2010.

De même, pro-européen de conviction, François Hollande n'a pas contesté le cadrage particulièrement brutal imposé par la Commission européenne aux pays adhérents de l'UE. Second faux pas. Pour les eurocrates, la sortie de la crise ne pouvait passer que par des réductions budgétaires sévères, une crise d'amaigrissement brutale imposée notamment par les Allemands, pour contrer tout dérapage inflationniste, la vieille angosse teutonne. On connaît les résultats de cette politique aussi dogmatique qu'inefficace : la croissance est devenue nulle, interdisant toute réduction de la dette, le chômage est massif, l'inflation tant redoutée est nulle, voire négative, introduisant l'Europe dans une phase dangereuse de déflation. Perspective de croissance française en 2015 ?

+1% en 2015 et peut-être 1,5% en 2016. Pourtant en 2015, la conjoncture internationale est plutôt favorable : une certaine reprise américaine (les économistes libéraux mais pragmatiques des États-Unis ont, contrairement à l'Europe dogmatique, joué la carte de la reprise par les déficits budgétaires et la planche à billet du dollar), des crédits bon marché sur les emprunts internationaux, un euro affaibli ouvrant un afflux de liquidités dans la zone européenne. Et le pétrole est même redevenu bon marché ! Mais la crise économique internationale se poursuit, la petite reprise américaine s'essouffle et les économies montantes (Chine, Inde, Brésil...) rencontrent des difficultés. Et même le cours de l'or noir remonte !

La 3^{ème} erreur de François Hollande est plus surprenante. De tradition social-démocrate, le président français reste marqué par les erreurs des deux premières années du premier mandat de François Mitterrand, quand il était jeune conseiller à l'Elysée : les nationalisations, la relance par la consommation, trop de mesures sociales coûteuses... S'il est social-démocrate, François Hollande l'est mais plutôt à la manière anglo-saxonne ou allemande, pratiquant plus que de mesure parfois le libéralisme économique afin de redonner confiance aux entrepreneurs. Candidat à la présidentielle, François Hollande avait déclaré que « son plus grand ennemi était la finance ». A peine élu, voilà qu'il multiplie les cadeaux fiscaux aux entreprises, alignant 40 milliards de crédits divers à celles-ci, alors que la lutte contre les déficits budgétaires augmente sensiblement la fiscalité des ménages. Assisté de son nouveau Premier ministre, Manuel Valls et d'un nouveau jeune ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, tout aussi social-libéraux que lui, voilà qu'il détecte le code du travail, les retraites, la semaine de 35 h..., « trop de protections des salariés bloquent l'initiative patronale », au grand plaisir des entrepreneurs et à la grande rage des syndicalistes. On ne s'étonne donc pas que l'électorat de gauche qui recrute massivement chez les salariés et les fonctionnaires fait au mieux la moue, voire s'étrangle de colère et se réfugie dans l'abstention.

François Hollande peut-il aujourd'hui changer de politique ? Il n'en a guère le temps ni les conditions : la fin de mandat (deux années), sera marquée par les élections régionales où l'on prédit une nouvelle défaite à la gauche et la majorité actuelle commence à se frictionner sur les causes de l'échec. Mais, surtout, François Hollande semble sincèrement convaincu qu'il n'y a aucune autre ligne possible que la sienne. Mystère...

SARKOZY, LE RETOUR ?

A droite, la situation n'est guère meilleure.

re. Si Nicolas Sarkozy a réussi à remettre la main sur sa formation politique, « l'UDF - Les Républicains », il n'a pas encore convaincu les Français de l'intérêt de son retour aux affaires aux élections présidentielles de 2017 et n'en a même pas persuadé les dirigeants de son parti : Alain Juppé, son principal rival, est plus populaire et nombre de jeunes seconds couteaux s'agitent dans l'ombre ou publiquement, pensant d'abord à leur propre avenir politique. La gauche menant actuellement, peu ou prou, une politique économique et sociale de droite, l'opposition actuelle a quelque mal à inventer des solutions alternatives nouvelles et, bien sûr, encore plus libérales mais surtout, hélas, dépourvues de toute garantie d'efficacité.

De même, en cas d'alternance, les contraintes européennes joueront toujours négativement, tout au moins tant que la Commission européenne ne décide d'assouplir ses impératifs budgétaires et monétaires et accepte de sortir de son cadre dogmatique.

Une situation d'autant plus étrange que l'exécutif européen, la Commission européenne, est au-dessus de tout cadre démocratique : les instances européennes, à part le Parlement européen, sans aucun pouvoir, ne sont pas des instances élues et les citoyens européens ne pèsent nullement sur les décisions prises à Bruxelles ou Francfort, siège de la Banque centrale européenne.

Cette situation nourrit en France et ailleurs un sentiment croissant d'euroscépticisme. L'Union européenne qui avait un temps été vécue comme un dépassement de l'histoire et l'occasion d'une nouvelle croissance est aujourd'hui ressentie majoritairement comme un « machin » bureaucratique et autoritaire sans légitimité et loin des aspirations des gens. La sévère déculottée infligée de façon humiliante à la Grèce montre de surcroît que le « machin » est encore plus caricaturalement sévère et intransigeant pour les faibles et les petits, surtout quand ils sont pauvres...

RÉFORMER L'EUROPE ?

Tout cela explique un peu l'état d'esprit de nombre de mes concitoyens. Ils ne croient plus beaucoup dans l'Europe, ils ont été déçus par la droite, déçus par la gauche, toutes les familles ont vu leurs impôts sérieusement augmenter, elles connaissent toutes des problèmes de chômage, particulièrement chez leurs jeunes (25%, c'est le taux de chômage moyen chez les moins de 25 ans en Europe et en France).

Cela explique en partie, sans l'excuser, la montée du Front national, sur l'air du « on n'a tout essayé, ça n'a pas marché, alors pourquoi pas tenter ceux-là ? ». Mais si une partie de l'électorat français est tentée par le vote FN pour exprimer une opinion protestataire, une autre partie semble aujourd'hui convaincue du discours raciste et autoritaire de cette formation politique extrémiste. Ce qui est bien inquiétant pour le « cher et vieux pays ».

Du coup, on se prend à espérer que la grotesque querelle de famille entre les Le Pen père et fille, découragent les électeurs tentés et freinent un peu les plus enthousiastes.

Pour le reste, la prudence s'impose. Le retour à la croissance n'en pourra être, au mieux, que très progressif.

L'Europe fonctionne peu ou mal et la promesse de l'actuel Premier ministre, David Cameron, en pleine élections législatives anglaises, d'organiser en 2017 un référendum sur la sortie de Grande-Bretagne de l'Union européenne montre à l'évidence que le système communautaire se délite quelque peu.

Il faudrait réformer l'Europe ! Vaste programme... Pourtant, des aménagements doivent être trouvés rapidement si l'on veut maintenir un cadre unitaire entre l'Europe du Sud et de l'Est, qui subissent durement la crise et une Europe du Nord, politiquement puissante et qui ne s'en tire jusque-là pas trop mal : on aura le plus grand mal à maintenir un cadre unitaire autoritaire si les peuples ne sont pas traités de manière égale. Une réforme des mécanismes européens devrait également viser à une harmonisation des politiques extérieures, notamment au moment où de vives tensions se manifestent dans des régions frontalières du Petit Continent, qu'il s'agisse du Proche-Orient ou de la frontière russe (Ukraine).

MOYEN-ORIENT ET MONDE

Ce qu'ont réellement semé les Américains en Irak

L'Orient
LE JOUR

En 1997, dans son ouvrage *Le Grand Échiquier*, le politologue américain Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter, énonce clairement que pour maintenir leur position hégémonique au sein du système international, les États-Unis doivent tenir en échec les velléités de puissance des acteurs régionaux au Moyen-Orient. Après l'invasion du Koweït puis la guerre de la coalition contre l'Irak de Saddam Hussein en 1991, cela signifie dans une large mesure empêcher l'Irak d'accéder à une position dominante sur la scène régionale. Cette vision géopolitique de l'Irak et du rôle de pivot auquel aspire Bagdad sous Saddam Hussein explique la méfiance croissante des États-Unis de la guerre de 1991 à celle de 2003, en passant par l'intervention aérienne américaine baptisée Desert Strike entre août et septembre 1996.

Au lendemain du 11 septembre 2001, la préférence de certains membres de l'administration Bush, comme le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et son assistant Paul Wolfowitz, pour une guerre contre l'Irak en 2003, en dépit de l'absence de tout lien avéré avec les attentats, révélera que les motifs d'invasion de l'Irak sont d'ordre géopolitique. La vision réaliste recherchait les moyens de garantir la pérennité de l'hégémonie américaine, il s'agit d'une question de puissance nationale comme l'expliquera Phillis Bennis, analyste spécialiste du Moyen-Orient pour le magazine *Foreign policy*, et membre de l'Iraq Speakers Bureau dans son article *Understanding the US-Iraq Crisis*. Pour Zbigniew Brzezinski, l'«expansion de la puissance américaine, idée centrale de la politique étrangère de Bush, implique de redessiner la carte du Moyen-Orient. Cette perspective implique le contrôle américain de l'Irak». Les théoriciens néoconservateurs mettront en application la théorie de l'instabilité constructive

Le 1er mai 2003, le président américain George W. Bush déclarait la mission accomplie. 13 ans après, l'Irak, laboratoire d'essai de la théorie du «chaos créateur», est toujours dans la tourmente.



pour générer des tensions, affaiblir ainsi l'État central et contribuer à sa désintégration.

CHAOS CRÉATEUR

Myriam Benraad, politologue, spécialiste de l'Irak et auteur du livre *Irak*, La revanche de l'histoire, de l'occupation étrangère à l'État islamique, revient sur la notion de chaos créateur, versant de la doctrine de la «guerre permanente», comme thème central de l'intervention en Irak. Les néoconservateurs, qui reprennent à leur compte la thèse d'Huntington sur le «choc des civilisations» et celle de Fukuyama sur la «fin de l'histoire», misent sur le renversement du régime de Saddam Hussein pour faire triompher la démocratie au plan politique et l'économie libérale de marché. «Au cœur de cette théorie de choc appliquée au monde arabe, figure la centralité de la question israélo-arabe. Les néoconservateurs, après l'échec du processus d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens, considéraient qu'il fallait trans-

former le Moyen-Orient avec pour point de départ l'Irak. Dans une vision très inspirée du modèle ex-soviétique, ils soutenaient que la nouvelle démocratie irakienne se propagerait à l'échelle du monde arabe, dernière région opposant une résistance à la fin de l'histoire», rappelle Myriam Benraad. Le troisième dessein de Washington était de favoriser l'ascension au pouvoir d'Irakiens de confession chiite opposés au régime de Saddam Hussein, comme moyen d'un renversement consécutif du régime islamique iranien. Dans les projections américaines, un pouvoir détenu par des Irakiens de confession chiite favorables à Washington aurait inéluctablement fragilisé le régime de Téhéran et menacé sa survie. «Cette vision a eu des effets désastreux et semé les germes d'une violence sans fin. Les Américains ont une responsabilité écrasante dans la déstabilisation du monde arabe initiée depuis l'Irak et qui a produit récemment un retour en force de l'autoritarisme dans sa forme la plus débridée», précise la chercheuse.

RÉPONSE FORTE

Dans un premier temps, les États-Unis ont soutenu activement le gouvernement de Nouri al-Maliki et sa politique de marginalisation des sunnites d'Irak. À l'origine, la thèse portée par les néoconservateurs est celle d'une «connexion» entre Ben Laden et Saddam Hussein, dans leur stratégie de mise à bas d'un sunnisme incarnant l'autoritarisme et le terrorisme.

Myriam Benraad explique le rôle de l'opposition chiite dans ce processus de marginalisation «en assimilant le sunnisme au régime baassiste et en procédant à une réécriture de l'histoire. Au départ, les sunnites étaient les tenants du nationalisme irakien, mais cette position a volé en éclats au moment des deux sièges de Fallouja en 2004. Il fallait alors une réponse forte, la constitution d'un État propre aux sunnites, l'organisation qui sera précisée en octobre 2006». Nouri al-Maliki accède au pouvoir un peu avant cette date. Il est dans un premier temps perçu comme un Pre-

mier ministre faible, «mais les Américains vont non seulement réaliser qu'il est un fin stratège, mais surtout il s'installe dans une logique autocratique à l'instar de son ancien adversaire Saddam Hussein. Il conduira une répression généralisée contre les sunnites qui réclamaient au départ pacifiquement des réformes», soutient Myriam Benraad. Cette politique pavera la voie à la constitution de l'État islamique qui «récupère» les sunnites en rupture avec le gouvernement central et l'armée. Selon Myriam Benraad, la Syrie offrira des ressources supplémentaires à cette élite irakienne, souvent d'anciens membres du parti Baas et officiers, qui forme et conduit l'État islamique.

QUELLE SOLUTION AUJOURD'HUI ?

Malgré les transformations du système international, le vide stratégique laissé par le retrait américain et le pivot à l'Est contribue à entretenir la dynamique conflictuelle à l'œuvre depuis le début de l'intervention en Irak. Dans un contexte où les rapports de forces globaux sont évolués, les États-Unis ne peuvent plus mener de politique unilatérale en adéquation avec leurs seuls principes et intérêts. La prétention des nouveaux acteurs régionaux à exercer le leadership a exacerbé les conflits qui s'expriment aujourd'hui sur un mode confessionnel. Si pour certains analystes, la fin de la guerre en Irak et en Syrie ne peut être qu'une affaire régionale à travers une coopération entre puissances opposées, Myriam Benraad estime que la solution ne réside pas dans un tel dialogue largement improbable. «Comment attendre de ces États voisins s'affrontant en Irak et en Syrie dans d'impitoyables et incessantes guerres par procuration qu'ils favorisent un quelconque règlement ? Les solutions sont avant tout irakienne et syrienne, et il faut donc directement aider ces pays à se relever en se tenant à l'écart des ingérences régionales autant que possible.»

Dina Toki-O : la blogueuse musulmane au turban

Blogueuse, youtubeuse et créatrice de vêtements, Dina Torkia est la nouvelle porte-parole des modeuses voilées. La chaîne anglaise BBC3 a suivi la «hijabista» lors de sa participation au concours Miss Monde musulmane et en a tiré un documentaire.

LEFIGARO



Piercing au nez, iPhone greffé à la main, slim en cuir et voile noué autour de la tête. Dina Torkia, alias Dina Toki-O sur les réseaux sociaux, est une jeune blogueuse âgée de 25 ans. D'origine égyptienne mais ayant grandi à Londres, elle est devenue en quelques années le symbole des hijabistes, des musulmanes portant le voile et passionnées par la mode. Après avoir abandonné des études de design à l'université parce qu'elle «portait le voile et que l'enlever aurait été bizarre», Dina décide de commencer un blog en 2011 pour «montrer au monde que l'on peut être magnifique et porter le hijab», comme elle l'explique sur le site britannique du Guardian.

Conseils maquillage, vidéos humoristiques avec son époux, Sid, et tutoriels pour apprendre à nouer son hijab de manière stylée, Dina Toki-O est suivie par plus de 170.000 internautes sur sa chaîne YouTube. Mais c'est grâce à sa marque de vêtements Days of Dolls, qui allie style urbain et respect des codes vestimentaires musulmans, que la créatrice se fait connaître : imprimés aztèques, capes longues et turbans disponibles sur le site Liberty, marque anglaise de prêt-à-porter. Puis, comme toute fashionista qui se respecte, elle ouvre un compte Instagram et enregistre rapidement 418.000 followers.

Pour celle qui porte le hijab depuis l'âge de 11 ans, le chemin vers la réussite n'a pas toujours été facile : problèmes alimentaires à l'adolescence, difficulté à se faire accepter à l'école... Elle affirme

sur son blog que sans ce voile, elle ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Et ajoute qu'elle souhaite «changer les mentalités» sur les clichés dont souffrent les musulmanes. «Penser qu'une femme musulmane porte une longue robe noire est un stéréotype, explique Dina. Les gens s'imaginent que notre style nous indiffère, comme si les femmes voilées ne pouvaient pas s'habiller bien.»

La BBC3 a choisi Dina pour mener à bien un documentaire diffusé en mars dernier, *Muslim Beauty Pageant and Me*, consacré au concours Miss Monde musulmane 2015 qui s'est tenu fin novembre en Indonésie. Telle une «ambassadrice» et, surtout, une participante, la blogueuse est partie à la rencontre des autres participantes et a partagé les coulisses des séances de maquillage et des shootings photo avec le public britannique.

En plus du documentaire, la chaîne a offert à Dina une page sur son site Internet : Mon hijab et moi. Une page interactive qui laisse la parole à d'autres femmes voilées. On peut notamment y lire le témoignage de Sheimah, une vlogueuse (blogueuse vidéo). Voilée, vivant à Barcelone, elle raconte avoir ôté son foulard à Paris car elle ne se sentait «pas à l'aise» face aux regards des autres.

Star du Web et reporter d'un jour pour la BBC3, Dina Torkia, qui se veut le symbole des femmes musulmanes et féminines, aspire à trouver sa place sur le petit écran. «Il n'y a vraiment pas assez de femmes voilées à la télévision», a-t-elle déjà lancé.

Maroc : cinq indiscretions sur le mariage du milliardaire libanais à Marrakech

TELQUEL

L'homme le plus riche du Liban, Najib Mikati, a mobilisé toute la ville de Marrakech pendant le week-end du 25 et 26 avril pour le mariage de son fils. Ce que l'on sait du mariage le plus prestigieux de la ville ocre. Le week-end du 25 avril, la ville ocre a accueilli le mariage du fils de Najib Mikati, plus grande fortune du Liban. Et les noces de Malik et Rif Mikati ont largement été relayées dans la presse, provoquant spéculations et rumeurs.

Du coup, les deux sociétés qui se sont chargées de l'organisation de l'événement, la libanaise Once by Ziad Raphael Nasser et la marakchite Delight Event, ont publié un communiqué commun dans lequel elles démentent le vrai du faux et livrent des détails sur l'organisation de l'un des plus grands mariages organisés dans la ville ocre. Tour d'horizon.

1. Les jeunes époux sont tous deux de nationalité libanaise, contrairement à ce qui a été relayé dans plusieurs médias qui ont évoqué une fiancée marocaine.

2. Le mariage s'est déroulé en trois jours, avec une cérémonie marocaine organisée le vendredi 24 avril dans la palmeraie de Marrakech, un dîner de gala qui a nécessité la privatisation du Palais Badii le samedi et, dimanche, un brunch dans les jardins du palace La Mamounia.

3. 950 invités ont pu assister à l'événement, venant du monde arabe essentiellement mais aussi des quatre coins du globe. Le transport de ces convives a nécessité trois Dreamliner de la compagnie Royal Jordanian spécialement affrétés pour l'occasion, ainsi que 20 avions privés. Tous ont été logés à la Mamounia qui a été entièrement privatisée, mais aussi dans les hôtels Royal Mansour, Four Seasons, Palais Namaskar et Sofitel.

4. C'est le célèbre couturier libanais Elie Saab qui a dessiné la robe de la mariée. D'ailleurs, il était présent à l'événement.

5. Les festivités ont notamment été assurées par Cheb Khaled (vendredi soir), mais aussi par Amr Diab et Michel Fadel (samedi), ce dernier étant accompagné d'un orchestre de plus de 100 musiciens.



BeIN Sports : «L'argent du Qatar n'est pas bon pour tout le monde»

Trois ans après son lancement et plus de 2 millions d'abonnés plus tard, BeIN Sports cumule les droits des compétitions sportives et s'installe dans le paysage médiatique français, non sans une certaine défiance.

Le nouvel Observateur

L'immeuble s'appelle «la Factory». Un paquebot gris acier amarré dans le quartier flamboyant neuf Rives de Seine, à Boulogne-Billancourt. A quelques encablures de «l'Equipe» et à portée de canon de la «rivale» Canal+. Depuis bientôt trois ans, beIN Sports occupe les trois derniers étages du bâtiment. Au premier ? Le siège administratif du Paris Saint-Germain, également propriété de l'émir du Qatar depuis 2011. Trois studios, des régies, des salles de montage, la division marketing, les salles de réunion baptisées Miami, Doha ou Singapour et même la vue sur la tour Eiffel.

La visite guidée est complète. «Au total, ce sont 350 équivalents temps pleins qui travaillent ici pour une moyenne d'âge de 32 ans», annonce Caroline Fournajoux, la responsable de la com. Parmi eux, 80 journalistes qui, à première vue, font baisser la moyenne d'âge : «Beaucoup de jeunes, c'est vrai, mais il y a aussi des journalistes d'expérience», s'empresse de préciser Florent Houzot, le directeur de la rédaction, débauché d'Infosport (Groupe Canal+) il y a trois ans pour organiser l'équipe aux côtés de Charles Biétry.

Ambiance bar des sports dans l'open space, où chaque rubrique affiche ses couleurs à travers des écharpes ou maillots suspendus au plafond. «On est forcément un peu supporter», sourit un journaliste en quittant son fauteuil customisé aux couleurs du RC Lens. L'équipe basket de nuit – diffusion de la NBA (le championnat US) oblige – laisse place à la team tennis pour son magazine quotidien. Et pendant que Florent Houzot énumère en détail les épreuves à venir, dont le prestigieux tournoi de Wimbledon arraché l'an passé à Canal+, le journaliste présentateur Thibault Le Rol lui lance dans un clin d'œil : «Ça fait quelques heures sup, un chef ?»

La cadence est effectivement soutenue, au rythme d'une grille composée au gré des acquisitions des droits des compétitions sportives. «Notre ligne éditoriale consiste à proposer tous nos événements en direct et à laisser le choix à nos abonnés.» Le téléspectateur peut donc jongler entre beIN Sports 1 et 2, dédiées en grande majorité au foot, beIN 3, chaîne omnisports lancée en septembre dernier, ou encore les sept chaînes dites Max, canaux événementiels qui proposent matchs et événements sportifs en direct. De quoi occuper les troupes et les pigistes appelés en renfort le week-end : «Nous avons un taux de rentabilité de journalistes qui n'est pas mal», lâche Florent Houzot. Qu'en disent les intéressés ? Pas grand-chose. Il est demandé aux journalistes de ne pas s'exprimer sans accord préalable. «Ce n'est pas que je ne peux pas, c'est que je ne veux pas parler», concède pour sa part Gisela Alvarez, déléguée syndicale. Tout juste sait-on que les salaires sont calqués sur ce qui se pratique ailleurs et que, contrairement à l'idée reçue, Doha est loin de signer des chèques en blanc pour débaucher la concurrence. «En haut de la pyramide, il y a beIN Media Group qui gère la tirelire, et pas n'importe comment», résume Florent Houzot.

BeIN Media Group, l'entité sports créée en 2014, indépendante d'Al Jazeera Media Network, est présente dans 32 pays à travers le monde. Elle est présidée par Nasser Al-Khelaifi (également patron du PSG), qui a dirigé la succursale française avant de céder sa place à Yousef Al-Obaidly. C'est l'unique antenne en Europe. Même si d'autres pays, comme la Turquie, pourraient suivre prochainement. «Tout est question d'opportunité, nous sommes dans le monde des affaires», glisse-t-on à la direction générale.

La gestion de notre groupe est extrêmement serrée en termes de coûts et il ne s'agit pas de faire n'importe quoi.

Des affaires, mais pas à n'importe quel prix. La preuve ? La renégociation des droits de la Ligue 1 en avril



2014 pour les saisons 2016 à 2020. Si la cagnotte de 748,5 millions d'euros par an est un record, Canal+ décroche le gros lot et les trois meilleures affiches de chaque journée pour 540 millions d'euros. Pour sa part, beIN Sports débourse 186,5 millions pour les sept matchs restants. «Pour nous, ce sont des droits remarquablement bien achetés, glisse Laurent de Camas, directeur Business Development et Marketing de beIN Sports. La gestion de notre groupe est extrêmement serrée en termes de coûts et il ne s'agit pas de faire n'importe quoi.» Les dirigeants de Canal+ apprécieront, mais il est clair que la chaîne cryptée a chèrement acquis (145 millions supplémentaires) le droit de diffuser un championnat jugé encore il y a peu moribond. Mais ça, c'était avant. Avant l'émergence et le rayonnement du PSG et de ses stars version qatarie, dont Canal+ va pouvoir diffuser en exclusivité tous les matchs de L1 au nez et à la barbe de sa rivale. Cocasse.

Après avoir décroché l'intégralité de la Coupe du Monde 2014 au Brésil, la chaîne va en effet diffuser la totalité de l'Euro de Foot 2016 en France.

A BeIN Sports, on se veut beau joueur, mais on rappelle que les matchs du club de la capitale sont visibles en différé. Même chose pour les matchs de Ligue des Champions, pour lesquels Canal+ dispose en exclu d'une affiche par soirée et profite des exploits de Zlatan et consorts... Et la chaîne de communiquer : «Les matchs qui comptent sont sur Canal+». La riposte beIN Sports est plus ciblée. Elle est internationale. Après avoir décroché l'intégralité de la Cou-

pe du Monde 2014 au Brésil, la chaîne va en effet diffuser la totalité de l'Euro de Foot 2016 en France. «Pour le Mondial au Brésil, on est passés de 1,7 million à plus de 2 millions d'abonnés en trois jours !», se souvient, enthousiaste, Florent Houzot. Des téléspectateurs de circonstance (l'abonnement est sans engagement) convaincus finalement d'investir les 11 euros par mois demandés. Depuis, l'abonnement a subi deux hausses en deux ans et est désormais proposé autour de 13 euros (selon les opérateurs). «Deux augmentations prévues de longue date», réplique Laurent de Camas. Le déficit opérationnel de l'ordre de 2,2 milliards d'euros calculé par Natixis sur la période 2012-2020 ? No comment. Mais chez beIN, on n'oublie pas de rappeler que Natixis détient des parts (5 %) de Vivendi (actionnaire de Canal+).

Dans ce match où les coûts volent haut, la chaîne n'hésite jamais à muscler son jeu et son offre, piquant la Coupe d'Europe de rugby, la NBA, la Liga espagnole de foot ou le tournoi de tennis de Wimbledon à Canal+. «On s'adapte à ces acquisitions et, depuis trois ans, ça nous a pas mal réussi», veut croire Florent Houzot. Charles Biétry, l'ex-directeur des sports de Canal+, conseiller de Nasser Al-Khelaifi, «French ambassador» et caution médiatique du groupe, devait ouvrir certaines portes. Il les a refermées à l'automne 2014, en quittant le groupe, «usé», confiait-il alors.

J'ai entendu des choses sur beIN dans des réunions qui me choquaient, du genre : «On ne va pas confier le Top 14 à Al-Qaida !» Elles me faisaient parfois penser que j'étais plus dans un

meeting du Front national que dans une assemblée de la Ligue.

Et pour cause, la tâche est dure et l'actionnaire qatari, pas toujours bien accueilli. «L'argent du Qatar n'est pas bon pour tout le monde», résume Florent Houzot. Une défiance qui s'affiche au grand jour lors de la négociation des droits du Top 14 de rugby qui intéressent beIN Sports. «J'ai entendu des choses sur beIN dans des réunions qui me choquaient, du genre : «On ne va pas confier le Top 14 à Al-Qaida !» Elles me faisaient parfois penser que j'étais plus dans un meeting du Front national que dans une assemblée de la Ligue...», témoigne alors Mourad Boudjellal, le président du club de Toulon. Une plainte a été déposée. Et puis il y a quelques «oublis» répétés qui finissent par agacer. Comme ce repas, le 26 mars dernier à l'Elysée, où les journalistes et les dirigeants des chaînes de sport sont reçus, mais pas beIN Sports. «La reconnaissance qui m'intéresse vient des abonnés», se console Florent Houzot.

Il y a, enfin, le contexte international du Moyen-Orient. «Le Qatar finance le PSG... et le terrorisme», proclamait une banderole au stade Furiani lors du Bastia-PSG. Etonnement également à la direction de beIN, après l'attentat à «Charlie Hebdo», de ne pas voir arriver de car de police à l'heure où tous les médias sont placés sous protection. «Nous sommes un peu circonspects ; pourtant, nous investissons de l'argent en France», commente-t-on à la direction. Et ce n'est pas près de s'arrêter, au moins jusqu'au Mondial 2022 si controversé organisé au Qatar.

Médias: serions-nous plus heureux sans les informations ?

L'écrivain et scénariste britannique Jesse Armstrong est accro à l'info, au point de ne pas réussir à se détacher des gros titres pendant plusieurs minutes. Alors il s'est fixé un défi : pas d'infos pendant un mois.



Courrier international

The Guardian, le matin. Radio 4, toute la journée. Les sites de la BBC, BBC Online, du Guardian et Twitter ouverts toute la journée sur l'ordinateur. Voilà comment Jesse Armstrong décrit sa consommation quotidienne d'informations. Sur le site du Guardian, il a raconté son expérience de désintoxication : un mois sans informations. «Quand j'ai commencé mon sevrage, les repères de ma journée ont disparu. Si je n'écoutais pas World at One [une émission d'information de BBC Online], pourquoi prendre ma pause déjeuner à 13 heures ? [...] Sans aucun site d'info à aller regarder, me voilà perdu pendant mes pauses.»

L'écrivain et scénariste commence alors à ressentir un appétit dévorant pour les infos qu'il a laissées en suspend : Syriza, l'organisation Etat islamique (EI), Podemos, etc. «Me voilà plein de curiosité et de peur de rater quelque chose.»

L'ABSTINENCE NUMÉRIQUE, UN NOUVEAU CREDO

Mais les jours passent, et l'écrivain commence à changer. «Je me sens légèrement plus joyeux, plus léger. Le matin, je regarde mes courriels, et une fois que c'est fait, je n'ai pas d'actu à aller lire. Pas de débat avec moi-même sur Charlie Hebdo. [...] Pas de tentative de mettre les événements en perspective, ou de formuler une théorie sur le libéralisme.» Cette liberté a-t-elle un coût, s'interroge Jesse Armstrong. «Est-ce grave que je ne sache pas ce qui se passe en Syrie ? Même si je suis impuissant, j'ai la sensation que la culpabilité est importante. C'est notre tribut de nous sentir coupable face à tout cela.»

TWITTER ? FACILE. LES JOURNAUX DU WEEK-END ? PLUS DIFFICILE

Jesse Armstrong décrit précisément sa sensation de manque : il n'a aucun mal à renoncer à Twitter. Les journaux du week-end, en revanche, sont ceux qu'il regrette le plus. Il raconte aussi sa panique lorsqu'il entend un collègue évoquer le «scandale HSBC» et qu'il redoute de perdre sa maison. Avant d'être rassuré par sa famille, qui refuse malgré tout de lui dire quoi que ce soit sur l'affaire SwissLeaks.

Sur la durée, il commence à apprécier de ne pas être au courant de ce qui se passe, et à être plutôt serein. «C'est sans doute important que quelqu'un soit au courant de tout ce qui se passe d'horrible dans le monde. Mais faut-il que ce soit moi ? Je me suis construit mes petites opinions au fil du temps, et j'ai du mal à imaginer qu'une info puisse réellement m'influencer. L'info n'est plus qu'un grand système qui me permet de me conforter dans mes préjugés sur le monde.»

UN MOIS RATTRAPÉ EN UNE MATINÉE

C'est par les résultats sportifs que Jesse Armstrong remet un pied dans l'information. Puis, il demande un résumé exhaustif de ce qu'il a raté pendant les trente derniers jours. «HSBC, Straw et Rifkind [deux anciens ministres britanniques pris en flagrant délit de corruption], les adolescentes qui ont fugué en Syrie, Poutine et le meurtre [de Boris Nemtsov], l'Ukraine, Syriza. Un mois loin de tout ça, une matinée pour tout rattraper.»

Jesse Armstrong va-t-il prendre de nouvelles habitudes après son expérience ? «Un peu moins de Twitter, beaucoup moins de journaux gratuits», assure-t-il. Et de conclure : «Ce que nous lisons ou regardons est un reflet de ce qui nous intéresse et de ce que nous sommes ; difficile d'y échapper.»

Ôter le voile ou pas. Là est la question

L'appel du journaliste, Chérif Al-Choubachi, aux femmes de se réunir début mai sur la place Tahrir, pour ôter le voile, a eu l'effet d'un pavé dans la mare. Télévision, réseaux sociaux et presse se relaient l'information et les polémiques.



« Je propose que des filles ôtent leur voile, lors d'une manifestation sur la place Tahrir la première semaine du mois de mai, sous la surveillance d'hommes pour les protéger, et je serai le premier parmi ces hommes. Il faut aussi bien sûr prévenir la direction de la sûreté du Caire pour garantir la protection. Prière de me contacter pour étudier cette idée qui aura un impact aussi fort que celui de l'acte de Hoda Chaarawi en 1923 ». Voilà ce que Chérif Al-Choubachi a écrit sur sa page Facebook, le 6 avril dernier. La célèbre féministe égyptienne à laquelle il fait référence a été la première femme égyptienne à se débarrasser du voile qui cachait alors le visage des femmes. Or, lorsqu'elle a entrepris son action, elle n'a pas eu besoin de la protection des hommes, et encore moins de celle de la police. Depuis 1923 jusqu'à aujourd'hui, effectivement, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et le voile est devenu plus une bataille politique qu'un choix individuel ou religieux. Cette annonce d'ôter le voile, place Tahrir, est ainsi entrée d'emblée dans la bataille politique, étant jugée comme une action qui vise d'abord à frapper l'influence de la confrérie des Frères musulmans en Egypte, et le journaliste s'est vu pris dans un tourbillon qui a fait beaucoup de vagues. En voici un exemple : « La coalition de soutien au fonds Vive l'Egypte a critiqué l'appel à la manifestation

pour ôter le voile, et l'a jugé comme une atteinte aux fondements religieux, qui a exploité l'appel du président à réformer le discours religieux des fanatiques », rapporte le journal Al-Bédaya sur son site en ligne. « Le chef de la coalition Tareq Mahmoud a demandé de ne pas faire porter au président la responsabilité d'actes de personnes qui veulent atteindre des buts personnels en ce moment difficile en Egypte. Selon lui, le peuple égyptien doit s'unir pour faire face à toutes les idées fanatiques et tordues ». Le quotidien Al-Shorouk rapporte, pour sa part, qu'une activiste dans le domaine des droits de l'homme a présenté une plainte contre Al-Choubachi, avançant que « cet appel sème la zizanie dans la rue égyptienne, au moment où le peuple attend de Choubachi qu'il appelle à une manifestation pour soutenir l'armée et la police ». Et d'ajouter : « Nous n'obligeons personne à porter le voile, mais nous refusons que quelqu'un nous oblige à l'enlever ». L'affaire a enflammé les réseaux sociaux, où ont circulé toutes sortes d'avis.

ENTRE FATWAS ET LIBERTÉ INDIVIDUELLE

L'affaire a pris tellement d'ampleur que le mufti d'Arabie saoudite est entré en scène, avec une fatwa largement relayée par les sites islamistes « le mufti Cheikh Abdel-Azizi Ben Abdallah Al-Cheikh a décrété que l'appel à ôter le voile est un acte diabolique et ceux qui le cautionnent sont en grand danger », affirme la fatwa. Et d'ajouter que les



préceptes de la religion ne peuvent pas être abolis par ce genre de rassemblement et que le voile est un honneur pour la femme et une protection. L'institution d'Al-Azhar a aussi clos le débat en déclarant que le voile est « une question de religion qui n'est pas soumise à interprétation ».

Mais au-delà de ce débat religieux, l'appel de Chérif Al-Choubachi a fait bouger les eaux dormantes et a suscité un débat qui était inimaginable, il y a quelques années avant la révolution égyptienne. Au-delà également des batailles d'ordre politique autour du voile, un autre débat a pointé du nez, celui de la liberté individuelle. « La société civilisée n'est pas jugée en tant que telle parce que la majorité des femmes sont voilées ou non, mais c'est plutôt une société qui dépasse la question du corps de la femme pour la traiter comme un être humain avec ses qualités et ses dé-

fauts, sans regard pour ce qu'elle a choisi de cacher ou non de son corps. La société civilisée est celle qui ne se donne pas le droit d'obliger la femme à quoi que ce soit en dehors de sa liberté », écrit Dalia Ziada dans Al-Masry Al-Youm. Cette auteur voilée de surcroît ajoute : « Ces personnes, qui appellent aujourd'hui les femmes à enlever leur voile sur la place Tahrir, ne sont pas à mon sens différents de ceux qui l'ont imposé de force dès le départ. Tous violent la liberté de la femme et s'ingèrent dans le plus bas de ses droits : son apparence. Notre problème c'est le voile de l'esprit qui a été jeté sur les Egyptiens, via des canaux politiques en habits d'hommes de religion ». Elle continue en disant : « Si vous faites un sondage parmi vos voisins ou sur votre lieu de travail, auprès des femmes sur la raison du port du voile, vous allez découvrir que la majorité l'a porté pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la

religion et que, souvent, elles ont été poussées à le faire par l'autorité d'un homme, un père, un mari, un frère qui a été convaincu par un autre que sa virilité ne peut s'accomplir que s'il oppresse une femme. Et dans certains cas, ce sont les mères qui obligent leur filles à le faire pour éviter les qu'en dira-t-on. Ceux qui appellent à ôter le voile sur la place Tahrir ont oublié toutes les contraintes dont souffrent la femme dans sa vie quotidienne, à commencer par le harcèlement sexuel et à finir par la violence conjugale ».

Le quotidien, paraissant à Londres, Al-Hayat, relève dans un reportage publié sur cette affaire qu'« il a paru clair que les premières réactions, notamment des jeunes femmes et hommes confondus que cet appel est refusé. Une partie des avis s'est appuyée sur l'argument religieux, mais le plus étonnant et significatif est la plus grande partie des réactions qui s'est appuyée sur le concept de liberté individuelle ».

Tunisie: un mois de mai explosif

Alors que l'économie tunisienne est au plus mal, les mouvements sociaux s'accumulent et menacent la stabilité du pays. L'UGTT accuse les hommes d'affaires.



Le Point

De l'opérateur téléphonique Tunisie Telecom en passant par la déchetterie Ecoti, des magistrats aux enseignants, des agents de la santé aux agents municipaux du Kef, la Tunisie subit une pluie de grèves sur le point de faire déborder le lit de la rivière sociale. Houcine Abassi, secrétaire général de l'UGTT, a prévenu lundi qu'une « seconde révolution sociale était imminente ». L'homme a ensuite fustigé le comportement des élites économiques. Selon lui « la plupart des hommes d'affaires tunisiens courent derrière les avantages, éludent le paiement de l'impôt, soutiennent la centralisation économique et refusent l'investissement dans les régions intérieures ». Résultat : le patronat s'est offusqué de ces déclarations. D'autant

qu'Abassi, sur sa lancée, a estimé qu'un « bon nombre d'hommes d'affaires en Tunisie se contentent de leurs postes de prestige au sein de l'UTICA et oeuvrent à privatiser toutes les entreprises publiques pour soutenir la logique d'exploitation des ouvriers ».

UN DIALOGUE SOCIAL EN STAND-BY

Un comble pour le tandem UGTT-UTICA qui a mené le dialogue national durant les dernières crises politiques. In fine, le leader syndical a mis en mots ce que l'on peut constater sur le terrain à travers tout le pays. A savoir que des revendications irrationnelles se superposent à une souffrance sociale de ceux qui ont un emploi. Le tout sur fonds de désillusion post-révolution. L'inflation (plus de 5,6% sur les douze derniers mois) lamine les portefeuilles, le chômage mine la jeunesse, les hôpitaux manquent de tout, l'Etat n'a aucune marge de manœuvre budgétaire... "Il

ne manque qu'une étincelle pour que ça s'embrase", constate un homme d'affaires de Kasserine, dans le centre du pays. Ce quinquagénaire affiche sa lassitude. Et renvoie dos-à-dos politiques et grévistes. Il fustige le manque de « stratégie, l'absence de cap économique avec des objectifs à court, moyen et long terme ». A 150 kms de là, à Gafsa, un symbole est paralysé : la Compagnie des phosphates de Gafsa.

LE PHOSPHATE À L'ARRÊT

La CPG, un fleuron de l'économie tunisienne, connaît une situation économique dramatique depuis plus de deux ans. Les sites sont bloqués par des sit-in, grèves, absentéisme, sabotages divers... De jeunes chômeurs ont mis en place un état autour du site, réclamant des emplois. Résultat : la production a chuté en 2014 de 72% ! Plusieurs milliards de dinars de perte. L'un des dirigeants de la

CPG a menacé de mettre à l'arrêt toutes les machines si aucun wagon de phosphate ne parvenait sur le site. Pendant ce temps-là, le groupe chinois Wengfu observe la situation, ne cachant pas son intérêt pour l'entreprise. Les gouvernements passent et la situation perdure à la CPG. C'était une priorité de l'ancien premier ministre Mehdi Jomâa. Echec. L'alliance Nidâa Tounes-Ennahdha qui dirige aujourd'hui le pays n'a pas de solutions miracles. Les quelques interventions policières menées à Redeyef en janvier dernier ont aggravé les choses, les forces de l'ordre ayant fait preuve de « démesure » dans l'usage de leurs forces... A l'Utica, sa présidente Ouided Bouchamaoui propose d'indiquer les pertes quotidiennes à la télévision. Ce qui était l'un des premiers groupes mondiaux de ce secteur résume la complexité de la situation sociale. Un enchevêtrement de situations irrécyclables. Ceux qui n'y travaillent PAS bloquent les sites afin d'y obtenir un emploi. Ceux qui y travaillent réclament une amélioration de leurs conditions de travail. Sans oublier le difficile statut de cette région intérieure, oubliée de la dictature Ben Ali comme de la Troïka qui a gouverné après la révolution. Un casse-tête tunisien.

UN 1ER MAI LOURD DE MENACES

Plus au nord, au Kef, ce sont les agents municipaux qui sont en grève depuis six jours. Les poubelles ont pris possession de la ville faute de ramassage. Depuis le 28 avril, les agents de la santé publique ont débrayé. La situation catastrophique des hôpitaux, constatée à Kairouan, Siliana, Kef... exige une re-fonte des infrastructures. Le ministre de la santé, le polytechnicien Saïd Aïdi, ne compte pas ses heures. Mais remettre sur pied le secteur nécessite des sommes que le gouvernement n'a pas. L'Association des magistrats tunisiens (AMT) a observé une grève pour protester contre d'éventuelles nominations au Conseil supérieur de la magistrature. Les enseignants multiplient les actions, les examens du secondaire ayant été annulés lors du dernier trimestre. Les 12 et 13 mai les instituteurs ne travailleront pas... Demain, à travers la Tunisie, on célébrera la fête du travail. Le pays retient son souffle. Le leader de l'UGTT a estimé lundi qu'une explosion sociale générerait un chaos incontrôlable...

FORFAIT CLIM
À **4990** DA TTC

PACK PURETÉ ET FRAÎCHEUR

RESPIREZ UN AIR PUR ET FRAIS.

GRATUIT | NETTOYAGE ANTI-BACTÉRIEN.
TRAITEMENT PURIFIANT HABITACLE.

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 JUIN 2015 CHEZ DIAMAL ET SON RESEAU PARTICIPANT

DIAMAL 3 ans de garantie et d'assistance ou 100 000 Km

Information Réseau Opel : 021 98 00 12

Wir leben Autos.

KITEAL

MEUBLES & DÉCORATION

SALON
SALLE À MANGER
séjour

DECO

RANGEMENT

ACCESSOIRES CUISINE
SALLE DE BAIN
PETIT-ELECTRO

LINGE
DE MAISON

CHAMBRE
ADULTE
ENFANT

RÉINVENTEZ VOTRE INTÉRIEUR

- 5000 M² AVEC PARKING
- CONSEILLERS CLIENTÈLE
- MONTAGE ET LIVRAISON OFFERTS
- CARTE DE FIDÉLITÉ
- CAFÉTÉRIA
- GARDERIE D'ENFANTS
- OUVERT TOUTS LES JOURS DE 11H À 20H - VENDREDI DE 15H30 À 20H

KITEAL

Zone showroom B, axe Oran-Aéroport, Es-Sénia / Tél. : 041 21 10 74 / 041 29 23 49 / Fax : 041 29 23 52
email : contact@kiteal-dz.com / Site web : www.kiteal.com

ETE DE REVE

OUZBEKISTAN
13 jours / 12 Nuitées
du 16/08 au 28/08/2015
Pension Complete
Excursions - Visites
Guide Français

CALIFORNIE
16 jours / 14 Nuitées
du 30/07 au 16/08/2015
DP - Excursions
Visites - Guide Français

Inscription et Reservation
Agence TTS
5, Rue Jean-Marie Laribere Oran
Tél : 041/333743 / 041 33 60 66 / 041 33 63 25
Mili voyage Alger : 021 63 36 43 / 44 / 55
NE VOUS Y PRENEZ PAS A LA DERNIERE MINUTE

En prévision de l'ouverture prochaine du
CENTRE D'ONCOLOGIE ET DE RADIOTHERAPIE
(Etablissement privé) **CENTRE DE DIAGNOSTIC ONCOLOGIE MEDICAL**
ZONE USTO Bir El-Djir - Oran

Nous recrutons

- 3 Médecins Radiologues
- 2 Médecins Radiothérapeutes
- 4 Médecins Oncologues
- 2 Médecins Nucléaires
- 1 Médecin Spécialiste en Anapath
- 1 Médecin Gastrologue
- 1 Médecin Gynécologue
- 5 Infirmières
- 6 Aides-soignantes
- 1 Psychologue
- 3 Physiciens Médicaux
- 8 Manipulateurs Radiothérapie
- 6 Manipulateurs RADIO / SCANNER / IRM
- 1 Ingénieur Biomédical
- 1 Ingénieur Electronique
- 1 Ingénieur Maintenance
- 1 Ingénieur Informatique
- 3 Agents de Maintenance
- 2 Directeurs Financiers
- 1 Directeur Ressource Humaine
- 12 Agents d'Administration
- 3 Agents de Sécurité
- 4 Agents d'Entretien

Adresser CV et Lettre de motivation par Fax : 041 53 93 73
Ou par Internet : cdom.usto@gmail.com

CHIALI

TUBES SPA CHIALI TUBES

Voie A, Zone Industrielle, Sidi Bel-Abbès
Tél. : +213 (0) 48 55 11 90 (LG) - Fax : +213 (0) 55 58 58
Web : www.groupe-chiali.com - E-mail : info@groupe-chiali.com

Met en vente au plus offrant
les lots d'équipements réformés ci-dessous :

N° du lot	Désignation du lot
01	Equipement pour extrusion tube thermoplastique
02	Presse d'injection
03	Equipement insertion goutteurs sur tube PEBD
04	Extrudeuse tube thermoplastique
05	Broyeur & Armoire
06	Microniseur
07	Treuil & Tour parallèle
08	Compresseurs
09	Groupes de refroidissement
10	Centrale à air
11	Equipement de ligne d'extrusion
12	Outils de production
13	Transpalettes
14	Silo de stockage
15	Appareillage électrique MT
16	Engins
17	Appareillages électriques

Ces lots sont entreposés au niveau de son site, sis à la Zone Industrielle VOIE A Sidi Bel Abbès.

- Les visites sont programmées du Dimanche 10 au Jeudi 14 Mai de 08 h 30mn à 16 h 30mn.
- Les offres doivent se faire pour chaque lot sous pli fermé avec mention du N° de lot seulement.
- Le dernier délai de remise des offres financières est fixé au Jeudi 21 Mai 2015 à 15 h 00mn.
- Les personnes intéressées peuvent contacter **Mr Ali** Tél : 048 70 31 90 - Fax : 048.70.35.58

Conditions de cession :

- Les offres sont fermes,
- Aucune garantie de fonctionnement ou d'utilisation des équipements cédés n'est donnée.
- Tout lot vendu et payé, doit être enlevé en totalité dans les sept (07) jours qui suivent la décision de cession.

Alors que 1 098 unités feront l'objet de pré-affectation 704 logements sociaux attribués avant le mois de Ramadhan

Houari Saaidia

Renvoyée à une date ultérieure car ne réunissant pas, alors, toutes les conditions d'habitabilité, la distribution de 704 logements sociaux, répartis sur plusieurs communes, est désormais possible, les carences ayant été entretemps traitées. Etant donc « fin prêt » pour être attribué, à quelques menus détails (physiques, techniques ou administratifs) près, qui restent à parachever, ce bon paquet de logements sera distribué, site par site, suivant un échéancier arrêté, avant-hier mardi, s'étalant du 31 mai au 17 juin prochains. En résumé, la remise des clés de ces 704 logements devra se faire avant Ramadhan, de telle sorte que les heureux ménages puissent goûter la saveur du mois sacré dans leurs nouveaux foyers. Comme à l'accoutumée, lors du conseil de l'exécutif tenu mardi 5 juin à l'hémicycle, le wali a pris le soin de noter sur son petit calepin les dates sur lesquelles se sont engagés les responsables concernés, en l'occurrence les chefs de daïra respectifs dans ce cas précis. Sa méthode est immuable : il donne d'abord libre cours au calcul mental d'anticipation du responsable interlocuteur. Plus ce dernier tente de s'accorder une marge temporelle trop large pour ne pas « se serrer », en avançant une échéance lointaine, plus sera rétréci et ferme le calendrier

Un arrêté ministériel pour la restructuration de l'hôpital d'Oran Création de cinq nouveaux services

Sofiane M.

Le plan de restructuration du centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) entre désormais dans sa phase de concrétisation. La direction générale de cet établissement hospitalier a été destinataire au courant de cette semaine d'un arrêté ministériel portant restructuration de l'hôpital d'Oran et création de cinq nouveaux services (chirurgie vasculaire, immunologie, néonatalogie, médecine nucléaire et biologie moléculaire). L'annonce a été faite, hier matin, par le directeur général de l'hôpital d'Oran lors d'une conférence de presse. Le DG du CHUO a révélé que trois nouveaux services, à savoir la chirurgie vasculaire, la néonatalogie et l'immunologie, seront opérationnels d'ici fin juin ou début juillet prochain. Pour les deux autres services (médecine nucléaire et biologie moléculaire), une opération planifiée avec un budget spécial sera nécessaire pour l'acquisition de gros

équipements (imagerie nucléaire, scintigraphie, matériels pour les analyses génétiques et biochimiques...) et le recrutement de physiciens. «Le ministère a déjà débloqué le budget pour l'acquisition des équipements nécessaires», affirme, de son côté, le chargé de communication de cet établissement hospitalier. Le service de la médecine nucléaire, qui était fermé depuis 15 ans, disposera de deux nouvelles unités : exploration scintigraphique et exploration biologique. Quant au service de biologie moléculaire, il sera scindé en deux unités : biologie moléculaire et cytogénétique. «Le service de la biologie moléculaire sera la première structure dans toute la région ouest. Il devra améliorer et surtout accélérer le diagnostic des pathologies. La biopsie moléculaire sur un tuberculeux devra, à titre d'exemple, réduire à 24 heures au lieu de 30 jours le délai des examens pour la détermination ou la confirmation de la pathologie», affirme la même source. Concernant le service de la

chirurgie vasculaire, il sera installé au pavillon 10. Il aura une capacité de 30 lits et sera découpé en trois unités : hospitalisation, unité opératoire et exploration et consultation. Le futur service de néonatalogie qui sera ouvert à la maternité aura une capacité d'accueil de 24 lits. Ce nouveau service sera composé de deux unités : prématurés et soins intensifs et généraux. Il est à rappeler que la direction de cet hôpital s'est engagée dans une profonde restructuration visant à doter l'hôpital de quatre grands pôles d'activités spécialisées, avec un plateau complet d'imagerie et un laboratoire d'analyses médicales.

Les quatre pôles prévus dans ce cadre sont «Mère-enfant» (maternité, pédiatrie, réanimation et chirurgie infantiles), «Neurosciences» (neurologie, neurophysiologie, neurochirurgie), «Cœurs et vaisseaux» (cardiologie, chirurgie-cardiaque, chirurgie vasculaire) et «Génie biologique», regroupant l'ensemble des laboratoires de l'hôpital.

listes, le 5 juin), 150 unités à Hassi Ben Okba, daïra de Bir El-Djir, (date d'affichage, au plus tard le 17 juin), 70 logements à Tafraoui, daïra d'Oued Tlélat, (le 8 juin), 104 unités à el-Kerma, daïra d'Es Sénia (la date n'a pas été fixée, l'inspecteur général de la wilaya ayant été chargé par le wali de se réunir avec cette APC pour faire le point sur certaines questions en suspens dans cette municipalité en mauvaise passe). En outre, 160 logements à Misserghine, dont la liste des bénéficiaires a été déjà rendue publique, seront distribués le 14 juin ; 100 unités à Hassi Mefsoukh, daïra de Gdyl, verront la remise des clés aux bénéficiaires, le 31 mai.

A ce quota de 704 logements à attribuer avant le mois de Ramadhan, viennent s'ajouter 1098 logements, dont le taux d'avancement dépasse les 60%, au sujet desquels il a été décidé leur pré-affectation dans le même sillage que l'opération de distribution des 704 unités fin prêtes. Néanmoins, chaque daïra doit bien cerner, en étroite coordination avec l'OPGI et la cellule technique de la wilaya, la situation relative à ces sites en voie d'achèvement qui feront sous peu l'objet de pré-affectation ou, le cas échéant, d'un tirage au sort pêle-mêle avec les sites déjà prêts, et ce, afin de minimiser -à défaut de pouvoir annihiler- les contrecoups d'un dispatching malhabile, voire injuste, de ces logements.

chirurgie vasculaire, il sera installé au pavillon 10. Il aura une capacité de 30 lits et sera découpé en trois unités : hospitalisation, unité opératoire et exploration et consultation. Le futur service de néonatalogie qui sera ouvert à la maternité aura une capacité d'accueil de 24 lits. Ce nouveau service sera composé de deux unités : prématurés et soins intensifs et généraux. Il est à rappeler que la direction de cet hôpital s'est engagée dans une profonde restructuration visant à doter l'hôpital de quatre grands pôles d'activités spécialisées, avec un plateau complet d'imagerie et un laboratoire d'analyses médicales.

Les quatre pôles prévus dans ce cadre sont «Mère-enfant» (maternité, pédiatrie, réanimation et chirurgie infantiles), «Neurosciences» (neurologie, neurophysiologie, neurochirurgie), «Cœurs et vaisseaux» (cardiologie, chirurgie-cardiaque, chirurgie vasculaire) et «Génie biologique», regroupant l'ensemble des laboratoires de l'hôpital.

Sûreté de wilaya

Cérémonie en l'honneur des journalistes

K.Assia

Une cérémonie en l'honneur des journalistes a été organisée, hier, au siège de la Sûreté de la wilaya d'Oran. Cet évènement a permis au chef de la Sûreté d'Oran, le contrôleur de police Nouasri Salah, de féliciter l'ensemble des organes de presse pour les efforts consentis dans l'exercice de leurs métiers. La célébration de la Journée mondiale de la presse, qui coïncide chaque année avec le 3 mai, marque désormais une étape importante pour la presse algérienne et surtout pour la presse

locale, puisqu'elle renseigne sur les progrès réalisés et les défis à relever. Le chef de la Sûreté a rappelé les relations solides existant avec les médias. En mettant ainsi ces relations, à la fois professionnelles et d'amitié, en exergue, le contrôleur Nouasri a tenu à saluer au nom du directeur général de la Sûreté nationale tous les journalistes de la presse écrite et audiovisuelle pour l'intérêt qu'ils portent aux différents projets de développement inscrits pour la deuxième ville du pays. Cet accompagnement que le responsable qualifie de positif intervient dans le sillage de la poli-

tique de rapprochement et de communication initiée par les pouvoirs publics. Pour sa part, l'inspecteur régional de la police de l'Ouest, le contrôleur Ouahrani Mohamed, a également présenté ses félicitations à la corporation et souligné le rapprochement entre le travail journalistique et le travail de police. Une collation a été offerte aux présents et des cadeaux leur ont été distribués. Notons, par ailleurs, que cette cérémonie a vu la présence des cadres de la Sûreté, y compris les responsables des Sûretés urbaines et ceux des daïras.

Deux blessés dans un accident de la circulation à Cap Falcon

Rachid Boutlélis

Deux personnes ont été blessées, à différents degrés de gravité, lors d'une collision entre deux véhicules légers, survenue tôt dans la matinée d'hier, aux environs de 6 heures 30, sur une route du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck.

Selon nos sources, deux véhicules, une Peugeot 206 et une GT line, se sont violemment télescopés à hauteur d'un éta-

blissement de restauration situé sur la petite route reliant la commune d'Aïn El Turck au village côtier de Cap Falcon. Les deux conducteurs blessés, parmi lesquels figure un militaire, ont été évacués par les ambulanciers de la Protection civile vers le service des urgences de l'hôpital Dr Tami Medjbeur d'Aïn El Turck. Une enquête de la Gendarmerie a été ouverte pour déterminer les causes de cet accident de la circulation.

Saisie de cocaïne, de kif et de psychotropes à Aïn El Turck

Sept grammes de cocaïne de qualité supérieure, plus connue sous la dénomination de «Cristal », sept comprimés hallucinogènes de marque ecstasy et 10 barrettes de résine de cannabis, ont été saisis par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de daïra d'Aïn El Turck et ce, lors de l'interpellation de trois dealers, apprend-on de sources policières. Cette saisie a été opérée lors de trois opérations distinctes qui ont ciblé, au début de la semaine en cours, trois zones du chef-lieu de ladite daïra, à savoir le douar

Maroc, la place Vassas et le bidonville construit au sein de la superficie qui abritait les ex-galeries, indiquent nos sources. Une somme d'argent provenant des transactions a également été récupérée par les policiers. Les trois mis en cause ont été présentés, avant-hier, devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck sous les principaux chefs d'accusation de détention et de commercialisation de drogue. Au terme de leur audition, ils ont été placés en détention provisoire. **R. B.**

Bousfer

Un individu séquestre et viole une jeune femme

Un individu, C.M., âgé de 32 ans, a été arrêté par les éléments de la PJ de la Sûreté de daïra d'Aïn El Turck, pour avoir violé et séquestré durant quatre jours une jeune femme... dans un caveau du cimetière chrétien, situé sur le territoire de la commune de Bousfer, apprend-on de sources policières. Sous la menace d'un couteau, le mis en cause a obligé sa victime, en début de semaine, à le suivre dans le cimetière chrétien où il l'a enfermée dans un caveau pour lui faire subir les pires sévices sexuels. Nos sources indiquent que, durant les quatre jours de sa détention dans ce lieu anodin, qui choque l'esprit du plus imperturbable, la victime a été battue régulièrement.

Elle sera finalement libérée par son ravisseur, qui l'a menacé des pires représailles dans le cas où elle le dénoncerait, indiquent encore nos sources. La victime, en état de choc et souffrant de plusieurs contusions sur différentes parties de son corps, a été gardée sous observation médicale et a été prise en charge par un psychologue au niveau de l'hôpital d'Aïn El Turck.

L'interpellé a été présenté avant-hier devant le magistrat instructeur près le tribunal d'Aïn El Turck. Le prévenu a été placé en détention préventive au terme de son audition, sous les chefs d'accusation d'enlèvement sous la menace d'une arme blanche, de séquestration et de viol. **R. B.**

Boutlélis

Découverte d'un squelette humain

Un squelette humain a été découvert hier, enterré près d'une ferme, dans la commune de Boutlelis, selon la Protection civile. Les ossements ont été découverts dans un trou de 80 cm de profondeur, par des particu-

liers qui effectuaient des travaux. Il s'agit d'un vieux squelette d'une personne de sexe masculin. Les ossements ont été déposés à la morgue de l'hôpital d'Oran. Une enquête est ouverte. **J.B.**

4ème Bd Périphérique

Un homme mortellement fauché par un semi-remorque

Un homme âgé de 52 ans a été mortellement percuté par semi-remorque, mardi après-midi, sur le quatrième périphérique, au niveau de la localité de Ain Beida.

Originaire de la wilaya de Bouira, la victime, âgée de 52 ans, a été surprise par un

semi-remorque qui l'a écrasé. Aussitôt alertés, les éléments de la Protection civile se sont rendus sur les lieux où ils ont évacué le corps de la victime vers la morgue de l'hôpital 1er Novembre de l'USTO, tandis qu'une enquête a été ouverte. **J.B.**

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

El Akeb Fatma, 68 ans, Plateau
Kemboune Khadidja, 63 ans, Hassi Bounif
Brachami Moumi, 87 ans, Bastie
Benmelha Hadjira, 65 ans, El Kerma

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 rajab 1436
El Fedjr 04h30 Dohr 13h00 Assar 16h47 Maghreb 19h59 Icha 21h27



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Des rôles



autant de sentiments que d'autres systèmes mettront bien longtemps à cerner. A ceux qui fantasment sur la domination de la machine, je réponds que le seul «sentiment» que connaissent les

machines est l'indifférence. Et pour cause, elles sont faites pour.

Là-bas, fi les bouldène qui nous obligent à faire la chaîne sous la pluie pour l'obtention d'un visa de séjour, là-bas, on leur apprend à devenir des machines, mais pas indifférentes du tout. Des machines dans le sens où tous sont programmés pour une mission ou plusieurs, qu'ils exécutent avec brio parce qu'ils sont payés pour. Après, ces citoyens-machines pensent à s'organiser dans des associations pour défendre, qui la nature, qui l'enfance, qui la défonce... C'est ce qui constitue la société civile.

Mais c'est quoi la société civile chez nous ? Des désœuvrés pour la plupart, ou des individus qui délaissent leur travail pour une «mission» ? Non, une compromission pour un lot de terrain, un poste ou quelques avantages... C'est complexe quand une société devient si vile.

Les sentiments qu'on éprouve pour le genre humain ne peuvent être que complexes. C'est normal, vu la complexité des hommes. Cette « khalota » bien organisée qui nous fait poser tant de questions, cette complexité qui peut ravaquer la planète à tout moment, cette complexité qui fait réagir violemment à chaque fois qu'on entend «Lui, c'est un personnage complexe». C'est que tous, nous sommes complexes. Notre système, notre cerveau est le plus évolué de la terre, car à défaut de savoir calculer plusieurs millions d'opérations à la seconde, il gère tout et en même temps : observe, analyse et dissocie les formes, les sons, les odeurs, etc.

Nous sommes tous complexes également par l'aboutissement (ou l'égarement pour certains) de notre système de sentiments. L'amitié, l'amour, l'admiration, le mépris et le respect sont

TLEMCEM

36.000 colis et 115.000 repas pour les nécessiteux pendant le Ramadhan

Cheikh Guetbi

Dans la perspective de garantir une saison estivale sans faille et une opération de solidarité profitable à tous les nécessiteux de la wilaya durant le mois de Ramadhan, un conseil de wilaya présidé par le chef de l'exécutif a eu lieu en début de semaine, lequel a passé en revue, en premier lieu, la situation de l'AEP à travers les différentes communes de la wilaya. Selon un communiqué de presse de la wilaya, 100% de la wilaya bénéficient de l'eau courante 24h/24h (84% d'eau dessalée ou conventionnée et 16% d'eau souterraine ou d'adduction). Le communiqué précise en même temps un déficit partiel en eau dans les communes de Chetouane, Sebdou et Maghnia. Pour la 1^{ère} commune, le wali a

instruit le directeur des ressources en eau pour que ceci soit comblé et un délai jusqu'au 15 mai lui a été donné pour que toute la commune bénéficie de l'eau courante. L'AEP de la seconde commune sera renforcée par un nouveau forage à Habalat alors que les foyers de 24.000 habitants des quartiers périphériques de la commune de Maghnia seront reliés nouvellement au réseau de l'AEP. Par ailleurs, le communiqué ajoute que le responsable de la wilaya a instruit le directeur des ressources en eau à mettre en place un programme de travail pour récupérer certains ouvrages hydrauliques dans le but de renforcer la mobilisation et le stockage des eaux comme c'est le cas des 5 châteaux de Ghazaouet et un autre à Nedroma et les 6 forages localisés dans la mine d'El Abed qui ne sont pas utili-

sés. Pour la commune de Marsat Ben M'hidi, un renforcement en AEP est prévu pour cette période à partir de l'eau dessalée alors que l'ADE s'est engagée à mettre à titre gracieux 200.000 sachets d'eau pour les estivants.

Relativement à l'opération de solidarité prévue pour le mois de Ramadhan et laquelle touchera 49.000 familles, 15.8 milliards ont été dégagés pour son financement. Ce programme caritatif sera encadré par 420 agents répartis à travers 10 restaurants et 36.000 colis alimentaires et 115.000 repas, à emporter ou servis, y sont prévus. A souligner dans ce cadre que le montage financier de ce programme est assuré par la contribution de la wilaya, les communes, le ministère de la Solidarité nationale et un don de la Sonatrach sous forme de kits alimentaires.

Un nouveau siège pour le contrôle technique hydraulique

Khaled Boumediene

Un nouveau siège de direction Sud-Ouest de l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH) a été inauguré par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, à Bab El-Khemis dans la commune de Tlemcen, lors de sa visite de travail et d'inspection, effectuée dimanche dernier dans la wilaya de Tlemcen. "L'organisme de contrôle technique de la construction hydraulique a été créé par décret présidentiel en 1986. Il est chargé du contrôle technique des travaux de réalisation des ouvrages hydrauliques visant le respect des normes et règles usuelles de construction en vue de la normalisation des risques d'effondrement et la responsabilité décennale, du suivi et l'assistance technique aux maîtres d'ouvrages pour l'exécution des travaux de réalisation des ouvrages et infrastructures hydrauliques en vue d'une meilleure maîtrise des coûts et des délais d'exécution, de

l'expertise et du diagnostic des ouvrages et installations hydrauliques en vue d'une meilleure identification des causes qui sont à l'origine des dégâts", a expliqué Hammoudi Habib, directeur régional de cet établissement flambant neuf. Et d'ajouter : "Le CTH, qui dispose actuellement d'un effectif de l'ordre de 116 travailleurs, est équipé d'un laboratoire lui permettant le contrôle qualitatif des matériaux et équipements utilisés pour la construction des ouvrages et installations hydrauliques. La direction régionale de Tlemcen a été créée en 1990, et couvre les wilayas d'El-Bayadh, Naama, Béchar, Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Chlef, Tindouf et Tlemcen. La direction régionale envisage de se rapprocher davantage de ses clients par la création d'antennes dans chaque wilaya, en déléguant progressivement la gestion de certaines de ses activités". C'est donc un nouvel accueil que vont découvrir personnels des services des finances, techniques, de l'administration et des moyens et clients du

CTH de Tlemcen. Le changement est notable. «C'est vraiment un plus pour nous. Nous aurons des conditions d'accueil bien meilleures. Ce nouveau cadre de travail nous encouragera davantage à être toujours plus à l'écoute des clients», se réjouissait mardi dernier, Abdelali Abdou, chef de service de l'administration et des moyens au niveau de la direction régionale de contrôle technique de la construction hydraulique de Tlemcen.

A noter que le ministre des Ressources en eau a présidé, au cours de sa visite à Tlemcen, une rencontre régionale sur la réutilisation des eaux usées épurées dans l'agriculture, organisée au parc national à Lalla Setti, en soulignant lors de son allocution d'ouverture que "l'Algérie dispose, aujourd'hui, de 166 stations d'épuration. Ce chiffre atteindra les 200 stations d'ici la fin du programme mis en œuvre par son département, ce qui permettra d'étendre la superficie agricole irriguée du pays, qui avoisine aujourd'hui les 1.136.000 hectares".

BÉNI-SAF

La vieille mosquée de Ghar-El-Baroud à réhabiliter

Mohamed Bensafi

Une importante opération de réhabilitation de la vieille mosquée de Ghar-El-Baroud (4 km au sud de Béni-Saf) est au menu de l'APC de Béni-Saf. «La rénovation de la vieille mosquée de Ghar-El-Baroud est nécessaire et sera, à plus d'un titre, prioritaire», a précisé le maire de Béni-Saf, lors de la présentation du bilan 2014. Il sera procédé incessamment au lancement d'une étude relative à l'aménagement de ce monument religieux, classé patrimoine historique, a-t-il ajouté. Cette opération, la première du genre, tant attendue par la population, permettra à cet espace de «retrouver» son véritable look, et pourquoi pas, tout son poids de patrimoine historique sur ces hauteurs de la ville. Cette mosquée a été construite en 1902 par des mains d'ouvriers musulmans, qu'on appelait «Chleuhs», des hommes très forts venus vers la fin du 19^e siècle du sud-ouest du Maroc pour travailler pour le compte de la première compagnie minière Soumah & Tafna de l'époque. La centenaire mosquée de Ghar-El-Baroud est un véritable chef-d'œuvre. Elle est de forme carrée et construite en deux niveaux avec de la

pierre et la brique. L'architecture est de type néo-mauresque avec des ornements décoratifs inspirés de motifs datant d'avant les époques classique et gothique. Quand la construction de la mosquée fut achevée en 1905, ce lieu de culte pour ces ouvriers musulmans donna le meilleur de lui-même à l'enseignement coranique auquel il se voua. Beaucoup d'habitants de la région venaient puiser leur source du savoir et aussi assister au prêché du vendredi. La localité a même meublé un pan de l'histoire de l'Emir Abdelkader et où l'on fabriquait de la poudre pour ses troupes. Certaines sources rapportent que son lieutenant Moha-

med Bouhmidi dit «El Oulhaci», qui mourut empoisonné en 1847 à Fès, reposerait, dans un anonymat quasi total, dans un mausolée à Ghar-El-Baroud. Même si l'on ne sait pas comment la dépouille de Sidi El Bouhmidi fut rapatriée du Maroc vers Ghar-El-Baroud. D'autres soutiennent qu'il ne s'agirait, en fait, que du corps d'un des descendants de cet illustre homme qui serait enterré à Ghar-El-Baroud. Enfin, l'orateur a annoncé également que la clôture du cimetière «Sidi Brahimi», situé à Ghar-El-Baroud aussi, l'un des plus anciens espaces funéraires de la région, fera au même titre l'objet d'aménagement.

Un adjoint au maire victime d'un grave accident de la route

Toute la population de la commune de Béni-Saf a été secouée par l'accident de la circulation dont ont été victimes, ce mardi, un adjoint au maire en la personne de Bouzekri Ahmed et une autre personne qui l'accompagnait. Cela s'est passé un peu avant 13h sur la RN 22, (axe reliant Tlemcen) près d'un carrefour menant vers Rachgoun. Le véhicule dans lequel voyageait l'élue communal est

entré en collision avec un camion roulant en sens inverse.

Le choc fut tellement violent que les 02 occupants du véhicule ont été gravement blessés. Evacués vers les UMC de Béni-Saf, leur état de santé inquiétant a incité les médecins à décider de les transférer vers un service spécialisé du CHU de Tlemcen. Une enquête a été ouverte.

M. B.

ZEMMOURA

Les habitants de Ouled Soud dans l'expectative

Mahi Ahmed

La population de l'arch de Ouled Soud relevant de la commune de Zemmoura, dans la wilaya de Relizane, ne cesse de réclamer des projets de développement afin de l'extraire de l'emprise du sous-développement qui caractérise la région. Les habitants contestent le mépris des autorités locales qui n'auraient pas pris en charge leurs doléances et leurs préoccupations qui datent depuis longtemps. «Nous en avons marre des promesses mortes des responsables qui ne se rendent dans notre arch que durant les campagnes électorales et puis, c'est l'éclipse», dira un riverain. «Les

incommodités sont nombreuses», ajoutera un autre. Nous citerons, à cet effet, la rareté du précieux liquide qui provient à partir des six fontaines installées dans le douar, ce qui pousse les habitants à s'approvisionner en eau par citernage qui leur revient à des prix forts. En outre, la seule route qui relie le douar au monde extérieur est dans un état déplorable, caractérisé par la poussière en été et la boue en hiver rendant ainsi les déplacements difficiles. Pour cela, la population lance un appel en direction du chef de l'exécutif pour l'inscription de projets au profit de cette contrée afin de mettre fin aux souffrances avant qu'elles ne s'éternisent.

MASCARA

Les élections de la commission des œuvres sociales, ce 19 mai

Khenouci Mostefa

La direction de l'éducation nationale vient de fixer la date du déroulement des élections de la commission des œuvres sociales pour le 19 mai prochain. Dans ce contexte, le directeur, M. Bouchlaghem Yahia, a tenu des réunions avec les inspecteurs et directeurs des établissements moyens et secondaires en vue de leur expliquer les circulaires émanant du ministère concernant la mise en place des modalités de déroulement de ces élec-

tions. La date butoir de dépôt de dossiers des candidatures est fixée au 07 mai alors que les candidats non retenus peuvent, comme stipule la réglementation, introduire un recours auprès de la commission installée à cet effet, le 17 du même mois. Par ailleurs et se référant au communiqué rendu public par la cellule de communication, on constate que les membres des différentes sections syndicales, locale ou nationale, du secteur de l'éducation n'ont pas le droit de participer à ces élections.

MOSTAGANEM

35 quintaux de tabac à chiquer saisis

Les éléments de la brigade de recherches du groupement de la wilaya de Mostaganem, relevant de la Gendarmerie nationale, ont procédé dernièrement à la saisie de 35 quintaux de tabac à chiquer contrefait, apprend-on. Cette saisie a été opérée à la suite d'une opération ayant ciblé un atelier situé à Kharrouba, à l'est de la ville et servant de fabrique de tabac à chiquer (chemma) contrefait. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont en effet découvert dans cet atelier clandestin, 35 quintaux de ce produit. Comme il a été procédé à la saisie de 5 machines en plus d'autres emballages portant différents logos. L'opération a été menée à la suite d'informations faisant état de l'existence de l'atelier en question, tenu par un individu. L'inculpé a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem pour les motifs sus-évoqués.

Le sport et le tourisme en débat

Sous le parrainage de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Mostaganem, l'association de tourisme Sable d'Or organise, aujourd'hui 7 mai, une rencontre sur le thème «Sport et tourisme, le marketing pour le promouvoir». Cette journée, dans sa première édition, se tiendra à la salle de conférences du complexe El Mountazah et ce, en partenariat avec la faculté des sciences commerciales, en collaboration de l'association de promotion et développement des activités sportives spécialisées, et avec le concours du Laboratoire des études de l'information et communication.

H. B.

MÉDÉA

9 accidents de la route en 24 heures

Rabah Benaouda

Le cycle infernal des accidents de la route, dans la wilaya de Médéa, n'est pas prêt de s'estomper avec, cette fois-ci encore, pas moins de 09, enregistrés en l'espace de 24 heures, soit durant les journées de lundi et mardi derniers. faisant un total de 21 blessées dont certains très grièvement. C'est ce qu'indique, en effet, le communiqué de presse, émanant de la cellule concernée de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, qui nous a été transmis. Neuf accidents de la route dont les plus graves, au nombre de trois (03), ont eu lieu, respectivement dans les communes de Ksar El-Boukhari, Saneg et Sebt Aziz, et ont fait un total de 10 blessés, très grièvement atteints, et dont l'un a perdu un œil. Ainsi, le premier de ces trois plus graves accidents a eu lieu dans la journée de lundi, aux environs de 11h25, au lieu-dit «Adjlana El'kadima», sur la RN 1, dans la commune et chef-lieu de daïra de Ksar El-Boukhari, 64 km au sud de Médéa. Un accident survenu à la suite d'une violente collision frontale entre deux véhicules légers. Et le bilan en a été de six (06) personnes très gravement blessées, âgées entre 36 et 82 ans, qui ont été évacuées vers l'Etablissement public hospitalier de la ville de Ksar El-

Boukhari, par les éléments de l'unité secondaire d'intervention de la Protection civile de cette daïra. Dix minutes plus tard, c'est le renversement d'un véhicule léger qui a été enregistré au lieu-dit 'Aïn Sbaà', sur la RN 1, dans la commune de Saneg, daïra de Ksar El-Boukhari, 80 km au sud de Médéa. Un accident qui a fait 02 autres blessés graves, âgés respectivement de 62 et 64 ans, répondant aux initiales H.A. et M.A., qui ont été évacués aux urgences de l'EPH de la ville de Ksar El-Boukhari. Quant au troisième accident, il a eu lieu dans la matinée de mardi dernier, au lieu-dit 'El'karya El'filahiya', dans la commune d'Oum El-Djellil, daïra de Sebt Aziz, 81 km au sud-ouest de Médéa, à la suite du renversement d'un véhicule utilitaire. Un accident qui a fait, là aussi, 02 blessés graves, répondant aux initiales K.B. et M.B., âgés, respectivement de 58 et 60 ans et dont l'un a perdu un œil.

Des accidents de la route dont la cause principale demeure toujours l'inobservation des règles de conduite les plus élémentaires du code de la route dont surtout l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, les manœuvres brusques, le chevauchement de la ligne continue sans oublier l'utilisation, par le chauffeur, du téléphone portable, pendant la conduite.

L'électricité pour plus de 80 foyers ruraux

Rabah Benaouda

«Notre objectif essentiel reste, toujours, le désenclavement de tous les foyers ruraux, en général, et ceux situés en zones éloignées, plus particulièrement, et ce à travers leur raccordement aux réseaux de gaz et de l'électricité. Un travail de longue haleine qui nécessite, encore, beaucoup d'efforts de la part de notre entreprise, tout autant que de celle des autorités locales, et pour la réussite duquel nous demandons, cependant, aux populations ciblées de faire preuve de patience.»

C'est ce que nous a toujours déclaré M. Mohamed Iffah, directeur de cette entreprise de distribution de l'électricité et de gaz de la wilaya de Médéa. Et ce responsable d'ajouter : «Il faut savoir, aussi, que notre wilaya compte un total de 64 communes dont la grande majorité sont rurales et donc situées, pour la plupart, sur des reliefs accidentés. A ces aléas s'ajoutent, comme vous pouvez l'imaginer, des difficultés et autres entraves rencontrées sur le terrain. Ce qui ralentit, énormément, nos travaux et par corrélation nos prévisions de réception des différents projets. Et parmi les difficultés majeures, je vous citerai celles que nous rencontrons auprès de certains propriétaires terriens qui nous refusent l'accès de leurs terres, en rejetant toutes formes de dédommagements financiers. Mais je tiens, cependant, à ras-

surer que tous les foyers, non encore alimentés en électricité et en gaz, ces deux indispensables énergies, dans toute habitation, le seront suivant le programme mis en place et dont beaucoup d'étapes ont été franchies. Et les différents projets réalisés, réceptionnés et mis en service, durant le mois d'avril écoulé, le confirment.» En effet, après le raccordement récent, au réseau de gaz naturel, de pas moins de 143 foyers ruraux, situés au lieu-dit «Ouled Messaoud», dans la commune de Harbil, relevant de la daïra de Ouamri, 18 km au sud-ouest de Médéa, c'est au tour de plus de 80 autres foyers ruraux de bénéficier, cette fois-ci, de l'électricité. Plus de 80 foyers situés dans les communes de Hannacha, daïra de Ouamri, 31 km au sud-ouest de Médéa, Aïn Ouksir, daïra de Chellalet El-Adhaoura, 102 km au sud-est de Médéa, et Seghouane, chef-lieu de daïra situé à 44 km au sud-est de Médéa.

C'est ce qui ressort, en effet, du communiqué de presse, émanant de la cellule concernée de cette direction de distribution de l'électricité et de gaz de la wilaya de Médéa. Entrant dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, ces nouvelles réalisations, relatives au raccordement au réseau de l'électricité et dont la mise en service a permis donc l'alimentation de plus de 80 foyers ruraux, ont nécessité la pose de plus de 8 km de câbles.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 rajab 1436

El Fedjr
04h10

Dohr
12h45

Assar
16h33

Maghreb
19h45

Icha
21h15



GUELMA

Des passerelles de communication entre la justice et la presse

Mohamed Menani

Une journée d'étude et d'information sur le système judiciaire algérien, a été organisée, lundi dernier, au siège de la cour de Guelma, et animée par des magistrats de parquet, de siège et de l'instruction. La manifestation s'est déroulée en présence de la présidente de la cour et du procureur général qui, d'emblée, a mis en évidence ses capacités de mobilité en tant que magistrat de la justice debout pour conférer, modérer et faire un plaidoyer consistant sur le système pénal national. Il établit une esquisse comparative entre le système accusateur anglosaxon et le système inquisitoire latino germanique, adopté en Algérie, par héritage historique. Selon le conférencier, le système judiciaire anglosaxon se développe autour de l'enquêteur privé, du jury populaire qui dit sa conviction sur la culpabilité ou l'innocence, et un juge arbitre qui veille au respect de la légalité dans les aspects procéduraux et qui dit la loi sur la décision du jury populaire. Le système judiciaire algérien est érigé sur le régime inquisitoire composé de la police judiciaire, du parquet, de la chambre d'instruction, du tribunal de la cour d'appel, de la chambre d'accusation et la cour suprême,

en tant que juridiction de droit. Il définit, aussi, les notions de l'action publique, sa mise en mouvement et son cheminement procédural. Mme Douniazed Guellati, présidente du Tribunal de Souk Ahras a donné lecture d'une communication intitulée «le procès équitable», définissant son cadre légal, inspiré des dispositions de conventions universelles des Droits de l'homme. La conférencière développa les contours d'un procès, en matière civile ou pénale, définissant notamment, le droit d'accès à un tribunal conduit par un juge indépendant et impartial, l'équité de la procédure avec son corollaire contradictoire, la loyauté de la preuve, la motivation des décisions, le déroulement en public des débats et des prononcés, la consécration de la présomption d'innocence, le droit au silence, la manifestation de la vérité et le droit à la défense.

Elle conclut sur la notion de la détention provisoire déparée de la présomption de culpabilité ou encore, l'indépendance de la justice rendue qui doit être ressentie selon l'humaniste précepte: «justice must not only be done, il must also be seen to be done».

Le président du Tribunal de Boucheougouf, a conféré sur la composition organique du tribunal en dé-

terminant ses différentes chambres et leurs fonctionnements, ainsi que leur caractère relationnel avec le parquet, la chambre de l'instruction et le greffe.

Le juge d'instruction près le tribunal de Oued Zenati a clôturé la séance dans une intervention, diséquant, profondément, le délit de presse et sa spécificité.

Dans un débat très fructueux avec les participants, le procureur général a été très proluxe en s'établissant, méthodiquement, sur les principes régissant la liberté d'expression, qui accordent une large place de réserve et au respect de la déontologie de la corporation des médias dans la couverture des affaires judiciaires. Il aborda, aussi, la détention, provisoire entre l'exception et la règle, la prescription de l'infraction de l'homme des médias, le secret de l'enquête et de l'instruction judiciaire, ainsi que les précautions à prendre, en vue de préserver la dignité et la considération des personnes ou encore la présomption d'innocence jusqu'au verdict final. Il émit le vœu de pouvoir multiplier des rencontres similaires avec les représentants des organes de presse, en vue d'ériger des passerelles de communication entre la justice et les médias.

TÉBESSA

Les médias et les droits de l'Homme à l'université

A. Chabana

L'Université de Tébessa vient d'abriter un séminaire dont le sujet est: «Médias et droits de l'Homme», au moment où on célèbre la Journée internationale de la liberté de la presse. D'ailleurs, aussi bien le doyen de la faculté des Sciences humaines et sociales que le président du colloque l'ont rappelé dans leurs allocutions respectives d'ouverture des travaux de la rencontre à caractère scientifique.

Ainsi, les deux responsables de l'Université ont relevé «l'importance des médias dans les sociétés modernes et l'intérêt que les Etats leur accordent, selon les types de pouvoir politique. Les Etats démocratiques garantissent les droits des libertés et les conditions de l'exercice de l'information. Par contre, dans d'autres systèmes politiques, ces droits de liberté sont limités. Ces systèmes politiques utilisent des moyens d'information pour établir leur domination sur les individus et les collectivités, en fonction de l'idéologie en place, brisant, de la sorte, beaucoup d'énergies. Les médias, outre leurs rôles pour dialoguer et échanger, sont, aussi, une langue commune entre les peuples et une culture englobant plusieurs facettes de la vie. A travers ce préambule, les organisateurs tracent les grands axes autour desquels se sont articulés les interventions et le débat qui faut-il le dire ont abordé tous les aspects organisationnels, juridiques, politiques, sociétaux d'un dossier très ramifié, parfois difficile à cerner.

Les communications de Majdoub

Nawel, universitaire d'Ain Temouchent) et Ziani Abderazak universitaire de Tiaret, ont été axées sur «la presse écrite, entre liberté et censure et son action de médiateur de l'expression de l'opinion, dans la société moderne, un outil entre les mains de l'humanité, dans toutes les phases de son évolution». Ce travail universitaire s'est fixé comme objectif de décortiquer les limites des bases et principes de la presse écrite. Quant au Pr Zerari Nejma, de l'Ecole supérieure de Journalisme d'Alger, elle s'est interrogée sur le droit de la femme, dans la sphère médiatique et le rôle des médias dans la promotion de l'image positive de la femme loin des stéréotypes ou comment les médias traduisent les rôles à travers les produits, une transmission selon des idéologies manipulées par les organismes.

Le thème de la «garantie du droit à l'information pour les médias, selon la charte des droits de l'Homme de l'organisation onusienne, en indiquant au passage sur l'importance de la continuité de l'activité des média concernant le droit à l'information, sa publication, son échange», d'après Samia Bouguerra de l'université Badji Mokhtar de Annaba, «la pierre angulaire, dans l'exercice, du principe démocratique dans les sociétés».

Autre volet inhérent au moyen d'information et de communication, soulevé durant ces journées, concerne l'étude comparative présentée par Saffer Karima de l'université 'Aboubakeur Belkaid', de Tlemcen. Le sujet est lié à la télévision et les droits de la femme,

sur le continu de certaines chaînes-TV, l'orientation et l'appartenance identitaire. Enfin, l'exposé du duo Azri Amel et Khadija Gasaâ de l'université de Skikda, s'est intéressé aux codes de l'information en Algérie et leurs rapports avec les droits de l'Homme.

Le code de l'information dans notre pays est considéré, par les deux universitaires, comme «un instrument dans les orientations politiques de l'Etat, de l'époque du parti unique où les média étaient au service de l'Etat-parti unique, jusqu'au multipartisme où le code de l'information de 1990 garantissait la liberté conditionnée de la presse, ce qui a freiné, considérablement, l'évocation des droits de l'Homme». Le continu des chaînes-TV privées a été passé en revue par Abdelrazak Hammoudi de l'université de Guelma qui, en se référant aux critiques de spécialistes, «ce continu informationnel se caractérise par un manque de professionnalisme, d'excès de populisme, de propagande et visées purement commerciales et ce, pour la défense de certaines catégories».

En conclusion et comme l'a si bien synthétisé le président du colloque, le Dr. Redouane Belkhiri «les média sont un soutien décisif dans la promotion du défi pour concrétiser une nouvelle culture qui ouvrira les perspectives afin de consolider la démocratie et la protection des droits de l'Homme. La problématique est le rôle des média, dans l'enracinement de ces droits fondamentaux et la relation entre les institutions médiatiques et les organisations des droits de l'Homme».

ANNABA

Où en sont les projets de transport ?

Tayeb Zgaoula

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, en visite, mardi, à Annaba, a exhorté les responsables concernés et chefs entreprises à redoubler d'efforts et augmenter la cadence des travaux des projets de l'aérogare 'Rabah Bitat' inscrit, depuis 2003, d'une capacité d'un million de passagers par an, pour lequel une importante envelop-

pe financière a été octroyée. De même pour le projet de la nouvelle gare routière dont le taux d'avancement est de 98%. «Ces deux infrastructures de base seront dotées de tous les équipements modernes adéquats».

Accompagnée par les autorités locales, le ministre a, ensuite, donné le coup d'envoi de la semaine arabe de lutte contre les accidents de la route. La délégation ministérielle a, également, as-

sisté, au siège de la direction de l'Entreprise portuaire, a un large exposé du directeur, Djebbar Mohamed sur l'extension du port et le bilan de ses activités dont le taux de trafic de marchandises a augmenté de 28%.

Le ministre n'a pas manqué d'insister, surtout, sur les mesures à prendre pour améliorer les conditions d'accueil des estivants et réduire le temps des formalités des passagers.

APARTEMENTS

■A.V. : J. Studio 28 m². 2^{ème} étage. 2 façades. 560 millions + F2. 82 m². 950 millions dans Imm. Privé dans un Gd Boul. Millenium 2 avec parking – Tél : 0771.40.48.22

■Vends F3 - 100 m². 1^{er} étage. 2 façades : 15, Rue Pomet/ Mirauchaux - ORAN – Tél : 0798.57.64.95

■Appartement à vendre F3 - 1^{er} étage Cité les Amandiers Bt 12 N 3 - Acté et bien fini – Prix 940 000 000 négociable – Tél : 0791.73.97.70

■A vendre F3. 7^{ème} étage Haï Salem. Refait. Ensoleillé. Libre - Possib. P.V. avec ou sans meubles. Ascenseur Dispon. - Pour visite : 0698.95.99.22 - ou Location courte durée - Visite à midi

■A vendre Appart F4. 1^{er} étage Akid Lotfi – Tél. 0797.02.97.30

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités, garage, eau H/24, dans un quartier très calme : Trouville - Ain Turck / ORAN – Tél. 0783.11.00.82

■Loue Appartement F3 résidence. Clim. Chauffage. Garage. Téléphone. Internet - facte Sheraton. Vue sur mer – Tél. 0555.19.71.21

■Loue Appartement F3. Chauffage. Clim. 4^{ème} étage Bel Air – Tél. 0555.19.71.21

■Couple sans enfant cherche Location Appart Niv. de villa à ORAN ou environs – Tél. 0770.42.47.57

■Vends Appart 120 m² 3 Pcs, Gd hall, Pte terrasse + terrasse collective 1^{er} étage, immeuble de 3 propriétaires Coop. Panorama Belgaïd face Salle des fêtes Cristal – Tél. 0771.71.00.35

■ORAN. Vds F3. 85 m². Nvelle Const. SDB. D/Sol. Cuisine. Dans une cité fermée et sécurisée H/24 avec parking. Cité Fellaoucene. Barki. Résid. El Malik - Tél. 0673.40.59.23 - 0799.19.08.69

■ORAN. C.V. : Pour court séjour (2 - 30 Jrs) Loue plusieurs F2 ouverts, modernes (Loft - Top) meublés. Résid. neuve Ht Stand. sécurisée H/24. Park. - P. 3500 DA/ jour - Tél. 0553.95.30.08

■Loue F3 pour 1 an et plus Appart situé à Cité Radieuse. Maraval, cité clôturée. Park. Jardin – Tél. 0553.007.101 entre 10 h et 18 h - curieux s'abst.

■A louer F4. 1^{er} étg. Akid Lotfi + F3. 3^{ème} étg. Bir Djir + F4 Niv. Villa Bir El Djir – Tél. 0795.02.70.10

■A vendre F2. 4^{ème} étage. Désistement. Haï Sabah ORAN - Tél. 0771.58.34.39 - 0541.69.26.44

■A vendre Appart F3 Acté à Gambetta 2^{ème} étage - Veuillez contacter le 0542.24.77.58 – 0561.17.72.32

■Loue Appartement 4 pièces, cuisine, SDB. 2^{ème} étage Cité Protin - Pas d'intermédiaire – Tél. 0554.69.29.61

■Loue F3 - 2^{ème} étage Cité Rebano – Tél. 0561.45.10.16 – 0770.50.39.83

■Vends Appart. Acté et aménagé à neuf. F3 + chambre d'enfant. 3^{ème} étage Grande Terre – Tél. 0551.35.13.35

■Vends bel Appartement F4 à Saint Hubert. Bon voisinage - Veuillez contacter : 0772.79.46.47

■Vends Appart F4. 3^{ème} étage à Akid Lotfi. 87 m². Cuisine, SDB, WC. Grand placard Mischler. Double façade. Refait à neuf. Bon voisinage – Tél. 0665.96.77.48

■AG. 2 M. - 0560.04.63.79 - L. 2 F4 H. Stand. Equipés. Résid. Sécurisés. Garage Individ. Pour Sté - V. F3. 1^{er} + F3 5^{ème} – Refaits - Tout à Akid

■Vente Appartement F3. 2 façades. 5^{ème} étage. Adresse : 77 Avenue St Eugène, plein boulevard - Eau H/24 – Tél. 0561.53.25.17

■ARZEW (Bord de mer) : A louer 01 Chambre (meublée ou non) sanitaires + Pte Cuis. Pr célibataire / couple S/enfant. Sécurisé. Bon Vois. 9500 DA / 6 mois Avance - Tél. 0795.19.35.62

REMERCIEMENTS

Je remercie le Commissaire

du 19^{ème}

(la Glacière) pour sa bonne

volonté.

(Hamoudi Mohamed)

ANNONCES CLASSÉES

■A vendre un bel Appart modifié. 2^{ème} étage. Double façade. Sup. 72 m². Situé à Haï Bensmir - Ain Turck - ORAN - Prix offert : 450 U – Tél : 0550.233.700

■Vends F4 (116 m²) 1^{er} étage Ht standing. 3 façades. Toutes commodités. Parking S/ Sol + Cellier - Résidence Hasnaoui. ORAN - Tél : 0540.93.50.22

■Cause départ : Vends F4 rénové luxe. Sup. 98 m². 1^{er} étage - 2 Loc./étage - immeuble sécurisé - CV ORAN Rue Michelet - 2 lignes Tél. - Eau H24 - Tél : 0782.81.90.52

■Loue à ORAN la Lofa F2 (50 m²) RDC de villa entrée individuelle communiquant avec 2 locaux 40 et 35 m². 2 portails. 2 façades. Toutes commodités – Tél. 0778.39.85.12

■Vds F4 - 92 m² - Acté - 4^{ème} étage. 2 façades. 3 balcons. Bien ensoleillé. Petite résidence à El Yasmine – Tél. 0661.48.00.92 - Prix après visite

■Loue à usage professionnel F4 + chambre. 120 m². Refait à neuf. Sécurisé, 1^{er} étage Place des Victoires angle Rue Larbi Ben M'hidi (Au-dessus de la Banque BNA) – Tél. 0542.72.20.24

■Vends / Loue Niveau de villa R+2 - 400 m² + Terrasse 320 m². Usage Habit. ou Bureaux. Dble façade (Refait à neuf) situé sur grand Bd (RTA) ORAN – Tél : 0033.687.597.709 – 0549.75.76.73

■Vds F3 superposé R+1. 1^{er} étage. Refait à neuf. Bien équipé. Entrée hall + pré entrée, terrasse 80 m² + buanderie 20 m² à Hassi Ben Okba en face lycée – Tél. 0550.50.67.11

■Vends F6 grand Stand. en plein centre d'ORAN, Boulevard Hammou Boutléïs 3^{ème} étage, toutes commodités (Bus - Tram - Ecole - Lycée) - Prix intéressant – Tél. 0550.31.70.01

■Vends 02 superbes Apparts Ht Stand. F5 135 m² et F3 130 m². Cuisines équipées. Chauffage centralisé - Matériaux 1^{er} choix - Akid Lotfi. ORAN 3^{ème} étage avec Ascenseur. Sans vis-à-vis - Prix après visite - Tél : 0770.19.69.66

■Part. Vend F3 aménagé F4 Cité Gde Terre Tour N° 2 - 3^{ème} étage - Ensoleillé et Vois. L/suite. Toutes Comm. Chauff-eau. Chauffage + Tél. près Mairie Castors – Tél : 041.29.62.68

■Vds F4 - 108 m² - 4^{ème} étage. Chauffage central + Clim - Refait à neuf - Les Pyramides – P.O. : 14 - P.D. : 15 - Tél : 0560.10.80.87

■A.V. F4 - 157 m² - 3^{ème} étage. Terminus Millenium Bir El Djir – Tél. 0558.20.32.99

■Vends Appart F4 - 100 m² - Acté + L.F. 4^{ème} et dernier étage (USTO - HLM). Prix 1,150 MD – Tél : 0658.46.67.24 - Curieux s'abstenir - Visite de 9 H à 15 H

■Vds Appart F3 - Sup. 135 m² : Gd salon. 2 pièces. Cuisine. SDB. WC. 2 balcons - Meublé totalement, au 3ème étage, nouvelle construction. Endroit très calme à l'Hippodrome - ORAN - Tél. 0779.19.81.68

■Loue F5 Duplex (Niveau villa) Bd Grossistes Alim. Castors. ORAN - Mobile ; 0555.79.93.97

■Vends à ORAN résidence Filaoucen Appart F4. 125 m². Acté. Top 5ème étage résidence clôturée, sécurité H24 - Prix négociable - Tél : 0775.54.64.33

VILLAS

■S. BEL ABBES - Vds belle Villa 200 m². R+2 - 02 Faç. 6 P. + 2 salons + 1 suite + Cuis. américaine + 2 Gds halls + garage + haouch + 02 terrasses + hammam - Ch. central + climat. – Tél. 0791.94.91.62

■Vends D5. Villa. 3 façades. Avec jardin, puits, 2 garages, 3 WC, 2 salles de bain, 5 pièces, dont 2 à la terrasse. Route goudronnée, située Résidence Djebari - Tél. 0555.33.72.22 – Fixe : 041.75.53.84

■Loue / Vends RC + 3 : 8 Pièces. 3 Cuisines. 3 Hammams. 2 Terrasses. Hassi. 7 Garages, à 200 m de l'Agence foncière Fernandville ORAN - Tél : 0549.18.60.55 - 0799.73.41.92

■Vends Villa R+2 à Cité Forat Bd Millenium – Tél : 0557.00.27.97

■A vendre Maison de 132 m². 2 façades à Coca + Vds 100 m² façade 9 m / 11 m à Gambetta – AG HANI - Tél : 0550.20.50.69

■A vendre villa 210 m² Rez-de-chaussée - 1^{er} étage à ORAN Hippodrome St Eugène. Actée - Tél : 0796.81.35.07

■Vends Maison. Propriété à El Hamri R + 2 étages. 18 pièces + 4 locaux commerciaux. Surface d'emprise 160 m². 2 façades : Angle Avenue Khalfallah Bouamrane et Rue de Ghardaïa - Mobile : 0791.94.59.12

■Vends villa Actée R+1. 174 m² en face Sid El Senouci - Maraval - 6 Pces, grande cour, grand hall, 02 locaux commerciaux – 0774.97.84.59

■TLEMCCEN : Vds carcasse R+2 à Bouhna sur Boulevard commercial. 130 m². Prix après visite - Tél : 0553.90.68.67

■A.V. Villa 200 m² 2 F. R+2 luxe Bernardville + 200 m² 2 F. R+2 luxe Bd Almanya Mabel Akid +160 m² 2 F. R+1 Coop. 119 Bir El Djir – 0795.02.70.10

■Vds villa R+1. 158 m² 2 Faç. à Gdyl 21 Km d'Oran-Est, ttes commod. quartier commercial - Acte + L/F - Finie à 90% - Prix après visite – Tél : 0666.57.74.00 / Fixe : 040.22.85.17

■V. Villas : 310 m² Castors ou Ech. avec villa Arzew - 330 m² 3 F. Sénia Tram - 250 m² Haï Khemisti - 150 m² R+2 Belgaïd - 200 m² Pépinière – Ag. Mon Rève - 0540.33.00.33 - 0771.91.66.82

■A vendre ou à louer Maison sur 1^{er} étage. 190 m². 7 pièces avec terrasse. Grand Bd Cité Petit – Tél : 0661.21.06.24

■Loue villa RC + 2 étages + garage + jardin - Bon état - située à Canastel - Contacter : 0553.81.37.45 - 0664.40.87.40

■AG. 2 M. - 0560.04.63.79 - V. villa 309 m² luxe. Actée. SS - RDC F4 + Stud. - 1^{er} F5 H. Stand équipé - 2^{ème} 50% Accès facile – Belgaïd-Est au prix du terrain

■A vendre une Maison R+1 - 03 garages - Victor Hugo - ORAN – Tél : 0770.66.72.13

■TLEMCCEN : Vds villa 300 m² L.F. - R+1. Jardin 120 m². Puits. Confort. Toutes Comm. - Les Oliviers - Kiffane - Tél : 0665.59.61.51

■Vds / Ech. Villa R+1. 2 Faç. 180 m². Sénia 200 Logts. RDC : 01 Sal. + hall + Cuis. + cour + Hamm. + Sanit. + Gar. + Studio. 1^{er} : 04 Ch. + 1 Sal. + hall + Sanit. + 1 Terras. 2^{ème} : 1 Gde Buand. + Terrasse - Tél : 0551.70.33.19

■A vendre Haouch à HASSI BOUNIF - 70 m² - Tél : 0796.46.08.23

■Vends très belle villa superficie 200 m². R+2 - Acté - Trouville - Ain El Turck – Tél : 0560.70.49.08

■Vends : Maison F5. Garage + cour + jardin. 180 m² - Maison F3 + grand jardin 130 m² centre-ville Bethioua. Actée – Tél : 0778.59.08.77

■Vds / Ech. Villa. Actée. 231 m². Finie à 95% à Chehairia / Bethioua - ORAN : 4 Ch. + 2 Sal. + 2 SDB + Cuis. + garage + jardin + B. Eau - contre M.M. à S.B.A. ou SAIDA - PD : 1 M 400 - Tél : 0773.88.63.43 / Fixe : 041.44.74.33

■A.V. : Jolie Villa 250 m² - 7 P. - R+1. SDB. Hammam. Puits. Jardin. C.C. Clim. Puits - Haï Fellaoucen - ORAN – 0558.30.68.10 / 041.75.53.94

■Loue Villa au RDC à Hassi Mefsoukh - ORAN : 3 Ch. - 2 salles à manger - Cuis. - 2 WC - 1 SDB - 1 Gd hall + petit hall ouvert. Cité 58 Logts N° 16 – Tél : 0553.730.206 - Mr Bekhadda

■ORAN : Vds Villa 240 m² à Hassiane Et-toual (Fleurus) 2 Faç. R+2 - RDC : 1 Gd salon + cuisine + 2 Gds garages + jardin + WC - 1^{er} étage : 4 chambres + 1 Gd salon + 2 SDB - 2^{ème} étage : 1 Gd salon + cuisine + WC + terrasse. Ttes Comm. - 0550.02.38.58 - 0772.84.52.07 – Prix après visite

■A.V. Maison Nvle Const. 116 m². R+1. Actée. RDC : Cour d'entrée. Garage. Hall. Cuisine. Sanitaires. Gde cour - 1^{er} étg. : 3 Chambres. Hall. Sanitaires - Senia - ORAN – P.O. : 15.50 - P.D. : 17.50 – Tél. 0772.54.75.52

■Vends Villa 240 m² - Actée - à Bir El Djir Lot 119 - R+1 : 2 jardins + garage + bache d'eau, cuisine + 2 salles de bain + 2 salons + 2 halls + 4 chambres + terrasse – Prix après visite – Tél : 0557.40.60.42

■Vends très belle Villa à ORAN, très bien située, grande mosquée, Sonatrach, tribunal... etc. - 204 m². R+2. Cave et puits. Toutes commodités - Prix très intéressant – Tél : 0772.12.26.01

■Vends Villa 400 m² : 4 chambres + très Gd Sal. SDB. Cuisine - Le tout meublé et équipé + Conserverie d'olives au RDC équipements complets - à SIG (W. MAS-CARA) - Actées + L.F. - Prix après visite – Tél. 0661.63.08.80

■Vends belle Villa à Belgaïd. Sup. 300 m². RC : 1 Studio + 1 F3 - 1^{er} étg. : F5 haut Stand, cuisine équipée - 2^{ème} étg. : fini à 70% + terrasse finie - Très bon prix – Tél. 0555.04.07.43

■Vds / Ech. Villa R+1. Actée. 243 m². 2 Faç. RDC : 2 locaux Comm. 1^{er} étg : 4 P/C. Ttes Comm. avec 1 - 2 ou 3 Apparts. Transact. Prix de part et d'autre même avec promoteurs. Etude ttes propos. Centre-ville GDYEL (ORAN) – Tél. 0696.53.95.49

■Maison de Maître 260 m². R+1. 02 garages + 4 pièces, cuisine, SDB + toilettes dans le jardin, un immeuble de 4 pièces, cuisine – Tél. 0559.32.99.45 (Boulangier – ORAN).

■Vds Villa 120 m² à GDYEL - RDC : Entrée garage + SDB + Sal. + WC + Cuis. + cour - 1^{er} étg.: 3 Pces + hammam + Sal. - 2^{ème} étg. : Entourage + piliers / Finie à 80% - Tél. 0790.07.93.21

■Vends 3 Maisons achevées à 80% : 200 m² - 229 m² - 209 m² / Toutes les 3 construites sur 3 niveaux + terrasse accessible + piscine - à Belgaïd – Tél. 0555.03.33.83

■Vends Maison à « Bousfer-plage » assiette de terrain 287 m², trois façades - Contacter : 0662.68.77.79 - Bon pour construire Immeuble ou Hôtel

■Vds petite Maison individuelle RDC 20 m² : Salon. Coin cuisine. WC - 1^{er} étage : 2 petites chambres de 20 m². Terrasse - Face R.T.A. - ORAN – Tél. 0556.31.68.73

■Vends Maison de Maître 3.000 m². Acté à ZAHANA Cité Ennasr (La CADO) 5 P. Cuis. SDB. Haouch. Garage. Autre cuisine. WC. Très grand jardin – Tél. 0661.21.00.20 – 0772.40.67.62

■Vds M.M. à Cité Petit – ORAN. S. 100 m² Dble Faç. Vaste en hauteur. Acté + L.F. - R+3. RC : 3 garages (4 Vtes) + 6 P. + 2 S. + Cuis. + 2 SDB + 3 WC + 2 halls - Prix Négoc. après visite – Tél. 041.34.50.62 – 0776.99.33.16

■TLEMCCEN (Kiffane) : Vds Maison Actée + Livret foncier - Tél : 0777.86.87.53

■Vends Maison nouvelle construction. 2 niveaux. 250 m². Garage avec bureau 150 m² 4 Gds chambres. 2 Gds salons. Hammam. SDB. Cuisine, avec terrasse + jardin 100 m² - Tél : 0775.20.90.44 - 0667.11.70.93

■TLEMCCEN (KIFFANE - Dahlias) : Vds Villa 324 m². Cave. RDC. 1^{er} étage - Courtiers et curieux s'abstenir – Tél : 0658.40.99.57

■A vendre Villa 140 m² à Boutléïs cité la CNEP - R. Ch. + 2 + garage et jardin. 2 salons, 4 P. + SDB + 2 terrasses - 2 Façades – Tél : 0792.61.33.90

■Vends M.M. 224 m² nouvelle construction - Rez-de-ch. : 2 Gds garages. Sanitaires - 1^{er} : 3 Ch. Sanitaires. Hammam arabe. 2 Ch. Salon de 60 m² - St-Eugène – Tél : 0771.74.04.07 – 0794.58.07.84

■BENI-SAF : Vends / Loue à Sté Sup. Villa 420 m² Bâti. Acte + L.F. Vue sur plage. 6 Apparts. R+2. 2 garages. 3 Faç. Jardin 300 m². Eau H24 – Chauff. Cent. – Tél : 0778.25.17.97

■A vendre Villa R+3 - 240 m² à Bir El-Djir (Pépinière). Hammam. Garage à 07 véhicules. Chauffage central – Tél : 0770.77.98.99 – 0770.59.95.31

■Vds Villa 5 étages. Sup. 240 m². Bâtie 160 m². Actée. Ain Turck - Vds Appart F3 refait à neuf Rue Abdelhal 1^{er} étage Miramar – Tél. 0773.26.69.51

■Loue Villa à Canastel vers Belgaïd - R+1 - 280 m² - Contacter : 0771.80.65.48

■Villa à vendre 150 m². Finie à 90% - R+3 à Bir El Djir : 6 Ch. + 4 salons + 2 vérandas, 1 S.B. + Hammam + Pressing + jardin + bache d'eau + cuisine + garage – Tél : 0561.62.95.96

■Vends M.M. 250 m². Actée. R+1. Haï Khemisti Lotiss. 407 Bir El Djir. RDC : Cuis. + salon + 2 halls + hammam + S. de B. + WC + local + garage + cour / jardin - 1^{er} : salon + 4 Ch. + hall + SDB + WC. Terrasse + Gde salle. Ttes Comm. – Tél. 0771.32.84.25 – Prix après visite

■A.V. Carcasse 3 niveaux - D.F. sur Bd POS 50 – Tél. 0558.20.32.99

■A vendre petite Villa 108 m² - R+2 - Finie à 100%. Nouveau style - Actée - Haï Chahid Mahmoud / Boudjemaâ – Tél. 0771.31.90.58

■Vds à ORAN Haï Nakhil Belgaïd très belle Maison Commle luxe R+2 : 2 Gds locaux + 1 F4 + 1 F3 - B. située face labo AFAK - Finition avec Mat. espagnols 1^{er} choix – Tél : 0550.56.32.37 - 0776.35.00.82

■Vends Villa R+1 - 260 m². Actée + L.F. Quartier résidentiel (la Lofa) - Prix après visite - Tél : 0555.421.397

■Vends M. Maître. Sup. 130 m². 2 façades. RDC Fini. 1er étg.: Entourage avec piliers - Actée - à Fleurus en face école - à 15 Km d'ORAN - Tél : 0772.76.71.10

■TLEMCCEN : Vds villa 300 m² L.F. - R+1. Jardin 120 m², puits, confort, ttes comm. les Oliviers - Kiffane - Tél : 0665.59.61.51

■ORAN St-Eugène : Vds belle Maison 450 m². 20 m de façade. R+1. Composée de 3 garages, 3 pièces, Gd salon, cuisine, 2 Gdes terrasses avec Chauff. Cent. - Convient Promotion ou Habitation - Tél. 0779.19.81.68

LOCAUX

■V / Loue Chambres Frigo 8.000 m3 au niveau d'un port région d'ORAN ou Ech. – Tél : 0560.93.85.72 / 0560.96.42.37

■Loue Local 35 m². 2 façades : le Gd Boulevard d'électricité Millenium 2 - Fini luxe (Sanitaires + SDB) longue durée 4 ans de plus – Tél : 0771.40.48.22

■Loue Salon de Coiffure / Esthétique « Dames » équipé ou bien cherchons Coiffeuse Esthéticienne avec expérience - Tél : 0558.43.77.86

■Loue Local 4 sur 4 au 13, Rue Rezoug Belkheir - Cité Petit. ORAN – Tél : 0558.30.64.82

■ORAN-Est : Location 2 Locaux commerciaux 130 m² et 45 m² ensemble ou séparés, situés en plein Bd Millenium avec Gdes terrasses - sans vis-à-vis – Tél : 0556.44.18.13

■Loue Local 30 m². WC. Eau - parallèle Mirauchaux ORAN-Centre descente vers Place des Victoires 3 min de Miramar – Tél : 0771.67.63.59

■A louer une Chambre froide « Négatif - Positif » jusqu'à -20 à Sénia - goudronnée – Capacité : 110 m3 – Tél : 0551.17.02.33

■A louer Local. Sup. 80 m² pour Dépôt ou Travail libéral ou commercial - toutes commodités - Point du Jour - ORAN – Tél : 0771.91.89.81

■Loue 2 Hangars avec charpente - Hauteur 5 m – Sup. : 220 m² - 360 m² - Eau - Elect. - Parc clôturé 1.200 m² accès facile, face à Station Essence sortie de H. Bounif – Tél : 0773.24.75.26

■V / Dépôts 5.000 m²/ 10.000 m² +30.000 m² Z.I. Sénia – V / 9.000 m² RN Z.I. Sétif - V / Villa 400 m² Bd Pt du Jour – Tél : 0560.93.85.72 / 0560.96.42.37

■Loue Pâtisserie, 23 m², bien agencée, équipée, commodités (WC + Douche). Labo à l'étage 28 m² sur Bd double Faç. Fermetures Autom. + clim à Yasmine 2 – Tél : 0540.15.50.60 - curieux s'abstenir

■A.V. Local à Résidence Hasnaoui RDC et sous-sol 85 m² - Prix 1 MD 600

■Location Immeuble 1.300 m² sur 3 niveaux. Dble façade. Usage commercial - Bureaux - situé sur Gd Bd des 40 m (RTA) ORAN – Tél : 0033.687.597.709 – 0549.75.76.73

■Loue Magasin 145 m² - 20 m de Faç. avec granite. 5 rideaux. Constr. neuve avec Sanit. C/V d'ORAN. Miramar + Loue Magasin 28 m² même adresse - Tél : 0661.20.19.59 - 0669.56.85.70

■Loue Local 120 m² Bd Millenium près des Bâtiments ECOBAT - Stationnement assuré H/24 - Convient pour Dépôt – Tél. 0771.72.55.87

■Vends / Loue Magasin 31 m². Constr. neuve avec sanitaires C.V. d'ORAN Miramar + Vends Magasin 17,50, 4 rideaux. Dble Fac. 230 m² 12 U/m² Pt du Jour – Tél. 0661.20.19.59 – 0669.56.85.70

■Local à vendre à Akid Lotfi - 80 m² - 02 rideaux – Tél. 0550.56.63.21 – 0555.82.56.54

■Vends 02 Locaux commerciaux mitoyens 46 m² et 36 m² à Bir El Djir – ORAN : Bd principal - Tél : 0772.82.33.70

■A vendre Magasin de 105 m - Acté - au Boulevard de l'ANP - ORAN - Prix offert : 02 M 500 - Prix après visite - Tél : 0699.88.85.97

■Loue Local commercial au 1^{er} étage en Open Space dans un immeuble très récent, plein centre d'ORAN Bd Hammou Boulélis. Superficie 232 m² - Convient pour : Société - Groupe de médecins - Laboratoires... etc. – Tél : 0551.42.09.21

TERRAINS

■A.V. Terre Agricole 4,30 Ha. 3 façades, à l'entrée de H. Bounif, à 700 m du 5^{ème} Périphérique. Puits – Elect. 380 - 120 oliviers - Maissonnette – Tél : 0541.69.07.01

■Part. vend à Part. ou Promo 520 m². 18 m Faç. à Gambetta. Endroit extra + Lot à TLEMCCEN Mansourah (Beni Boublène). Prix intéressant – Tél : 0770.79.30.53

■A vendre Terrain Agricole. Acté. CTC. 110 Ha à OULED MIMOUN - TLEMCCEN – Tél : 0558.21.37.16

■A vendre Terrain Agricole - Acté Concession - 15 Hectares à BENFREHA à côté de l'usine de plâtre – Tél : 0558.21.37.16

■BENI-SAF - Vds Terrain 172 m² situé près Station d'essence et Route Hôtel « SIGA » à 200 m de la plage - Acté et Livret foncier – Tél : 0772.53.46.59

■Vds Terrain 10 Ares avec Maison de 2 Pces. Cuis, Couloir - avec Eau et Elect. - à Bouzgaret. W. MOSTAGANEM - Prix 150 millions – Tél : 0797.29.07.22

■V / 500 et 1.000 m² Ben M'hidi ou Ech. C/ Terrain Indust. - V / M.M. 400 m². 2 F. Bd Courbet – Tél : 0560.93.85.72 / 0560.96.42.37

■V / 1.000 m² R+12 avec Ste + Agrément Promoteur - V / Loue port sec 3 Ha RN 15 Km d'Oran – Tél : 0560.93.85.72 / 0560.96.42.37

■Vends Lot terrain 272 m² 2 façades + Terrain 162 m² 2 façades + Terrain 166 m² 8 m de façade + 200 m² + 150 m² actés + 2 carcasses à Belgaïd. ORAN – 0550.30.16.10

■A.V. Terrains : 280 m² double Faç. La Poste Belgaïd + 272 m² 2 Faç. Belgaïd + 240 m² Bir Djir + 650 m² Bd Canastel côté CAS-NOS – 0795.02.70.10

■Vente des Dix (10) derniers Lots de terrain viabilisés « Lotissement Ghazi » Hamam Rabi - W. de SAÏDA – Tél : 0771.00.49.80 / 0774.61.21.41 – Fax : 041.51.61.03

■Vds Lot de terrain Acté + L. Foncier. Sup. 140 m². Façade 8 m et demi. Route goudronnée - Eau. Gaz. Elect. - Prix 500 Millions - à Douar Naïb / Boutléilis – Tél : 0771.88.54.76 - 0558.72.37.82

■Vends Lots de terrain 140 m² - 160 m² - 240 m² dans une cité clôturée à Millénium - ORAN – 0550.46.18.22

■Vends des Lots de terrain - Actés - dans une résidence fermée, à un prix intéressant, daïra de Bir El Djir - Contacter le : 0555.03.33.83

■Vds Parcelle de Terre agricole 13 Ha à Marsa El Hadjadj - W. d'ORAN sur Rte Nle (Acte de Concession) – P.O. 100 U/Ha + Vds Culasse + Bloc Moteur 1,6 HDI – Tél : 0670.08.13.56

■Vends Lot de terrain 272 m². 2 façades à Misserghine Haï Rahma - ORAN - Acté – Tél : 0774.91.82.50

■Vends Terrain 183 m² - 10 m façade - Acté à Bir El Djir Cité Khemisti ilot 15 - Possibilité d'échange contre Terrain à Yaghmoracen – Tél. 0550.21.99.13

■TLEMCCEN : Je vends un Lot de Terrain de 450 m² (18,5 de façade) avec Livret foncier, situé au quartier Jeux de boules (Route de Sidi Yacoub) – Tél : 0672.520.666

■Vends 02 Lots de terrain de (200 m² x 2) situés à Haï Rocher à proximité du Centre de police d'Oran et à 2 min du 4^{ème} Périphérique – Tél : 0560.32.42.36

■Vends Terrain 1.279 m² avec P.C. : R+12 ou cherche Associé Promoteur pour réaliser des Logis Ht Stand. - Situé à ORAN les Falaises à côté du Méridien - Tél. 00336.13.64.58.36

■Vends à Ain El Turck (ORAN) un Terrain de 168 m² - Acté avec Livret foncier - Quartier résidentiel avec chaussée goudronnée - Eau - Gaz et Electricité – Tél : 0792.20.71.45

■TLEMCCEN - Vds Lot de terrain. Surface 300 m² - 14 m de façade, sur le début de la Route des cascades, avec Acte de Propriété + L.F. -Tél : 0560.00.95.28 - 0560.00.95.29

EMPLOIS

■Jeune Homme cherche N° de Taxi ORAN - Contactez-moi N° 0777.91.88.69

■Cherche : Peintre + Couturière + Femme de ménage à ORAN – Tél : 0661.20.92.50

■Pharmacien installé à ORAN cherche Vendeuse en Pharmacie qualifiée et expérimentée pour le travail – Contacter N° : 0553.24.13.04

■TLEMCCEN : Pâtisserie KHELIL recrute 01 Ouvrier Pâtissier + 1/2 Ouvrier Pâtissier - Place Cheikh Bachir Ibrahim - Tél : 043.26.13.76

■Je cherche à une Esthéticienne et une Coiffeuse et de préférence qu'elles ont une expérience. Adresse : en face à IGMO – Senia - Tél : 0550.48.25.54 - 0799.53.64.80

■Bureau d'étude recrute : Architecte - Ingénieur G.C. - Technicien Supérieur B.T.P.H. - Métreur Vérificateur - (Personnels expérimentés) - Envoyer C.V. + N° Tél. au N° Fax : 041.40.61.17

■SARLARTISANO ALGERIE : Fabricant de Salons et Meubles cherche Chef Atelier couture Modéliste (qualifié) – Coupeurs / Coupeuses (Qualifié) - Agent Montage meuble - Transport assuré – Z.I. Chteibo Nedjma - Tél : 0560.33.08.90 / 0770.93.69.48

■Cabinet dentaire à ORAN cherche Assistante sérieuse et dynamique - Tél : 041.30.28.77 - Mob : 0663.19.05.01

■Cherche Pharmacien ou Médecin (Biologiste) pour ouverture ensemble Labo d'Analyses médicales à BETHIOUA, local disponible - Tél : 0554.64.89.28

■Homme 38 ans cherche emploi comme Chauffeur (Léger ou Transport) – Tél : 0555.76.57.24

■Entreprise de Menuiserie Aluminium cherche Commercial H ou F avec expérience. Connaissance de la langue espagnole souhaitée - Envoyer CV à : sespagnolesantiago@yahoo.fr

■Entreprise industrielle spécialisée dans la fabrication de Parpaing et Hourdis, cherche Commercial H ou F avec expérience - Envoyer CV : uprecrutement@yahoo.fr

■Cabinet dentaire à SIDI BEL ABBES recrute Assistante dentaire avec ou sans expérience, maîtrisant la langue française et l'outil informatique - Envoyer CV avec photo et demande à : musrivet@hotmail.fr

■Ecole Hôtellerie « Assiette Magique » cherche Directeur Pédagogique, 3 ans expérience + Licence - Réside à MOSTAGANEM – Tél : 0770.81.42.14 - Fax : 045.33.22.34

■A ORAN cherche Femme ou Homme pour gâteaux Sec et Oriental et Femme de ménage - Avec un bon salaire – Contactez : 0552.83.78.67 - 0795.99.37.98

■Toutes les nouvelles offres d'emploi, GRH, Commercial, Assistante... Sont disponibles sur notre site internet www.lapem-dz.com

■Importante Société Privée cherche Pâtissier qualifié avec expérience - Envoyer C.V. au N° : 041.460.460 ou Appeler : 0556.43.44.77 Heure de Bureau

■Cherche Chauffeur Malaxeur / Gst. Stock / Opérateur Centrale béton / Agent commercial (femme + 3 ans expér.) – 041.42.91.44 / 0770.29.03.15 / gs.rh@outlook.fr

■Société de Taxi à ORAN recrute des Chauffeurs avec diplôme ayant une expérience de conduite au moins 2 ans - Contacter : 0559.04.80.20

CONDOLÉANCES

Les familles AZZOUC et
BENAHMED d'Oran présentent
leurs sincères condoléances à
Monsieur NACER MEHAL suite
au décès de sa regrettée Mère et
l'assurent de leur profonde
compassion.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant,
accueillir la défunte en Son
Vaste Paradis.
إنا لله و إنا إليه راجعون

■Pharmacie sise à GDYEL cherche Vendeur (euse) - CV exigé - Tél : 0661.23.69.84

■Entreprise Privée recrute Ingénieur en Chimie Industrielle. Expérience 05 ans. Maîtrise l'outil informatique - Envoyez votre CV à l'email : rh.recrute29@yahoo.com

■Entreprise privée à ORAN cherche des Plombiers - Appeler au 0771.17.37.16

■Famille à ORAN cherche Personne sérieuse pour faire du ménage à plein temps ou mi-temps - Tél : 0550.02.21.15

■Centre Commercial au centre-ville d'Oran cherche des Etudiants Universitaires (âge 20 - 30 ans). Résider à ORAN pour week-end – Tél : 0555.86.11.44

■Ets recrute Comptable Femme Diplômée en comptabilité. Expér. dans un cabinet. Maîtrise outil informatique. Réside à ORAN – Envoi CV + photo au : cvoran@yahoo.fr

■Importante Société privée recrute : Une Secrétaire Administrative, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer CV par Fax au numéro suivant : 041.65.03.01

■Alphonica Call Center recrute Commerciaux sédentaires, B to B, parlant parfaitement la langue française - Envoyez CV à : mehdi.a@phonesolutions.fr – Tél : 0549.30.74.59

■Recrute Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■Société de Transport recrute dans l'immédiat : Chauffeurs Semi-remorque expérimentés - Vous présenter au parc Hamoul situé axe route Aïn El Arbaâ – Tél : 0550.900.128 - 0555.96.88.28

VEHICULES

■Vends Bloc Moteur + 4 Pistons sans Vilebrequin et sans Carter plus 1 Culasse complète 1,6 HDI en très parfait état – Tél : 0670.08.13.56

■A vendre VW BORA. 2002. TDI. 130 CV. 1^{ère} main. Excellent état. Tout Options sauf toit. 198.000 Km. Origine France. PD : 82 U - Peinture grise métallisée – Tél : 0661.46.22.71

■Location de Voitures pour Particulier et Entreprises - Contacter : 0542.69.62.70 - 0773.01.62.49

■A vendre : BMW. 320 D. Blanche année. 2013 - 6700 Km - première main - Licence BVA - toute option. ORAN - Prix 370 M – Tél : 0771.00.46.41

■Vente HYUNDAI H100. Double cabine. Année 2008 + HYUNDAI TUCSON. Année 2007 + 2 Machines à sol marque JIONEL - FREDIMAR – 0774.12.21.87

■Cherche / Achat une Grue ENMTP Type 1020 ou équivalent en état de marche / Utilisation immédiate - Tél : 0771.36.03.92

■Location voitures - Loue une Camionnette à 5 M/mois - Louer une Maruti à 4 M/mois - Contact : 0550.44.63.32

■Vends Moissonneuse-batteuse + Camion SONACOME K 66 + MERCEDES VITO + C15 2005 CITROËN - Tél : 0555.49.00.78 / 0560.62.09.04

■Achat Véhicule accidenté ou en panne, Léger et Lourd - 021.91.35.62 - 0771.39.49.82 - 0550.59.03.60

DIVERS

■A vendre : Chambre à coucher - Living - Table avec 4 chaises - Machine à laver... Tél : 0698.95.99.22

■Vends Matériel de boucherie neuf : 2 Congélateurs + 2 Balances + 1 Hachoir + 2 Blocs Tables + Caisnes + Comptoir + Tiroid + Séparation. 1 Présentoir - Tél : 0560.206.036

■TLEMCCEN : Fabricant Produits laitiers cherche Distributeur Wilaya Centre – Tél : 0781.77.01.28

■A vendre Piano marque russe – Tél : 0790.78.09.17

CONDOLÉANCES

Le Docteur BEREKSI Djamel,
son épouse née BENHAMZA,
ses enfants et sa famille, affligés
par la nouvelle du décès de leur
ami et frère
ALLAL YAZID,
présentent à Mme ALLAL YAZID,
ses enfants et sa famille leurs
condoléances les plus attristées
après la perte d'un érudit et d'un
monument de la bonté, de la
modestie et de la générosité.
« Que Dieu l'accueille en Son
Vaste Paradis ».
Wa yfreh aalayhim sabrin et de
la quiétude pour faire face à ce
grand malheur.

■Cherche Location Numéro de Taxi à ORAN – Tél : 0771.73.69.27

■Cherche Partenaire (Associé) pour un projet de Station d'essence très bien situé - SVP pas de courtier, pas d'Africain – Tél : 0659.075.313

■Imprimerie vend : Platine HEIDELBERG - Massicot TEMPO 82 - Tél : 0771.70.72.17 - ORAN

■Achat Solde Matériels Electricité - Quincaillerie – Lampes... etc. – Tél : 0799.54.78.67 - 0557.17.70.68

■Cherche un Numéro de Taxi pour ORAN-Ville - Tél : 0561.32.35.46

■Vds Bateau 5,25 x 2,15 type Voilier. Cabine 2 couchettes. Marque Ascour – France - avec Remorque - Moteur Diesel 8.10 Ch. In-bord – équipés - T.T. bon état de marche – Tél : 0790.91.14.42 - ORAN

■V / Gisement d'Argile 30 Ha avec Titre minier et Projet Briqueterie. Bon prix – Tél : 0560.93.85.72 / 0560.96.42.37

■Cherche Partenaire pour Projet existant et rentable – Tél : 0540.15.13.12

■Vends à RELIZANE 14 Portes d'entrée Appartement, métalliques D. 2.20 x 1.00 Importation – Tél : 0698.44.70.30

■Jeune Homme cherche Numéro de Taxi (ORAN) pour une durée d'un an (12 mois) – Tél : 0780.15.15.17

■Vends Fusil de chasse marque CHA-PUIS canon lisse 2 coups. Calibre 16 - Tél : 0773.89.81.50

■A vendre Matériel complet Alimentation Gle : Frigo mural CMF - Présentoir CMF - 02 Congélateurs - Les Etagères... etc. - Bon état – Contacter : 0550.43.63.31

■Vds Broyeur plastique marque italienne PREVIERO. Puissance 120 Ch. - Excellent état – Tél : 0555.69.66.69

■Loue Agrément Crèche d'enfants (Maternelle – Préscolaire de 01 an à 05 ans). 02 ans avec matériel + gérance pour (curieux s'abstenir) – Tél : 0559.42.20.65 – 0556.29.11.31

■Vente Machines de Torrification du café 30 Kg marque Allemagne. 3 Moulins café GM – Tél : 0551.35.16.04

■S.B.A. : Vends 2 Machines à glace (Crème) 3 bras marque américaine TAYLOR - Tél : 0791.32.22.80

■Vds Machine automatique Jointeuse de bouchon Ø 28 pour bouteille PET avec matière première – Tél. 0550.45.44.61

■Problème technique ? Professionnel. Domestique. Revêtement. Rénovation. BA13. Alucobond. Porte Auto. Peinture. S. Rapide – Tél. 0559.86.68.28 – 0549.23.15.26

■Proposons avec garantie Matériel Recyclage plastique local + Fabrication Moule injection – www.erei-dz.tk – Tél : 0668.14.77.77

■Achète Four rotatif 216 baguettes, neuf ou bonne occasion – Tél : 0551.80.20.17

■Vends Jet-ski 1400 Yamaha 4 temps état neuf. 4 places - Vends Cheval pur-sang anglais, de course reconverti au saut d'obstacle, gris pommelé, né en 2006 – Tél : 0661.20.13.84 – 0550.45.97.73

■TLEMCCEN - Vends Lot Pièces détachées Poids Lourds d'origine en majorité Essuie-glaces – Phares - Feux – Sangles... etc. Prix offert 35 U. Prix demandé 55 U - Tél : 0661.220.272

■L'école EL HAYAT SCHOOL informe les parents désireux inscrire leurs enfants dans les cycles PR - Moyen et Secondaire que les inscriptions se feront sur le site : www.elhayat-school.dz

Intertek

Formation IRCA 2015

SARL MOODY ALGERIE

Représentant du Groupe INTERTEK en Algérie

Organise à ALGER,

du 31 Mai au 04 Juin 2015,

une session de formation de :

Auditeur / Responsable d'audit pour les systèmes de management de la qualité

Quality Management System Auditor / Lead

Auditor Training Course A17072

Le cours est enregistré par l'IRCA : International

Register of Certified Auditors, et répond aux exigences

de formation pour l'enregistrement d'auditeur ou

responsable d'audit dans

le cadre du programme international.

Le nombre de places est limité à 10

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter au

Tél : 023.70.00.41 - Fax : 023.70.00.40 -

Email : intertek.formation@yahoo.fr

Complexe Touristique El Manara Aïn-El-Turck

Informe son aimable clientèle des nouveaux prix qui seront applicables à partir du 05/05/2015.

Hébergement = HOTEL - Bungalow équipé climatisé à 3500 DA.

Restaurant = Dîner dansant tous produits de consommation à 350 DA

SOYEZ LES BIENVENUS

Société recrute un Traducteur qualifié arabe / français expérience 15 ans.

Tél.: 0667 249 279 / 0552 833 498

Email : recrutterik@gmail.com



AVIS AUX CLIENTS DE L'AGENCE 2a (Mr DEBICHE) LES CASTORS ORAN

Pour voyager en toute quiétude,
l'Agence 2a 3107

sise à Coopérative Ennour Villa N° 06 Castors ORAN, en Partenariat avec
AMANA ASSURANCE PREVOYANCE ET SANTE,

vous PROPOSE :

- 1 - Assurance Voyage.
- 2 - Accident Corporel.
- 3 - Rapatriement de Corps.
- 4 - Assurance Pèlerinage.

Pour tous renseignements nous contacter au :

Tél : 041 74 13 34 - 041 74 11 18

Mobile : 0772 44 28 87 ET 0551 47 55 81

E-mail : 2a3107@2a.dz

Un accueil chaleureux vous sera réservé.

LE DIRECTEUR D'AGENCE

Vente des Lots

de terrain de 200 m²

entièrement viabilisés
dans un nouveau lotissement
à ORAN, quartier SIDI MAAROUF.
Téléphone : **041 240 338**
Mobile : **0560 069 555**
(Joignable de 09 h à 17 h)
Siège : 03, Rue Beni Handel
(Ex-Vaucluse) Boulanger. Oran.

Importante Société agroalimentaire recherche Distributeurs à travers le territoire national.

Ces distributeurs doivent transmettre
à l'adresse suivante
(Email : sagrect@gmail.com) une
lettre de motivation mentionnant les
coordonnées suivantes : adresse
exacte, téléphone fixe
ou mobile, Email

ENTREPRISE PRIVEE INSTALLÉE A ORAN RECRUTE

- 1°) Gestionnaire de stocks titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou de technicien en électromécanique maîtrisant l'outil informatique.
 - 2°) Contrôleur de gestion titulaire d'une licence en science financière.
 - 3°) Technicien supérieur en électromécanique, en électrotechnique et en automatisme.
 - 4°) Conducteur de travaux pour carrière.
 - 5°) Soudeurs.
- Envoyer CV à l'adresse e-mail suivante :
recrutementjob13@hotmail.fr



CLINIQUE DENTAIRE ZABANA **NOTE**

La Clinique Dentaire ZABANA sera fermée
du 13 Mai 2015 au 29 Mai 2015 inclus
pour Séminaire International.

Pour tout rendez-vous
Téléphoner au : **05 55 114 995**

REPRISE : SAMEDI 30 MAI 2015

Remerciements

La famille **BOUSETTA** à leur tête

ABOU BAKR SEDIK wali de la wilaya de

CHLEF, remercie toutes les personnes qui

ont compati à la perte de leur cher

et regretté père

BOUSETTA AHMED

inhumé le 02 Mai 2015 à Oran, que son

âme repose en paix.

Que Dieu, Le Tout-Puissant, le reçoive en

Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous

retournons

CONDOLEANCES

Le Président Directeur Général de GMI Algérie a appris avec

grande peine la disparition du père de Monsieur ABOUBAKER

SEDDIK BOUCETTA, Wali de Chlef, présente à ce dernier ainsi

qu'à sa famille et ses proches ses sincères condoléances et les

assure en cette pénible et douloureuse circonstance de sa profonde

sympathie et prie DIEU Le Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa

Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

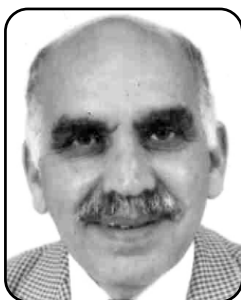
« A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons »

PENSEE

Pensée pour notre regretté : **BELBACHIR ABDELKADER.**
Il y a un an que tu nous as quittés paisiblement et à jamais pour un monde meilleur. Nous, la famille BELBACHIR au sein de qui tu as laissé un grand vide et qui se languissent sous le poids d'une douleur incommensurable et péniblement maîtrisable, exhortons tous ceux qui t'ont connu pour ta générosité et tes principes, ceux qui t'ont approché et apprécié et qui continuent à penser à toi, ceux pour qui tu resteras toujours vivant, d'avoir sans cesse une pensée pieuse pour toi. Que tous tendent leurs mains et leurs cœurs habités d'une cruelle tristesse et qu'ils implorent ALLAH pour que Sa Miséricorde t'accompagne pour l'éternité.

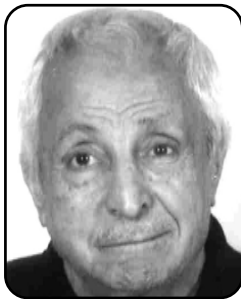
« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSEE

Cela fait une année déjà, le 7 Mai 2014, que nous a quittés à jamais notre cher et regretté **Mohamed BOUREGBA** ancien surveillant général à l'Ecole Normale de garçons. Ta famille, tes amis n'oublieront jamais ta bonté, ton humour, ta droiture et ton sourire...
Ton épouse Alia, tes enfants Chakib, Aïcha, Tarik, Leïla, leurs conjoints, tes petits-enfants demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour toi.
Repose en paix **Mohamed**, nous ne t'oublierons jamais.



PENSÉE

Cela fait déjà 14 années que tu nous as quittés notre très cher père **MARGOUM LAHOUARI dit (Mignon).** Ton souvenir demeure toujours intact. Ni les années ni le monde ici bas ne pourront l'altérer. Ta femme, tes enfants, Mohamed, AEK, Meriem, Sid Ahmed, F/Z et Ali ont tous une tendre et pieuse pensée pour toi. Repose en paix cher père
Ta famille qui t'aimera toujours



PENSÉE

A la mémoire de notre chère mère et grand-mère **BELMILOUD Hadja Khadra épouse LARBI MESSAOUD** qui nous a quittés le 07/05/2014, déjà un an, laissant derrière elle un très grand vide. En ce triste souvenir, les familles LARBI MESSAOUD - DOUAH et HAKKA demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Maman tu nous manques beaucoup.
Ta fille Rahmouna



PENSÉE

Cela fait 30 jours, le 02/04/2015, nous as quittés à jamais notre chère et douce mère, **Mme HELALI BADRA née MORSLI** pour un monde meilleur, laissant derrière elle un vide que nul ne pourra combler. Tu me manques ma chère mère. Je demande à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis. ALLAH Yerahmek.
Ton fils



PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté père **Mr TOUIL REGUBBA BELAÏD.** Le 08/05/2009, cela fait déjà 06 ans que tu nous as quittés à jamais pour un monde meilleur, en laissant un immense vide. Ta tendresse, ta bonté et ta générosité resteront gravées dans nos mémoires. Repose en paix tendre père que ton repos éternel soit aussi doux que l'a été ton cœur. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
Ta grande famille



REMERCIEMENTS

Les familles **BOUSETTA, KEBIR, OULDEÏ-TEBINA, BOUAZZA, BELAÏCHOUCHE, BENATEK, BELKENADEL, LARBI BOUMAZA,** remercient tous ceux et toutes celles qui ont compati à leur douleur suite au décès de leur cher et regretté **BOUSETTA AHMED** survenu le Vendredi 01/05/2015 et prient Dieu, Le Tout-Puissant, d'accueillir le défunt dans Son Vaste Paradis.
Ses enfants et petits-enfants



DÉCÈS

C'est avec une grande tristesse que nous a quittés notre cher père et grand-père **BENALI MOHAMMED (HAMOU HAMZA).** Ancien Moudjahid, survenu le 02/05/2015 à l'âge de 85 ans. La famille BENALI demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



DÉCÈS

La famille **ATCHAOUI** a l'immense douleur d'annoncer le décès de leur sœur **ATCHAOUI FATIMA** survenu le 04-05-2015 à l'âge de 83 ans. Adresse mortuaire : Cité des Oliviers Bloc 36 - MARAVAL.
إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSÉE

Docteur AZZOUD HADJ LARBI 11 ans passés depuis ton départ. Ton absence est dure à supporter mais notre amour pour toi ne cesse de nous remplir, aidé par nos prières. Repose en paix, tu mérites bien après tout ce que tu as apporté et accompli dans ta vie.
Ta femme, tes enfants, tes petits-enfants et tous tes alliés.



PENSÉE

BENAÏSSA MOHAMED 07 Mai 2013 - 07 Mai 2015 Deux années déjà. Ton absence est un très lourd poids dont il faut vivre avec. Repose en paix Bouya. Nous ne t'oublierons jamais.
Ta famille



Colère à l'APC
de Constantine

A. Mallem

Les travailleurs de l'APC de Constantine sont en colère contre l'administration communale qui tarde, ou refuse, de leur verser la prime de rendement individuelle (PRI) de janvier, février et mars 2015, et ils «menacent de passer à la grève», selon leurs représentants syndicaux. Ces derniers indiquent que les travailleurs leur ont demandé d'entamer un débrayage, d'une journée à partir d'aujourd'hui, jeudi 7 mai. «Parce qu'il y a, paraît-il, un conflit entre le receveur et le contrôleur financier, l'ensemble des travailleurs communaux ont été privés de la PRI, au titre du premier trimestre de l'année en cours», nous a déclaré, hier, après-midi, un groupe de travailleurs du siège de la municipalité. Contactés aussitôt, les deux secrétaires généraux des sections syndicales UGTA et Snapap, ont confirmé le malaise et affirmé qu'ils allaient faire une dernière tentative auprès du maire qui leur avait promis, la semaine passée, que cette question sera réglée dans la semaine. Les syndicalistes ont tenu à rappeler que cette question se pose, depuis plus d'un mois, et qu'ils avaient tout tenté avec le maire pour essayer de la régler, dans l'intérêt de l'administration et des travailleurs. «Le week-end dernier, nous a expliqué M. Sehali, secrétaire général de la section syndicale de l'UGTA, après avoir perdu tout espoir de con-

ciliation avec l'administration, les deux syndicats s'étaient réunis et avaient décidé de lancer un préavis de grève, d'une journée pour le jeudi 28 avril et nous avons rédigé un communiqué commun pour informer l'administration et les travailleurs. Mais, une intervention de dernière minute, venant du cabinet du maire, annonçait que celui-ci demandait à recevoir les représentants des travailleurs pour discuter de la question. Ce qui fut fait et le P/APC nous a demandé de patienter jusqu'à la fin de cette semaine. Nous avons obtenu, mais aujourd'hui, il est apparu, clairement, que la promesse du maire n'allait pas être tenue. Et nous allons reprendre l'option de la grève».

Hier matin, 80 travailleurs, venus des différents secteurs communaux, se sont rassemblés devant l'hôtel de ville, siège de l'APC, au moment où les représentants des deux syndicats étaient en conclave au bureau de la section syndicale UGTA. Et vers midi, lorsque nous avons repris le contact avec M. Sehali, celui-ci nous a confirmé le mot d'ordre de grève pour, aujourd'hui, jeudi. Il a ajouté, aussi, que les membres des deux bureaux syndicaux, UGTA et Snapap, ont décidé de tenir, ce même jour, dans la matinée, un sit-in de protestation devant le cabinet du wali. Signalons, pour terminer, que nous avons tenté plusieurs fois d'entrer en contact avec le président de l'APC, mais sans résultat.

Les constantinois
se réconcilient avec
la vie en nocturne

Abdelkrim Zerzouri

Les constantinois réapprennent à vivre en nocturne. L'animation particulière qui a donné un nouveau cachet aux rues de la ville des ponts, durant ces dernières soirées, a agréablement surpris habitants et visiteurs. D'habitudes désertées bien avant la tombée de l'obscurité, les rues du centre-ville de Constantine ne désertent plus. Des familles qui déambulent dans la fraîcheur de la nuit, des commerces qui gardent les rideaux ouverts après le coup de 20 heures, des jeunes et des enfants qui veillent tard dans la nuit, le tout dans une ambiance conviviale longtemps exclue du lexique sociale, ce sont des témoignages de citoyens qui parlent de «caractère casanier cassé» et de nouvelles habitudes adoptées par les habitants. Pour rappel, l'Ugcaa a lancé récemment une campagne de sensibilisation en direction de ses adhérents pour les inciter à garder leurs commerces ouverts dans la soirée, au moins jusqu'à 22 heures pour un premier temps, afin d'habituer les gens à sortir et faire des promenades en nocturne, et des courses qu'on n'a pas pu régler au courant de la journée. De toute évidence, la situation change progressive-

ment, comme nous l'a promis récemment le chef de Sûreté de wilaya. «Les gens ont pris l'habitude de rentrer chez eux assez tôt, comme à travers plusieurs régions du pays ces dernières années, mais on fera en sorte de changer ces habitudes progressivement, notamment en tranquillisant les familles sur la question de la sécurité. Les habitants et autres visiteurs devraient se rendre compte dans les prochains jours du fait que rien ne peut leur arriver s'ils décident de sortir dans la soirée, en famille ou seuls, nos éléments veilleront à leur quiétude», a-t-il assuré. Certains témoignages confortent cette tendance, «chose rare par un passé récent, on a vu ces dernières soirées des jeunes filles se promener sans aucun accompagnateur adulte», «des enfants jouer sans aucun souci», relève-t-on. D'autres nous parleront d'un éclairage public «impeccable», qui donne plus de sérénité aux lieux. Vraisemblablement soutenu par la manifestation culturelle internationale qui se tient entre ses murs, le pari de créer une vie en nocturne sur le vieux rocher est en passe d'être réalisé. Seul inconvénient, s'il peut en être un, la circulation routière est maintenant infernale de jour et de nuit.

Des brigades d'inspection
dans les carrières

A. El Abci

Des brigades de l'inspection du travail de Constantine entameront à partir de la semaine prochaine des sorties sur le terrain, au niveau des nombreuses carrières (près de 50) situées dans la wilaya, dans le souci de préserver la santé des employés et de sensibiliser les employeurs, sur site, quant à la nécessité du respect des conditions professionnelles et sanitaires du travailleur, selon le premier responsable de l'inspection en question, M. Djeloud.

Les visites sur site se feront en coordination avec des médecins de la santé du travail et ce, à l'effet d'une meilleure prise en charge.

Selon le même responsable, ces carrières sont quelque peu difficiles en ce sens que l'augmentation des déchets résultants de leur activité, qui se pratique à une échelle

industrielle intensive, comporte des menaces sur la santé aussi bien des employés que des habitants des environs du fait des poussières dégagées.

Les maladies les plus répandues et dont l'activité des carrières est à l'origine, sont connues en réalité et concernent, notamment, les difficultés respiratoires, différentes allergies dont celle de la peau, l'asthme et les maladies pulmonaires. Et d'ajouter que chacune des parties de ces brigades mixtes aura à vérifier les conditions de travail du point de vue de sa spécialité, à savoir respect en matière de réglementation régissant le secteur, pour l'inspection, et examen de maladies professionnelles propre à cette activité, par les médecins du travail. «L'objectif de nos visites, explique-t-il, est la prise en charge de ces aspects pour y apporter des amé-

liorations ultérieurement». Il s'agira également de «sensibiliser les employeurs à la nécessité de travailler en conformité avec les règlements en vigueur, en mettant à disposition les moyens et équipements d'épuration à même d'assurer les protections individuelles et collectives indispensables aux employés».

Il est à rappeler que les problèmes des activités de ces carrières ne se limitent pas aux seuls travailleurs de ces unités, mais «s'étendent aussi aux habitants des environs» qui se plaignent, à leur tour, de la poussière dégagée de ces unités d'activité de nature industrielle, dont ils ne sont pas épargnés, loin s'en faut, soulignant qu'ils souffrent des mêmes affections car «la poussière ramenée par les vents ne fait pas de distinction et nous souffrons à notre tour des maladies respiratoires, des allergies, etc.».

Lumière sur les massacres
de la France coloniale

A. Mallem

Le colloque sur les massacres coloniaux organisé dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a été lancé officiellement, hier, à l'université islamique Emir Abdelkader de Constantine, en présence des autorités locales, dont le wali M. Hocine Ouadah, et les invités venus de quatre continents pour communiquer sur des thèmes liés aux massacres coloniaux et génocides de masse.

Après l'ouverture, les organisateurs sont intervenus pour dire que la commémoration du 70^{ème} anniversaire du 8 Mai 1945 dans le constantinois coïncide cette année avec l'ouverture de cette manifestation et cela a constitué l'occasion pour ouvrir un chantier thématique sur les massacres coloniaux dans différentes régions de la planète au cours de l'histoire contemporaine de l'humanité. A ce titre, le témoignage apporté par l'enseignant en retraite Choukri Abdelmoneim, chercheur sur l'his-

toire de la région d'El-Ancer dans la wilaya de Jijel, a donné le ton sur les communications attendues des historiens, sociologues, psychologues et anthropologues qui ont travaillé sur le thème.

Ce témoignage a été fait sur un massacre commis en 1956 dans le petit douar de Beni Ouedjhane, dans la commune d'El-Ancer, par une brigade de chasseurs à pied (PCVP) de l'armée française faisant partie d'une compagnie qui était cantonnée dans cette commune et dont ont été victimes près de 300 civils.

Ce massacre a été relaté par l'intervenant qui est allé jusqu'à citer les noms des officiers français qui commandaient la compagnie française. «La compagnie était commandée par un certain capitaine Rousseau et un lieutenant appelé Bruno Roux. Ce dernier a été élevé au grade de général après la fin de la guerre d'Algérie. Ces faits, partie de l'histoire sanglante du colonialisme français en Algérie ont fait l'objet d'un livre qui a été écrit par une histo-

rienne française qui a enquêté sur les lieux et a été édité récemment en France, puis repris dernièrement par une maison d'édition constantinoise. Mais après que les premiers détails révélés par ce témoin ait jeté un effroi parmi l'assistance, les modérateurs ont demandé à l'orateur d'aller vite en évitant les détails. Et ce témoignage inédit a été tronqué au grand désappointement d'une partie de l'assistance et du conférencier qui a manifesté sa désapprobation. «Ce n'est pas sérieux», nous a confié par la suite M. Choukri qui s'est bien demandé pourquoi on l'a invité dans ce cas.

Signalons que dans le cadre de ce colloque itinérant appelé à rayonner sur les wilayas de Guelma, Sétif et Béjaïa, quatre courts métrages réalisés par des cinéastes algériens sur «les enfumades du Dahra» du XIX^{ème} siècle, les massacres du 8 Mai 1945 et sur «la violence et le droit», vont être projetés le vendredi 8 mai 2015 et le jour suivant à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine.

«Youghourta» aujourd'hui
sur les planches du TRC

La Générale d'une pièce intitulée Youghourta, oeuvre de l'association du nouveau théâtre des Issers (Boumerdès), sera donnée jeudi à Constantine dans le cadre de «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a indiqué, mardi, un membre de cette association, Abdelghani Chentouf. Ecrite par le regretté Abderrahmane Madoui, pionnier de la bande dessinée algérienne, cette pièce, la huitième du répertoire de cette association, sera mise en scène par Abderrezak Kouadiri Habaz, sur une musique d'Amine Bentamer, a précisé M. Chentouf, lui-même scénographe de la troupe, lors d'une conférence de presse organisée au siège du Théâtre régional de Constantine (TRC). Douze comédiens se partagent la distribution de cette pièce où le rôle principal sera campé par le jeune Ahmed Deham, a-t-il encore fait savoir, précisant que la pièce Youghourta retrace le parcours du roi de Numidie, fils de Mastanabal, petit-fils de Massinissa et frère de

Micipsa, et raconte son opposition à la puissance romaine, ses guerres pour maintenir le royaume Numide uni et les conspirations au sein du clan du roi numide qui finissent par livrer Youghourta aux Romains, a détaillé M. Chentouf. Ce dernier a également précisé que le texte du créateur du personnage de «M'quideche, écrit dans les années 1950, est considéré comme «une projection» des événements qui se sont déroulés à cette époque entre les partisans de l'indépendance de l'Algérie et ceux qui privilégiaient l'intégration.

L'association du nouveau théâtre des Issers a monté sa première production, Essafir (L'ambassadeur), en 2008 et a récidivé en 2009 avec El Doub (L'ours). Elle compte également à son actif une pièce théâtrale en Tamazight, Thakhamt N'Ihras (La pièce étroite), montée sur scène en 2011 et une pièce pour enfants Ammou Borhane, réalisée en 2014.

L'association qui s'investit, selon M. Chentouf, dans la promotion de la culture théâtrale à travers la formation, a ouvert en 2006 une école dispensant des formations aux techniques de mise en scène, de scénographie, d'improvisation et d'écriture dramatique. L'association du nouveau théâtre des Issers a remporté plusieurs prix dans diverses manifestations locales, nationales et internationales, dont le prix de la meilleure mise en scène au Festival national du théâtre amateur de Mostaganem en 2010, avec Hirassa Mouchadada (Etroite surveillance), ainsi que le grand prix du Festival international d'Arfoud (Maroc) en 2009, avec la pièce L'ours.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

18 rajab 1436				
El Fedjr 05h58	Dohr 12h31	Assar 16h19	Maghreb 19h31	Icha 21h00



Football - Ligue 2 Suspense aux deux extrémités du tableau

M. Zeggai

Après une trêve de deux semaines, la reprise du championnat dans ce groupe s'annonce des plus incertaines et capitale quant aux deux sésames pour la Ligue 1. On se gardera d'oublier la lutte pour le maintien où pas moins de onze clubs sont concernés alors que l'ABM et l'ESMK sont pratiquement condamnés. L'USM Blida, qui a composé avant terme son billet pour l'élite, se rendra à Tadjanet où le DRBT a gran-

dement besoin des trois points pour conserver sa troisième place et éventuellement rejoindre à la seconde position le RCR en cas de contre-performance de ce dernier à Saïda. Effectivement, le dauphin rilizanais a un derby difficile à négocier devant le MCS où l'entraîneur Boudjaârane vient d'être limogé. Les Saïdiens, qui n'ont besoin que de trois points pour assurer définitivement leur maintien, doivent cravacher ferme pour concrétiser leur objectif du jour. Cette empoignade sera suivie avec

beaucoup d'intérêt par l'OM qui pourrait revenir dans la course à l'accession. Pour cela, les Médéens devront battre l'USMMH, une équipe qui lutte pour sa survie.

De son côté, le CAB sera l'hôte de l'USC, condamnée à la victoire pour se dégager de la zone rouge. A Boussaâda, l'ABS reçoit le CRBAF, la grande déception de ce championnat, dans un match à huis clos et ouvert à tous les pronostics entre deux formations en quête de points pour se mettre définitivement à l'abri.

A Koléa, l'ESMK, en position de potentiel relégable, sera face à l'ASK en l'absence de son public. De son côté, le WAT sera en appel à Bejaia face à la JSMB. Enfin, la lanterne rouge, l'ABM, évoluera à domicile devant le CABBA qui vise la victoire pour demeurer en course pour l'accession.

Vendredi à 16h00			
Saïda:	MCS	-	RCR
O.E. Bouaghi:	USC	-	CAB
Medéa:	OM	-	USMMH
Tadjanet:	DRBT	-	USMB
Boussaâda:	ABS	-	CRBAF
Béjaïa:	JSMB	-	WAT
Merouana:	ABM	-	CABBA
Kolea:	ESMK	-	ASK

Equipe nationale Afin de superviser les Seychelles et le Lesotho Gourcuff en Afrique du Sud la semaine prochaine



La sélection algérienne de football devrait effectuer un stage en Afrique du Sud, avant son match en déplacement face au Lesotho prévu entre le 4 et le 6 septembre prochain dans le cadre de la 2e journée (Gr J) des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, a indiqué mercredi le coach national Christian Gourcuff. « L'hypothèse d'aller effectuer un stage en Afrique du Sud avant le Lesotho n'est pas à écarter, une manière de s'ac-

climater avec les conditions là-bas, mais rien n'est encore décidé », a affirmé Gourcuff lors d'un point de presse tenu à Alger. L'Algérie évoluera dans le groupe J lors des qualifications à la CAN 2017, en compagnie de l'Ethiopie, des Seychelles et du Lesotho. Les Verts entameront leur campagne qualificative face aux Seychelles le samedi 13 juin au stade de Mustapha-Tchaker de Blida (20h30). « Je vais me déplacer en Afrique du Sud la semaine prochai-

ne pour superviser les Seychelles et le Lesotho qui vont prendre part à un tournoi régional. Ce sera une occasion égale pour moi de voir les conditions du déplacement au Lesotho. Nous devons tout prendre en compte », a-t-il ajouté. Par ailleurs, Gourcuff n'a pas écarté l'idée d'effectuer un rassemblement au centre technique national de Sidi Moussa avant de s'envoler pour le Lesotho », comme il est de coutume, a-t-il conclu.

FIFA Raouraoua conserve la présidence de deux commissions

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, conserve la présidence de plusieurs commissions permanentes de la Fédération internationale de football, malgré son départ du comité exécutif de l'instance internationale en avril dernier. Le premier responsable de la FAF garde ainsi la présidence de la commission d'organisation de la Coupe du monde des clubs dont les deux dernières éditions se sont déroulées au Maroc.

Mohamed Raouraoua est désigné d'autre part président délégué de la commission des

Associations que préside le Turc Senes Erzik. Il est toujours membre de la commission d'organisation de la Coupe du monde de la FIFA, désormais présidée par le Français Michel Platini. Le président de la FAF est d'autre part membre de la commission des questions juridiques dont la présidence est confiée à l'Espagnol Angel Maria Villar Llona. Mohamed Raouraoua avait décidé en mars 2015 de ne pas briguer un second mandat au comité exécutif de la FIFA. Il avait été élu membre du comité de la FIFA en février 2011 à Khartoum, lors du congrès de la CAF.

Outre Raouraoua, deux personnalités sportives algériennes sont toujours actives au niveau de la Fédération internationale de football (FIFA). En effet, l'ancien président de la Fédération algérienne de football (FAF) Hamid Haddadj, est toujours membre de la commission de discipline de la FIFA que préside le Suisse Claudio Sulser, alors que le docteur Yacine Zerguini est membre de la commission médicale de la FIFA que préside le Belge Michel D'hooghe. En revanche, Belaid Lacarne quitte la commission des arbitres de la FIFA.

Philadelphia M'Bolhi de retour après quatre semaines d'absence

Le gardien de but algérien, Raïs M'Bolhi, a retrouvé son club Philadelphia après quatre semaines d'absence ayant suivi son éviction du poste de titulaire de l'équipe de première division de football aux Etats-Unis (MLS). M'Bolhi a réintégré les entraînements collectifs de ses camarades mardi soir, selon la presse locale, qui a commenté ce comeback par le désir du portier international de gagner en compétition en vue d'un éventuel transfert vers un autre club lors du prochain mercato estival. Le N.1 de la sélection algérienne était sorti des plans de son entraîneur à Philadelphia après la cinquième journée du

championnat MLS. Il a payé les frais de l'enchaînement des mauvais résultats de son équipe. Cependant, la situation de Philadelphia n'a pas beaucoup changé sans son gardien de but algérien, puisque cette formation pointe toujours à l'avant-dernière place au classement de la Conférence Est. Dispensé du précédent tournoi disputé par la sélection algérienne en mars dernier à Doha, M'Bolhi risque de perdre sa place de titulaire à l'occasion de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017). L'Algérie accueillera l'équipe des Seychelles le 13 juin prochain à Blida.

Division nationale amateurs Est Une dernière journée pour la forme

M. B.

Ce week-end, on jouera pour le compte de la 30e et dernière journée du championnat dans ce groupe. Une étape dénuée de tout enjeu dans la mesure où la JSM Skikda est sacrée

championne depuis trois semaines déjà et que le WA Ramdane Djamel, auteur d'une saison catastrophique, est le seul team relégué en division inférieure. En tout cas, c'est pour la forme que les équipes engagées dans ce palier se donneront la répli-

que pour la dernière fois cette saison. Le leader skikdi se rendra à Jijel pour affronter l'un des mal classés, le CR Village Moussa en l'occurrence, alors que son dauphin, l'US Biskra, effectuera le déplacement à Guelma pour y défier l'ESG.

Dans le ventre mou du classement, ce sera surtout une question de suprématie entre des équipes qui auront à cœur de terminer la saison sur une bonne note.

Enfin, la lanterne rouge, le WARD, tentera un dernier baroud d'honneur à domicile devant le NRB Touggourt.

Vendredi à 15h00			
Guelma:	ESG	-	USB
Aïn Beïda:	USMAB	-	Hamra
Skikda:	WARD	-	NRBT
Collo:	E.C	-	MSPB
Kaïs:	USMK	-	MOC
Jijel:	CRVM	-	JSMS
Magra:	NCM	-	HBCL
Annaba:	USMA	-	ASAM

Sidi Bel Abbès - Cyclisme La petite reine à l'honneur ce week-end

M. Kadiri

La Ligue de Sidi Bel Abbès de cyclisme dirigée par Fertous Abbès organise la troisième édition du tour cycliste du chef-lieu durant ce week-end. Placée sous le haut patronage du wali de Sidi Bel Abbès et de la DJS, cette manifesta-

tion dédiée à la mémoire des deux champions, Abdelmalek Abbès et Berrached Abdelkader, verra la participation d'un grand nombre d'associations qui animeront ce rendez-vous dans deux courses. Les participants auront à parcourir, vendredi, un circuit de 100 km de Sidi Bel Abbès à Aïn

Témouchent en passant par Sehala, Tessala, Sidi Hamadouche et Sidi Brahim. Samedi, les coureurs se donneront la réplique sur une boucle de 125 km avec comme point de départ et d'arrivée Sidi Bel Abbès, tout en traversant les localités de Tilmouni, Sfiseif, M'cid et Tenira.

Basket-ball - Superdivision A Entre rachat et confirmation à Sétif

Fouad B.

Les huit prétendants à la grande finale des «As» entameront ce week-end la deuxième étape du tournoi play-off à Sétif, une occasion pour certaines équipes de se racheter alors que d'autres voudront confirmer les résultats ayant sanctionné les deux rounds disputés à Dar El-Beïda. Une entame qui

avait, faut-il le rappeler, tourné à l'avantage du GS Pétroliers et du CRB Dar El-Beïda qui ont réalisé un sans-faute.

Les deux cylindrées en question tenteront à nouveau de marquer leur territoire, ce week-end chez l'USS. Les Sétifiens sur leur parquet et devant leur public sont tenus par l'obligation de résultat. Il leur faudra pour cela passer d'abord

l'écueil du NAHD avant d'enchaîner face à l'O Batna. Cette dernière semble à priori mal lotie car devant se mesurer auparavant avec le favori, le GSP qui évoluera sur du velours lors de sa seconde sortie face au NB Staouéli.

Pour sa part, le CRBDB retrouvera de nouveau sur son chemin l'IRBBA très décevant à Dar El-Beïda avant de se mesurer au NAHD, un adversaire largement à sa portée.

En lever de rideau de ce rendez-vous, l'AB Skikda sera face au NBS, l'autre grande déception de la première étape avec comme objectif la victoire avant de se frotter à l'IRBBA dans une rencontre ouverte à tous les pronostics.

Vendredi			
14h30:	ABS	-	NBS
16h00:	CRBDB	-	IRBBA
17h00:	GSP	-	OB
18h30:	USS	-	NAHD
Samedi			
13h00:	IRBBA	-	ABS
14h30:	CRBDB	-	NAHD
16h00:	NBS	-	GSP
17h30:	OB	-	USS

Handball - Coupe d'Algérie Le MB Tadjanet condamné à l'exploit

Ali Sadji

Le MB Tadjanet, auteur d'une grande sensation en barrant la route des quarts de finale de la Coupe d'Algérie au grand favori, le GSP, n'a pas été épargné par le tirage au sort car étant condamné, ce vendredi, de nouveau à l'exploit face à une

grosse pointure et équipe en forme du moment, le CRB Baraki, qui n'est autre que le leader du championnat de la Division excellence dans sa seconde phase. Plus préoccupé par son avenir parmi l'élite où il est engagé dans les play-down, le MBT doit se surpasser. Pour sa part, l'ES Aïn-Touta, tombeur de

la JSE Skikda, aura à affronter un dur morceau, le CR Bordj Bou Arréridj. A Oued Athmania, à suivre le duel entre le C. Chelghoum Laid et le CRB Mila dans une rencontre qui sera marquée par l'indécision. De son côté, le HBC El Biar, auteur d'un parcours cahoteux en championnat, doit se tenir sur ses gardes face à la formation du WO Rouiba, un ex-pensionnaire de l'élite déterminé plus que jamais à poursuivre l'aventure dans cette épreuve populaire.

Vendredi à 15h00			
Baraki:	HBCEB	-	WOR
BBA:	CRBB	-	MBT
Oued Athmania:	ESAT	-	CRBBA
Oued Athmania (16h30):	CCL	-	CRBM

Europa League

Naples et le FC Séville
en route vers la finale

M. A.

L'Europa League, dont le lauréat est assuré d'une place en Ligue des champions lors de la prochaine édition, abordera ce soir les demi-finales où sont concernées deux équipes italiennes. Si la Fiorentina a hérité d'un dur morceau et qui n'est autre que le tenant du titre, à savoir le FC Séville, et qui part du

reste avec les faveurs du pronostic à domicile et prendre ainsi option pour la finale, il n'en demeure pas moins que Naples aura une tâche moins ardue face au représentant de l'Ukraine, Dniepropetrovsk, qui se contentera tout au plus de limiter les dégâts. Car on voit mal cette formation soutenir la comparaison avec celle de Benítez qui compte dans ses rangs un certain nombre de

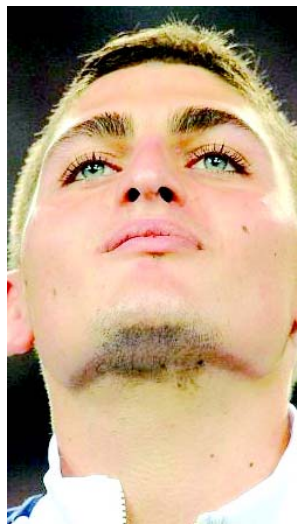
joueurs talentueux qui peuvent faire la différence à tout moment, à l'image de son buteur Higuain. Une chose est certaine, les camarades de l'international algérien, Fawzi Ghoulam, rêvent de finale, mais attention à l'excès de confiance qui pourrait leur coûter cher. De son côté, le FC Séville, qui vise un second sacre d'affilée, comptera sur l'esprit de groupe qui caractérise son équipe et sur l'opportunisme de son buteur colombien, Baca, pour faire pencher la balance de son côté.

Aujourd'hui (20h05)

Naples Dniepropetrovsk
FC Séville Fiorentina

Bayern Munich

On s'active pour Verratti !



Devenu indispensable au Paris Saint-Germain, Marco Verratti (22 ans, 30 matchs et 2 buts en L1 cette saison) est désormais un joueur très courtisé en Europe. Le Real Madrid et la Juventus Turin surveillent le milieu de terrain parisien de près, tout comme le FC Barcelone qui voudrait en faire le successeur de Xavi. Mais un autre cador européen a décidé de s'activer sur ce dossier puisque Sport Bild évoque ce mercredi des contacts avec le Bayern Munich! Selon le média allemand, Josep Guardiola apprécie énormément les qualités du Parisien et le club bavarois est venu aux renseigne-

ments auprès de l'agent du joueur. Une approche pas vraiment appréciée par le président du Paris SG, Nasser Al-Khelaifi, à en croire nos confrères allemands. Pour rappel, le Bayern s'était déjà positionné l'été dernier avant que Verratti ne prolonge jusqu'en 2019. Les supporters parisiens n'ont cependant pas de quoi être inquiets puisque Verratti a annoncé à plusieurs reprises son désir de rester à Paris. Et ses dirigeants n'ont pas l'intention de s'en séparer. Mais si le PSG ne progressait pas sur la scène européenne au cours des prochaines années, le petit Italien pourrait bien céder aux sirènes des clubs intéressés...

PSG

Fekir ou Lacazette dans le viseur



Pour le titre de champion de France, la lutte est intense, acharnée et épique entre le PSG et Lyon. Elle pourrait l'être encore un peu plus en coulisses dans les semaines à venir.

Selon L'Equipe, le club parisien, dont la direction n'a pas attendu la fin de saison pour se pencher sur le prochain marché des transferts, aurait coché sur sa liste de renforts potentiels Nabil Fekir et Alexandre Lacazette. Si l'arrivée des deux stars de l'OL reste peu probable en raison des contraintes liées au fair-play financier, le PSG souhaiterait s'offrir l'un de ces deux joueurs cet été.

Selon nos confrères, Alexandre Lacazette serait en tête de liste pour renforcer l'attaque du PSG, qui n'avait pas hésité l'an passé à manifester son intérêt envers l'actuel meilleur buteur de Ligue 1.

Sous contrat jusqu'en 2018

avec l'OL, club dans lequel il perçoit 200.000 euros brut par mois, soit un peu moins que Lucas Digne au PSG, Lacazette offre une palette intéressante puisqu'il est capable de jouer aussi bien dans une position d'attaquant axial que sur un côté. «Si le président me demande de partir, je serai obligé de quitter le club», indiquait récemment l'international français. Une façon de renvoyer la balle dans le camp de son président qui s'était empressé d'assurer que son meilleur buteur serait bien Lyonnais la saison prochaine.

Outre Lacazette, le club parisien serait également séduit par Nabil Fekir. Laurent Blanc apprécierait particulièrement les qualités de dribbleur du jeune Rhodanien, âgé de 21 ans. Le PSG aurait déjà fait part de son intérêt à l'entourage du joueur, dont l'agent n'est autre que

Jean-Pierre Bernès, qui s'occupe également des affaires du... coach du PSG. Dans ces dossiers, si trouver un accord avec les deux joueurs ne semble pas insurmontable étant donné l'immensité du projet parisien, plusieurs éléments restent en suspens : les contraintes du fair-play financier (Ndlr: le PSG pourrait ne disposer que d'une enveloppe de 55 millions d'euros durant l'intersaison), la volonté de Jean-Michel Aulas de garder ses deux meilleurs joueurs dans l'optique de l'entrée dans le nouveau stade. Sans compter la volonté du club parisien de recruter Paul Pogba, cible numéro 1 de l'été et dont le prix est estimé entre 70 et 100 millions d'euros. Autant dire que sans plusieurs ventes significatives (Cabaye, Lavezzi, Cavani...), les dossiers Lacazette ou Fekir sont encore loin d'être entérinés.

Ligue des champions

La Juventus envoie un message
au reste de l'Europe

Impressionnante dans la manière et surtout victorieuse mardi, en demi-finales aller de la Ligue des champions face au Real Madrid, la Juventus a prouvé qu'elle a sa place parmi les grands d'Europe. C'est le constat qu'il convient de faire. Un match lors duquel ils ont mis les joueurs de Carlo Ancelotti, champions d'Europe en titre, en grande difficulté. Des Madrilènes qui étaient, certes, privés de Karim Benzema et Luka Modric. Mais la Juve devait, elle, composer sans un certain Paul Pogba.

D'ailleurs, si Cristiano Ronaldo a fait le travail en ramenant les deux équipes à 1-1, avant le penalty de Carlos Tevez, l'homme du match, passeur décisif sur l'ouverture du score de l'ancien Madrilène Alvaro Morata, un certain nombre des stars du Real sont totalement passées à côté de leur sujet au Juventus Stadium. A commencer par Gareth Bale, mais aussi Sergio Ra-

mos, positionné au milieu, ou encore le tandem Raphaël Varane-Pepe, associés en charnière centrale.

Une équipe de la Juve parfois mise sur le reculoir et cantonnée dans ses 20 derniers mètres, comme en fin de partie, mais globalement dominatrice et qui avait choisi de prendre les Madrilènes à la gorge, de les presser très haut. Il revenait à Morata et Tevez d'exploiter les opportunités, ce qu'ils ont parfaitement accompli.

Evra, l'international français n'était pas le seul à chanter les louanges de l'Apache, qui joue sans doute, à 31 ans, le meilleur football de sa carrière. Il fait en tout cas sa meilleure saison européenne, c'est une certitude. Une saison qui marque donc le retour au premier plan de la Juventus sur la scène européenne. Cette équipe, battue lors de trois des deux premières journées de la phase de poules (par l'Atletico et l'Olympiakos), n'était pour-

tant pas annoncée comme faisant partie des favorites pour accéder au dernier carré de la Ligue des champions et être en ballottage favorable pour la finale de Berlin (6 juin) au début de la compétition. Pas plus que lors du tirage au sort des demi-finales d'ailleurs, quand elle faisait presque office de petit Poucet au milieu du FC Barcelone, du Bayern Munich et du Real Madrid. C'est chose faite. Reste à confirmer au retour, face à une équipe madrilène revancharde et qui ne présentera probablement pas le même visage qu'à l'aller... Mais qu'elle parvienne ou non à forcer le passage jusqu'en finale, cette Juve a de l'allure. Elle a déjà reconquis ses lettres de noblesse en Italie ces dernières saisons, sous Antonio Conte puis Max Allegri, avec quatre «scudetti» consécutifs depuis 2012. La Vieille Dame a désormais franchi ce cap qui se refusait à elle en Europe.

Juventus

Paul Pogba rejette un pont d'or
offert par le PSG

Ce n'est un secret pour personne, la priorité du Paris Saint-Germain cet été, c'est Paul Pogba. En plus de devoir convaincre la Juventus de céder sa pépite, le club de la capitale va devoir convaincre le Français.

Gianluca Di Marzio, journaliste pour Sky Sport en Italie et spécialiste des transferts, l'affirme: Paris aurait proposé un salaire de 15 Millions d'euros par an au jeune international français qui aurait refusé cette offre. Elle aurait pourtant triplé son salaire actuel. Le club de la capitale va devoir affronter une féroce concurrence sur ce dossier, puisque le FC Barcelone, le Bayern Munich ainsi que Chelsea suivent le milieu de terrain de 22 ans.

Mais le concurrent principal du PSG n'est autre que le Real Madrid, Florentino Perez voulant la pépite turinoise à tout prix. Le Real a profité de son déplacement à Turin pour les demi-finales de Champions League pour évoquer avec le club et l'entourage du joueur un éventuel transfert vers Madrid. De son côté la



Juventus affirme que Pogba n'est pas à vendre. «En ce moment, Paul est l'un des meilleurs jeunes du monde et il est normal que plusieurs grands clubs aient jeté leur dévolu sur lui, a déclaré Beppe Marotta le directeur sportif du club. Mais nous aussi, nous sommes un grand club et nous

ne sommes pas habitués à vendre. Tout au long de l'histoire, la Juve a fait très peu de ventes exceptionnelles. En ce moment, les conditions ne sont pas réunies pour que Pogba soit mis sur le marché.» Paul Pogba va animer l'été de la planète football, ça c'est une certitude !



06.30 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.30 Zaman el barghouthe
Feuilleton arabe
11.10 Chahid wa chawahid
12.15 El moustahlik
12.45 Hadi el arouah
13.00 Journal télévisé
13.30 Doumoue el thaldje
Feuilleton
15.00 Mahla di aächia
16.30 Dessin animé
17.30 Alhan wa chabeb
17.45 Tadj el qoraan
18.00 Journal télévisé amazight
18.20 Tadar tarbah
18.55 Fi taani salama
19.20 Familtna
20.00 Journal télévisé
21.10 Rana hana
22.00 Film
00.30 Dafatir el cinema



19.50 La grande évasion



Avec Steve McQueen, James Garner, Charles Bronson, James Coburn

En 1944, les Allemands ont construit un stalag qui accueille des récidivistes de l'évasion. Dès leur arrivée, plusieurs officiers alliés emprisonnés tentent sans succès de contourner le système de sécurité. Le commandant Bartlett décide malgré tout d'organiser une fuite collective. Un homme creuse un tunnel pendant qu'un autre rassemble du matériel. De son côté, le capitaine Hilts suit ses propres plans pour s'échapper.



JEUDI



19.55 Délivrance



- Noël 44-8 mai 1945, une fin de guerre
Le 8 mai 1945, la capitulation de l'Allemagne nazie mettait un terme à une guerre qui aura fait plusieurs dizaines de millions de morts. Pourtant, six mois plus tôt, rien n'était joué. En décembre 1944, Adolf Hitler lançait sa dernière grande offensive dans les Ardennes, infligeant de lourdes pertes aux troupes anglo-américaines. Pendant ce temps, sur le front de l'Est, l'état-major nazi opposait une résistance acharnée à l'avancée de l'Armée rouge.



19.50 Là-haut



Bientôt octogénaire, Carl Fredricksen s'est peu à peu retiré du monde. Le vieil homme, bougon et asocial, vit aujourd'hui enfermé dans sa maison, une vieille bâtisse coincée entre les buildings du centre-ville. Le problème, c'est que des promoteurs sans scrupule lorgnent son terrain. Mais, ancien vendeur de ballons, Carl a plus d'un tour dans son sac. Grâce à un ingénieux système, il réussit à faire décoller sa maison et décide de s'enfuir, vivre enfin ses rêves d'aventures.

19.55 Envoyé spécial



Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly

Aéroports : le grand gaspillage ? La France compte aujourd'hui 160 aéroports, dix fois plus que son voisin allemand. Mais seulement 17 sont rentables. Construits à grands frais, ces équipements ne survivent que grâce aux subventions publiques : plus de 100 millions d'euros par an • **Carnet de route au Liban : une guerre en silence.**



19.45 Kingdom of Heaven



Avec Orlando Bloom, Jeremy Irons, Liam Neeson, Ghassan Massoud

Dans un petit village de Provence, au XIII^e siècle, Balian, un jeune et humble forgeron, enterre son épouse adorée qui s'est suicidée. Un groupe de croisés débarque alors. Leur puissant chef, Godefroy d'Ibelin, un noble, lui révèle qu'il est son père et lui propose de l'accompagner à Jérusalem, en Terre sainte. Balian finit par accepter. En chemin, Godefroy est gravement blessé lors d'une embuscade.



20.00 True Detective



Saison 1 - Episode 5

- Le destin secret de toute vie
Avec Matthew McConaughey, Woody Harrelson, Shea Whigham
Cohle se rapproche de DeWalt et le suit en espérant qu'il le mène dans la planque de Reggie Ledoux, le principal suspect dans le meurtre de Dora Lange. Martin le rejoint et le seconde dans sa traque. Arrivés sur place, la situation dégénère et les deux hommes perdent le contrôle de la situation.



19.45 Lock Out



Avec Guy Pearce, Maggie Grace, Vincent Regan, Joseph Gilgun

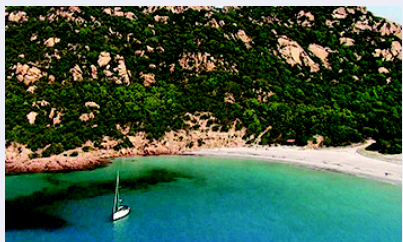
Dans le futur, Snow, ex-agent de la CIA, est soupçonné d'avoir tué un militaire. Il doit être incarcéré au pénitencier MS-one, une station orbitale où les prisonniers sont plongés dans un sommeil artificiel. La fille du président américain est en visite sur MS-one lorsqu'un incident provoque le réveil et la mutinerie de tous les prisonniers, 500 criminels particulièrement dangereux.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Mawid maâ el qadar
11.00 La semaine Eco
12.00 Journal en français
12.25 Afrique hebdo
12.40 Assrar el khoulafa'e
13.25 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association Nassim El Andalouse
14.00 Réflexions
14.50 Ma fille restera ma fille
16.25 Top sport
17.00 Dessin animé
17.25 Un mythe un lieu
18.00 Journal en amazigh
18.25 Mawid maa el qadar
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Mémoires du 08 mai 1945
21.45 Emission spéciale 08 Mai 1945 (Constantine)



19.50 Thalassa



- La Corse aux trésors
Présenté par Georges Pernoud

Sur l'île de Beauté, des hommes et des femmes consacrent leur vie à protéger la faune et la flore. Depuis vingt-huit ans, Jean-Marie Dominici veille sur la réserve de Scandola, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Il fait découvrir de sublimes fonds marins qui abritent poissons et coraux. Il œuvre aussi à protéger les balbuzards, des aigles pêcheurs de plus en plus rares. Charles Pinelli, instituteur et passionné d'archéologie, s'intéresse aux épaves romaines.



VENDREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 3

Présenté par Denis Brogniart

L'heure de vérité est arrivée pour les quatre aventuriers exilés sur l'île des bannis. Ils vont devoir s'affronter pour reprendre le contrôle de leur destinée, un combat dont l'issue aura des conséquences pour l'ensemble des naufragés. Parallèlement, sur les campements, la présence de colliers d'immunité cachés va mettre certains aventuriers dans l'embarras. Jeu de confort : «Les Passeurs».



19.55 NCIS : Nouvelle-Orléans



Saison 1 - Episode 11

- Le rôle de l'appât
Avec Scott Bakula, CCH Pounder, Zoe McLellan, Shanley Caswell

Au cours d'un gala de charité organisé par la Marine, une bombe explose provoquant deux morts et de nombreux blessés parmi lesquels Orion, le petit-ami de Laurel. Les premiers éléments de l'enquête révèlent que Pri-de était la cible de l'attentat. L'équipe identifie un premier suspect, Bertrand Wallis, qui a fui la scène au moment de l'explosion.

19.58 1945, la chute du Reich



En juin 1944, l'optimisme règne dans le camp allié. A l'Ouest, le débarquement en Normandie est un succès. A l'Est, l'Armée rouge passe à l'attaque dès le 22 juin. Avec l'opération Bagration, elle déferle en Biélorussie et contraint la Wehrmacht à une terrible retraite. L'heure est à la confiance ; et pourtant, la guerre, qui devait être terminée avant Noël, s'éternise.



19.40 Ciné Family : Police Academy 7

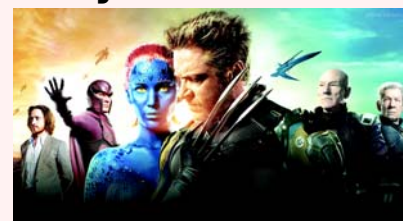


Avec George Gaynes, David Graf, Michael Winslow, Leslie Easterbrook

En Russie, le redoutable mafieux Constantin Konali règne sur la pègre. Ce dernier a le monopole de la distribution d'un jeu vidéo qui fascine l'ensemble du pays. Mais il développe un autre logiciel qui permettra d'accéder et de récupérer les données individuelles qui seront contenues dans les ordinateurs.



20.00 X-Men : Days of Future Past



Avec Hugh Jackman, Nicholas Hoult, Jennifer Lawrence, James McAvoy

Dans un futur proche, les mutants sont impitoyablement décimés par des robots, les sentinelles, que rien ne semble pouvoir arrêter. Magnéto et le professeur Xavier, désormais alliés, utilisent les pouvoirs de Kitty Pride pour envoyer la conscience de Wolverine dans son corps des années 1970.




19.45 Gangster Squad




Avec Sean Penn, Ryan Gosling, Emma Stone, Giovanni Ribisi


A Los Angeles, en 1949, le gangster Mickey Cohen fait une fois de plus une démonstration de force à l'intention de ses concurrents de Chicago. Pendant ce temps, le sergent John O'Mara délivre une jeune femme des griffes des sbires de Cohen, attirant vers lui l'attention du chef Parker, qui lui demande de créer une équipe secrète pour lutter contre Mickey Cohen.

 Des relations un peu troubles se nouent dans votre dos. Vous savez qu'il n'y a rien à craindre mais néanmoins sachez garder un œil attentif sur cette affaire car vous saurez le moment venu pour renvoyer la balle.




 Vous liez connaissance avec une personne qui pourrait avoir une influence très favorable sur le déroulement de votre vie personnelle.




 Une ambiance des plus agréables vous charmera. Attendez-vous à connaître une agréable surprise vous concernant. Tous les espoirs vous sont permis à condition de ne pas commettre de bévues.




 Vous avez un virage difficile de votre vie à négocier. Mais la chance va surgir brusquement au moment où vous vous y attendez le moins.




 Vous risquez d'avoir des relations difficiles avec les autres. Mais vous allez pouvoir vous exprimer. Profitez-en pour dire ce que vous pensez. C'est l'opportunité à saisir car vous avez acquis l'expérience nécessaire pour avoir le droit de parler ouvertement et on vous écouterà.



 Des problèmes dans vos relations amicales pourraient survenir si vous ne prenez pas garde à ce que vous dites. Faites largement preuve de discrétion. Gardez le silence sur un point de vue qui paraît discutable.




 **BALANCE** 24-05 au 25-10
Vous faites preuve de beaucoup d'imagination. Vous cherchez de nouvelles sources d'énergie pour être au mieux de votre forme.

 Une difficile négociation s'engage sur un terrain qui paraît mouvant et vous savez survoler les événements avec élégance. Vous pourriez récolter prochainement les fruits d'une semence intelligemment répandue dans diverses directions.

Sagection e 23-11 au 21-12


 Vous saurez bien mener votre barque dans un dédale de possibilités. Une proposition subtile que l'on vous fera risque de vous charmer. Mais vous saurez résister aux appels ce qui vous permettra de sortir victorieusement de ce labyrinthe compliqué.

Capricorn 22-12 au 20-01
 Vous allez penser que c'est un moment décisif pour vous. Il faudra prendre la décision sans trop tarder. Ne vous laissez pas surprendre par cette nouvelle opportunité qui arrive à propos.



 On risque de parler de vous avec une certaine rancœur et pourtant vous faites tout ce qu'il faut pour qu'on vous oublie. Les éloges et les compliments ne font pas partie du programme ce qui ne modifie en rien vos sentiments



 Des changements vont survenir car vous êtes dans une période transitoire. Cela se répercutera sur votre entourage immédiat. Faites preuve d'énergie car vous seriez dépassé par ce qui est autour de vous.

[illegible]

FLÉCHÉS N° 5614

ANGE - AUSSITOT -
BOIS - BOULEVARD -
CHAMELLE - CIDRE -
COCO - DEMAIN -
ECLATER - ECROU -
ENGRENAGE -
EXTRAVAGANCE -
FAUCON - GARE -
GENEROSITE -
GODET - HAIE -
HELICE - KIOSQUE -
LESION - MAGIE -
OPPRESSER -
OUISTITI - OUTRAGE
- PARITE - PIROGUE
- RAJAH -
RAPATRIEMENT -
REDACTION -
REGLEMENT -
REVEIL - RUMINER -
SCIENCE - SEMER -
SOIN - STAGE -
TRAINEAU - TRESSE
- VENERATION.

N	S	E	T	N	E	M	E	I	R	T	A	P	A	R
T	O	T	I	S	S	U	A	R	E	N	I	M	U	R
V	T	I	A	G	E	G	A	N	E	R	G	N	E	E
U	N	S	S	G	A	R	E	U	O	T	E	D	D	M
E	E	O	E	E	E	M	Q	G	E	C	A	R	E	E
R	M	R	G	R	L	S	U	D	N	C	A	L	R	S
R	E	E	N	D	O	E	O	A	T	V	L	E	C	S
E	L	N	A	I	E	G	G	I	E	E	S	E	I	E
R	G	E	K	C	N	A	O	L	M	S	C	T	H	R
A	E	G	I	O	V	N	U	A	E	N	I	A	R	T
J	R	L	C	A	I	O	H	R	E	T	I	R	A	P
A	E	U	R	A	B	C	P	I	S	E	C	R	O	U
H	A	T	M	O	O	P	C	I	R	E	V	E	I	L
F	X	E	I	C	O	S	U	E	G	A	R	T	U	O
E	D	S	O	I	N	O	I	T	A	R	E	N	E	V

Mon tout est un grain de laideur

FOUILLIS N° 5614

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. Tout organisé.
- Onde porteuse.
2. Héros des bois.
- Déficit à Bruxelles; la crise ?
3. Mélodie.
- Club des célibataires.
4. Possessif.
- Cela va sans dire.
5. Chaque un sa case.
- Droits de place.
6. Note de musique.
- Souple chez les serviles.
7. Préposition.
- Venue avec éclat.
8. Ils nous met du caviar au frai.
9. Armoises naines.
- Ensuite.
10. Jours de planche. Retiré.

A. Il s'est enrichi dans la production de champignons !
En gros.
B. Vent N-O.
Été pourri.
C. Echassier.
Poignée levée.
D. A travers.
Aller au diable !
E. Réposition.
Manie. Pièces de roupie.
F. Usine de poche.
G. En pingouin (en).
H. Folle à lier.
I. Tant va à l'eau.
Hors coup.
J. Tenués.
Sans motifs apparents.

C	A	T	A	P	U	L	T	E	R
H	I	R	C	I	N	E		P	A
A	N	O	N	E	S		T	O	M
R		M	E	C		L	O	U	P
P	E	P		E	P	A	R	S	E
E	M	E	S		E	I	R	E	
N	O	T	A	B	L	E		E	T
T	U	T	U		U		O		R
E	L	E	C	T	R	I	F	I	E
S	U		E	L	E	G	I	E	S

CODÉS N° 5613[illegible]

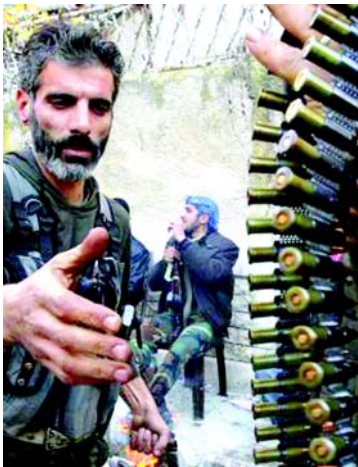
1 N	2 U	3 V	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	12	7	17	12	14	6	13	5	1
12	10	13	12	12	4		6	7	13
7	5	16	12			7	8	16	12
4	2	12		8	3	8	9	8	
12	18		2	4	8		13	1	5
14		2	7		10	9	12	13	1
2	7	1	12		5	13		4	15
6	12	12		10	7	12	6	8	13
12	3		11	8	13	1		6	1
	2	4	12		4	6		13	12
12		13		6	8		3	5	4
4	12	1	4	8	6	13	5	1	
	7	16		6	12		11		2
10	7	12	14	8	2	6	13	5	1
11	12	4	4		7	8	7	12	4

CODÉS N° 5614



Paris a livré des armes aux rebelles syriens malgré l'embargo



La France a livré des armes offensives aux rebelles syriens en 2012 en dépit d'un embargo européen en vigueur depuis 2011, assure un ouvrage intitulé «Dans les coulisses de la diplomatie française» à paraître le 13 mai. «Nous avons commencé quand nous avons eu la certitude qu'elles iraient dans des mains sûres. Pour les armes létales, ce sont nos services qui ont procédé aux livraisons», a déclaré le président français François Hollande à l'auteur de l'ouvrage (éditions L'Archipel), Xavier Panon, lors d'un entretien en mai 2014. La France a remis aux rebelles syriens, des canons de 20 mm, des mitrailleuses de 12,7 mm, des lance-roquettes et des missiles antichars. Les livraisons entamées au deuxième semestre 2012 ont été irrégulières. Parmi les épisodes abordés, figure celui évoquant la préparation avortée à la fin de l'été 2013 de frappes aériennes contre le régime syrien. L'ouvrage souligne, en citant un conseiller, que l'action aérienne dont n'ont finalement pas voulu les Etats-Unis, avait un double objectif: changer la «donne politique» en Syrie et déstabiliser la Russie pour qu'elle change son approche du conflit.

Cinq morts en Arabie saoudite après des tirs à partir du Yémen



Trois personnes ont été tuées dans le bombardement mardi de la ville frontalière saoudienne de Najrane par des rebelles au Yémen, tandis qu'un Saoudien et son épouse ont péri après la chute nocturne d'un «projectile» sur leur maison, ont annoncé mercredi les autorités. Citant la défense civile pour le second incident, l'agence officielle SPA a indiqué qu'une jeune fille de 17 ans avait également été grièvement blessée et deux autres légèrement atteintes dans la chute du «projectile» qui est tombé dans la nuit dans la province de Jizane, zone proche de la frontière avec le Yémen. Mardi, trois personnes avaient été tuées dans le bombardement de la ville frontalière de Najrane (sud de l'Arabie saoudite), qui a eu lieu alors que se tenait à Ryad un sommet des monarchies du Golfe, en présence du chef de l'Etat français François Hollande. Depuis le 26 mars, l'Arabie saoudite dirige une coalition qui mène des raids aériens au Yémen contre des rebelles chiites Houthis, soutenus par l'Iran.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des attentats anti-musulmans déjoués en Allemagne

Quatre personnes soupçonnées d'appartenir à une «organisation terroriste d'extrême-droite» préparant des attentats anti-musulmans ont été interpellées mercredi en Allemagne, a annoncé dans un communiqué le Parquet fédéral allemand.

Les suspects, trois hommes et une femme de nationalité allemande âgés de 22 à 56 ans, sont soupçonnés d'avoir planifié des attentats contre des personnalités salafistes, des mosquées ainsi que contre des foyers de demandeurs d'asile, selon le Parquet fédéral, basé à Karlsruhe, compétent en matière de terrorisme. Les suspects sont soupçonnés d'avoir fondé, et par conséquent, d'appartenir à une «organisation terroriste», la «Oldschool Society», selon la même source. Selon les éléments de l'enquête, l'organi-



sation avait pour «objectif de commettre, sur le sol allemand, en petits groupes, des attaques visant des personnalités salafistes, des mosquées et des foyers pour demandeurs d'asile», a-t-on

ajouté. Lors des perquisitions, du matériel «pyrotechnique d'une forte puissance explosive ainsi que d'autres pièces à conviction» ont été découverts, précise le communiqué.

Sept morts dans des combats au Mali



Un soldat malien et six rebelles ont été tués mardi dans des combats à Ténenkou, dans le centre du Mali, a affirmé à l'AFP l'état-major de l'armée à Mopti, le chef-

lieu de la région. Aucun bilan n'était disponible dans l'immédiat de source indépendante ni auprès de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, rébellion à domi-

nante touareg), dont un responsable s'est borné à confirmer à l'AFP la fin des combats, assurant que les rebelles avaient «infligé des pertes à l'ennemi». Ces nouveaux combats se sont déroulés alors que la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a exhorté dimanche tous les protagonistes à cesser les hostilités et à évacuer les positions nouvellement occupées. Le ministre malien de la Réconciliation nationale, Zahaby Ould Sidi Mohamed, a minimisé les récentes violations du cessez-le-feu, estimant qu'elles ne remettraient pas en cause la signature d'un accord de paix, prévue le 15 mai à Bamako, après une rencontre à Alger avec le ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, parrain de la médiation internationale.

Tunisie: le pèlerinage juif sous très haute surveillance

Des centaines de personnes étaient attendues mercredi à Djerba pour le pèlerinage juif de la Ghriba, placé sous très haute surveillance après l'attentat du Bardo et une mise en garde d'Israël contre des projets d'attaques en Tunisie. Des barrages ont été installés aux accès de l'île de Djerba (sud), où se trouve la Ghriba, la plus ancienne synagogue d'Afrique. Le périmètre du lieu de culte, orné pour l'occasion d'une multitude de petits drapeaux tunisiens, était bouclé mercredi matin et son entrée gardée par plusieurs camions de police et un blindé de l'armée, selon un journaliste de l'AFP. La Tunisie compte aujourd'hui près de 1.500 juifs, dont la majorité vit à Djerba, contre 100.000 en 1956 avant l'indépendance. En plus des pèlerins tuni-



siens, quelque 500 personnes venues de France, d'Israël, d'Italie mais aussi de Grande-Bretagne et des Etats-Unis doivent participer mercredi et jeudi à cet événement festif, selon un organisateur. Le pè-

lerinage annuel de la Ghriba est toujours placé sous forte protection. Mais il fait l'objet cette année d'une vigilance accrue après l'attentat du 18 mars au musée du Bardo à Tunis, revendiqué par l'organisation Daech.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

LA LIBYE AU-DESSUS DES CHUTES DU NIAGARA

tous les démons enchaînés par un régime pourtant longtemps toléré. La Libye étant loin de ses terres, l'Europe n'avait à aucun moment envisagé un quelconque péril venant de la mer mais il aura fallu d'une menace à peine voilée de l'Etat islamique qui a pris ses quartiers en face de la Sicile pour qu'on commence à regretter l'ancien dictateur. Il aura fallu l'«invasion» des sans-papiers d'Irak, de Syrie, de la Libye, de la Somalie, du Yémen et du Sahel pour qu'on se rende compte que le feu allumé dans ces pays peut embraser le Vieux Continent.

Les Européens, comme dernier rempart, veulent une guerre totale par procuration, et l'Algérie fidèle à ses principes s'active, de son côté, à trouver une solution politique aux choix des armes. Un remake du dialogue inclusif intermalien qui

Trois Palestiniens tués en Egypte



Trois Palestiniens «armés» ont été tués mercredi par l'armée égyptienne dans le nord du Sinaï près de la frontière avec la bande de Ghaza, ont indiqué des responsables médicaux et de la sécurité.

Les autorités égyptiennes accusent des activistes de la bande de Ghaza d'être impliqués dans les attaques djihadistes meurtrières qui visent régulièrement l'armée et la police dans la péninsule du Sinaï depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. Les trois Palestiniens «armés» ont été tués dans «des échanges de tir» avec des militaires égyptiens qui les ont repérés près de la frontière avec Ghaza, dans un secteur où les autorités ont établi une zone-tampon, selon les responsables. Les trois hommes pourraient s'être infiltrés sur le territoire égyptien par l'un des nombreux tunnels clandestins reliant le Sinaï à l'enclave palestinienne, d'après les mêmes sources.

Une centaine de migrants affamés secourus en Méditerranée



La police douanière et financière italienne a annoncé mercredi avoir secouru dans la nuit une centaine de migrants affamés après 12 jours en mer Méditerranée, alors que plus de 1.500 personnes sauvées ces derniers jours devaient débarquer en Italie. Le patrouilleur «Monte Cimone» de la police financière, chargée également des contrôles douaniers et de la lutte contre les trafics et l'immigration clandestine, a repéré dans la nuit ce bateau délabré de 50 mètres à 200 milles au large des côtes siciliennes, avec 98 personnes à bord. Les migrants, parmi lesquels 35 femmes dont trois enceintes, ont expliqué avoir passé 12 jours en mer, dont les deux derniers à la dérive, sans vivres, et avec les cales emplies d'eau. Au total, les gardes-côtes italiens ont annoncé mercredi matin avoir coordonné mardi le sauvetage d'environ 650 personnes, tandis qu'une trentaine de migrants probablement syriens, sont arrivés dans les Pouilles à bord d'une embarcation de fortune.